

AU MOINS 18 MORTS ET 9 BLESSÉS
DANS UN ACCIDENT DE BUS

**Drame
à Oued
El Harrach**

P 24

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Vendredi 15 - samedi 16 août 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6520 - 22^e année

TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AU MALI

Un Français parmi les comploteurs

P 3

LE MAGAZINE FRANÇAIS LE POINT OU LA LAMENTABLE ET ÉCULÉE
MÉTHODE VISANT À CASSER L'UNITÉ NATIONALE

« Les Algériens, un peuple debout »

Un déraciné peut-il prétendre avoir retrouvé ses racines ? Kamel Daoud ne sait pas, ou du moins il ne veut pas le reconnaître en obtempérant aux ordres de ceux qui lui assurent le gîte et le couvert, que l'Algérie est une et indivisible.

LIRE EN PAGE 3



INDUSTRIE AUTOMOBILE

Mobilisation des compétences nationales



LIRE EN PAGE 24

Ph : DR

FEUX DE FORÊT



Appel à faire preuve de vigilance et de conscience

P 4

AGRESSION CONTRE DES ESTIVANTS
À EL-BELDJ À TIPASA

Trois individus sous mandat de dépôt

P 2

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE -
ALGER, CET APRÈS-MIDI À 16H30

Un 2 en 1 qui s'annonce difficile

P 21

LES COURSES EN DIRECT

L'ÉDITO

À son corps défendant, l'Algérie agite sérieusement la classe politique française. Jeudi dernier, une nullité répondant au nom de Charles Rodwell a déclaré à la radio française « Europe 1 » qu'après l'échec de l'accord de 2013, « il faut aller plus loin et dénoncer l'accord de 1968 ». Qui est ce bonnet d'âne ? C'est un député « macroniste » du parti « ensemble pour la République » qui a été chargé par la chambre basse française, avec un autre député, Mathieu Lefevre, lui aussi macroniste, de présenter un rapport sur « le coût pour les finances publiques françaises de l'accord franco-algérien de 1968 ». Le rapport devait être présenté le 25 juin dernier, puis le 2 juillet dernier. Chaque fois, cette présentation a été déprogrammée sans explication. « Ce sera pour septembre prochain » a affirmé l'invité d'Europe 1, Charles Rodwell qui est l'un des deux auteurs du rapport. À l'antenne voilà, précisément, ce qu'il a déclaré : « Nous sommes arrivés au point où il est désormais nécessaire et louable de dénoncer les accords de 1968. Les coûts qu'ils représentent sont mirobo-

France : les cancrs de la politique

lants et se comptent en milliards d'euros chaque année pour la sécurité sociale française, pour les dépenses publiques françaises. Il est donc temps pour des raisons de sécurité, pour des raisons diplomatiques et pour des raisons liées à nos finances publiques de dénoncer et de mettre fin aux accords de 1968 entre la France et l'Algérie ». Il ne sait pas, le malheureux que, nonobstant le fait que cet « accord conclu le 27 décembre 1968 entre les gouvernements français et algérien, complété par plusieurs avenants et échanges de lettres en 1985, 1994 et 2001, ne comporte aucune clause expresse de dénonciation », affirme Serge Slama éminent professeur d'université de droit public. De plus, ajoute-t-il, « En cas de

dénonciation de l'accord de 1968, et de ses différents avenants, cela aurait pour effet de rétablir les facilités de circulation des Algériens pour se rendre en France alors que justement l'accord de 1968 et ses différents avenants ont visé à encadrer leur séjour en France ». On se rappelle que le président Tebboune s'est, déjà, prononcé sur cet accord de 1968, lors de sa rencontre avec la presse nationale le 5 octobre dernier. C'est « un épouvantail et un slogan politique d'une minorité extrémiste qui voue une haine à l'Algérie... (cet accord) n'affecte en rien la qualité de la migration ni la sécurité de la France... (dire le contraire) est une contrevérité qui participe du chantage visant à instiller la haine de l'Algérie en France » a-t-il précisé. Il faut savoir qu'avant les députés, le Sénat français avait lancé, en mars 2024, une mission d'information, sur ce même accord de 1968. Mission qui s'est terminée en queue de poisson. Les députés qui, à leur tour, s'emparent du sujet, pensent être plus intelligents en axant sur « le coût (de l'accord) pour les finances publiques françaises ». La présentation du rapport en septembre prochain alignera une bonne brochette de médiocres français. Entrée gratuite !

Zouhir Mebarki

INTÉGRATION DE LA PRESSE ÉLECTRONIQUE DANS LA PUBLICITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Un « acquis stratégique »

Plusieurs acteurs majeurs de la presse électronique et organisations syndicales du secteur de la communication ont salué l'entrée en vigueur de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'intégrer la presse électronique agréée comme mécanisme officiel de publicité des marchés publics.

Cette mesure, qualifiée d'« acquis stratégique », est perçue comme une étape décisive dans la reconnaissance et le renforcement du rôle des médias numériques au service de la société et de la nation. Pour Mohamed Rabah, directeur du site Sabq Press, cette décision marque l'aboutissement d'un processus entamé dès 2019, lorsque le président Tebboune avait souligné, dans son premier discours à la Nation, l'importance de la presse électronique. Depuis, un cadre légal spécifique a été établi, avec un décret fixant les modalités d'exercice de l'information en ligne, suivi en



2023 par la loi relative à la presse électronique. L'amendement de la loi sur les marchés publics a permis à l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) de commencer à répartir les annonces officielles vers les médias numériques. Rabah y voit une avancée majeure, garantissant un financement transparent et durable, propice au développement des entreprises médiatiques, à l'amélioration du contenu et au renforcement de la performance, tout en soutenant l'aspect social du secteur.

UN PILIER DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE COMMUNICATION

De son côté, Maâmar Gani, directeur général du site Dzair Tube, estime que cette mesu-

re s'inscrit dans une réforme globale des cadres juridiques de l'information, alignés sur les standards internationaux. Il s'agit, selon lui, d'un soutien vital permettant à la presse électronique algérienne de renforcer ses capacités, d'améliorer ses conditions de travail et de contrer efficacement les campagnes médiatiques hostiles à l'Algérie. Le journal en ligne Shihab Presse partage cette analyse, qualifiant la décision présidentielle de tournant historique pour le paysage médiatique national. Au-delà de l'accès à un financement transparent, cette initiative consacre, selon le média, le rôle central des sites d'information dans la défense de l'intérêt général, la lutte contre la désinformation et la promotion de l'innovation et de contenus de qualité.

UN SOUTIEN SYNDICAL UNANIME

Les organisations syndicales, dont l'Union nationale des journalistes et professionnels de l'information algériens (UNJIA), voient dans cette démarche « une décision historique et inédite », confirmant l'importance que le chef de l'État accorde au développement de la presse nationale. L'UNJIA insiste sur la nécessité pour les professionnels d'adhérer pleinement à cette dynamique pour bâtir des médias forts, indépendants et influents. Même son de cloche du côté de l'Organisation nationale des journalistes algériens (ONJA), qui appelle la corporation à saisir cette opportunité pour améliorer le contenu, respecter l'éthique professionnelle et stimuler l'innovation. Pour l'ONJA, la réussite de cette réforme dépendra de l'effort collectif et du renforcement des instances nationales de régulation, afin de garantir un environnement médiatique sain et performant. En consacrant la presse électronique comme acteur officiel de la publicité des marchés publics, cette décision présidentielle ouvre une nouvelle ère pour le journalisme numérique en Algérie — une ère où reconnaissance institutionnelle, soutien financier transparent et rôle stratégique au service de la vérité et de l'intérêt général vont désormais de pair.

M. Seghilani

AGRESSION CONTRE DES ESTIVANTS À EL-BELDJ, TIPASA

Trois individus sous mandat de dépôt

Le juge d'instruction près le tribunal de Tipasa a émis un mandat de dépôt à l'encontre des trois accusés présents lors de l'agression, par un groupe de personnes à bord d'une embarcation, contre des estivants sur la plage de la résidence située à El-Beldj, wilaya de Tipasa, a indiqué un communiqué rendu public par la Cour de Tipasa. Le communiqué a précisé que «conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe trois, du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Tipasa informe l'opinion publique que, suite à la diffusion d'une vidéo mon-

trant un groupe de personnes à bord d'une embarcation en train d'agresser des estivants sur la plage de la résidence d'El-Beldj (Tipasa), les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Tipasa ont identifié les suspects résidant dans le même quartier, auteurs d'une agression physique contre des familles, créant ainsi peur et panique parmi les estivants et mettant leur vie en danger». En effet, «l'enquête a permis l'arrestation de trois personnes, au moment où deux autres sont en fuite», selon la même source. Après présentation des mis en cause devant la justice, les dénommés

«B.A.M», «M.A.B», «M.A.R», «M.A» et «M.A.M», ont été poursuivis pour «constitution d'une bande de quartier dans le but de créer un climat d'insécurité dans un espace public par agression morale et physique contre autrui et mise en danger de leur vie, coups et blessures volontaires avec usage d'une arme», et «port d'armes de 6e catégorie sans justification légale», a souligné le même communiqué. La même source indique qu'un mandat de dépôt a été délivré à l'encontre des prévenus présents, après leur interrogatoire par le juge d'instruction».

L. Zeggane

M. S.

CONCOURS D'ACCÈS À LA FORMATION D'AIDE-SOIGNANT DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Les délais d'inscription prolongés au 20 septembre prochain

Le ministère de la Santé a annoncé, la prolongation au 20 septembre prochain des délais d'inscription au concours sur épreuves pour l'accès à la formation d'aide-soignant de la santé publique au titre de l'année 2025, a indiqué un communiqué du ministère. d'après cette source, «dans le cadre des inscriptions au concours sur épreuves pour l'accès à la formation d'aide-soignant, de la santé publique au titre de l'année 2025, dédié aux détenteurs du niveau de 3e année secondaire, non titulaires du Baccalauréat, sur la plateforme numérique du ministère de la Santé via le lien: <https://formation.sante.gov.dz> et vu que les établissements scolaires sont en vacances jusqu'au 7 septembre prochain, la direction de la formation au ministère de la Santé annonce la prolongation des délais d'inscription au 20 septembre au lieu du 28 août», a fait savoir le communiqué du ministère.

L. Z.

POUR ESCROQUERIE ET USURPATION D'UN TITRE ATTACHÉ À UNE PROFESSION RÉGLEMENTÉE

7 individus placés en détention provisoire par le tribunal de Bir Mourad raïs

Le juge d'instruction près le tribunal de Bir Mourad Raïs a ordonné le placement en détention provisoire de sept individus pour délit d'escroquerie et d'usurpation de titre attaché à une profession réglementée, a indiqué un communiqué du procureur de la République près le même tribunal. selon la même source, «conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la

République près le tribunal de Bir Mourad Raïs informe l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'escroquerie envers les citoyens et d'usurpation de fonctions civiles et militaires, et suite à une plainte déposée par le nommé (B.M.S), qui a été arnaqué par un groupe d'individus s'étant fait passé pour des personnes influentes, en relation avec de hauts cadres du ministère de l'Energie, dans le but de lui

faciliter l'obtention d'une autorisation pour la réalisation d'une station-service à In Guezzam, en contrepartie de sommes d'argent conséquentes, une enquête a été ouverte, d'où l'arrestation d'un groupe d'individus répondant aux initiales: (M.A), (M.A.D), (Z.K), (H.M), (Z.M), (A.Y) et (S.N)». Ajoutant qu'«après avoir présenté les mis en cause devant le parquet de la République en date du 14 août en cours, une infor-

mation judiciaire a été ouverte à leur encontre pour délit d'escroquerie et d'usurpation d'un titre attaché à une profession réglementée, conformément aux articles 372 du Code pénal et 64 de la loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux». Après avoir été auditionnés, le juge d'instruction «a ordonné le placement en détention provisoire des mis en cause», a conclu le communiqué.

L. Z.

LE MAGAZINE FRANÇAIS LE POINT OU LA LAMENTABLE ET ÉCULÉE MÉTHODE VISANT À CASSER L'UNITÉ NATIONALE

« Les Algériens, un peuple debout »

Un déraciné peut-il retrouver ses racines ? Kamel Daoud ne sait pas, ou du moins il ne veut pas le reconnaître en obtempérant aux ordres de ceux qui lui assurent le gîte et le couvert, que l'Algérie est une et indivisible.

En survolant sur le net le torchon du renégat Kamel Daoud, l'image du commandant Saïd Saoud dit « l'Autchkiss », qui était adjoint du chef de la zone 1 de la wilaya 3 que commandait le chahid Abderahmane Mira, qui affirmait que l'esprit de fraternité et d'union animait les moudjahidines dans le Djebel qui n'avait comme ennemi que l'armée coloniale. Avec un arabe dialectal teinté d'un fort accent kabyle, il avait égrené dans une vidéo un récit qui renseigne sur l'unité du peuple algérien, une unité consacrée par la lutte pour l'indépendance de toute l'Algérie. Daoud et ses maîtres ne pourront jamais comprendre les propos du commandant Saïd Saoud, car ils représentent l'esprit et l'essence d'une unité façonnée et consolidée par des siècles de combats contre tous ceux qui avaient tenté de soumettre le peuple algérien. Et puis que pouvait-on attendre d'un individu qui a vendu son âme au diable. Un individu moulé dans les contradictions. Il s'était essayé à l'islamisme avant de découvrir les lumières de la ville et ses libertés. Il faisait de la peine car, il a vécu cette période dans le conflit de l'âme, entre un passé qu'il ne pouvait plus assumer et un avenir qu'il voulait construire même au prix de la compromission et la trahison. Et il a très vite franchi le pas pour se jeter dans les bras de ses actuels mentors.

Daoud, pour faire montrer la soumission à ses nouveaux maîtres, s'est essayé à toutes les besognes abjectes et aujourd'hui, il veut montrer, à ses mentors, qu'il est prêt à aller très loin dans la



bassesse. Mais, par amnésie ou par calculs mesquins il sait, et il en est convaincu, que l'Algérie est une et indivisible, que le pays algérien, dans toute la mosaïque culturelle, linguistique et autre qui l'a façonné depuis des siècles est fier de son unité. Il ne va pas céder au chant et aux manipulations des ennemis d'hier et d'aujourd'hui. Pour sa gouverne et celle de ses mentors, la Kabylie, grande ou petite n'est pas une partie de l'Algérie. Elle est l'Algérie dans toute sa richesse.

Daoud n'est qu'une autre cartouche dans l'arsenal de ceux qui depuis l'indépendance de l'Algérie ont tenté vainement de la déstabiliser. Ils avaient essayé tous les artifices, ont fomenté tous les complots et s'essayeront dans cet exercice, mais sans résultat car obnubilés et aveuglés par la nostalgie de la France coloniale qui les étreints, ils reviendront à la charge, trouveront d'autres Daoud mais se casseront l'échine sur la détermination et l'unité du peuple algérien.

« Le Point », a pris l'argument des tensions qui minent les relations de notre pays avec la France pour offrir ses colonnes à un traître à la patrie pour commettre un texte sorti tout droit d'un esprit nageant dans les vapeurs éthyliques, truffé de contre-vérités et de mensonges et qui est à mille lieues de la réalité du peuple algérien qui est kabyle, arabe, tar-

gui, mozabite, chaoui et bien plus encore. Aveuglé par servilité, Kamel Daoud voit un peuple kabyle. Mais il oublie que cette région compte des chouchas morts pour que l'Algérie ne soit pas amputée du Sahara, un plan que la France coloniale avait agité dans sa tentative de séparer le nord du sud. Il ne sait pas, ou du moins il ne veut pas le reconnaître en obtempérant aux ordres de ceux qui lui assurent le gîte et le couvert, que l'Algérie est une et indivisible.

D'Alger à Tamanrasset et de Maghnia à Tébessa, l'Algérie a façonné son unité dans la lutte pour chasser tous ceux qui ont voulu attenter à son essence, à savoir le destin commun de tous ses enfants. Les pleureuses, résidus de l'OAS et des nostalgiques de la France à papa trouveront toujours des traîtres pour tenter de s'attaquer à l'Algérie, mais tous leurs funestes desseins se briseront sur l'unité séculaire du peuple algérien qui saura défendre sa patrie contre tous les complots. Et pour la gouverne de tous les Daoud, l'Algérie nouvelle ne cédera pas, et le peuple algérien, dans toute sa diversité est prêt à la défendre jusqu'au bout pour qu'elle reste digne, fière et surtout souveraine, elle qui commence à faire trembler les fondements même de la France.

Slimane B.

TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AU MALI

Un Français ferait partie des comploteurs

Des médias locaux et étrangers, citant un communiqué du gouvernement malien, rapportent que le Mali a annoncé, le 14 août, l'arrestation de deux généraux et d'un Français accusés de participation à un complot de déstabilisation dans ce pays. Le ministère malien de l'Administration territoriale a déclaré avoir démantelé un réseau visant à «déstabiliser les institutions de la République », arrêtant un ressortissant français, Yann Christian Bernard Vizilier, accusé de « travailler pour le compte des services de renseignement français afin de mobiliser des personnalités politiques, des représentants de la société civile et des officiers de l'armée ». Les mêmes sources indiquent que lors de

la lecture du communiqué à la télévision nationale, ont été diffusées des images de onze personnes arrêtées pour leur implication dans le « complot », dont le général Abbas Dembélé, ancien gouverneur de la région centrale de Mopti, et le général Néma Sagara, autre figure militaire de premier plan. Toutes les arrestations ont été effectuées le 1er août, selon un communiqué officiel, qui note que « ces militaires et civils ont tenté, avec l'aide de certains États étrangers, de compromettre le processus de refondation du Mali, alors que la nation malienne, unie dans toutes ses composantes, est mobilisée pour consolider sa souveraineté retrouvée et éradiquer les forces terroristes de la région du Sahel ». Le communiqué

précise que Yann Vezilier aurait encouragé certains responsables politiques, militaires et acteurs de la société civile à participer à des activités subversives. Les autorités transitoires ont condamné ces actes et assuré que les enquêtes judiciaires se poursuivaient pour identifier d'autres éventuels complices.

La situation est désormais totalement sous contrôle, a également confirmé le gouvernement, tout en appelant la population à rester calme et à garder toute sa vigilance face aux tentatives de déstabilisation. Pour rappel, la France a retiré ses forces militaires à la demande du Mali, qui a à son tour rompu ses liens militaires avec Paris. Selon des observateurs, ce développement intervient dans un contexte de

crise multiforme au Mali, marqué par des actes terroristes, ainsi qu'une grave crise économique-sociale et les problèmes épineux sécuritaires. Les autorités, qui ont rompu avec la France, "promettent le souverainisme anti-occidental". Les observateurs notent également que cette arrestation d'un Français exacerbe les tensions avec Paris, qui n'a pas encore réagi officiellement. Par ailleurs, l'arrestation de l'ancien Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, le 12 août, pour des enquêtes sur sa gestion, reflète les luttes internes au sein de l'appareil d'État. Limogé fin 2024 après avoir critiqué le maintien au pouvoir des militaires, Maïga n'est pas lié, à ce stade, au complot présumé.

M. R.

ÉCLAIRAGE

À quoi rime la provocation médiatique ?

Affublé du titre racoleur, « Les Kabyles, un peuple debout », le magazine français Le Point a publié, jeudi dernier, un dossier qui touche à une question sensible. Les rédacteurs de ce pamphlet à charge, comme il fallait s'y attendre, contre l'Algérie, ont surfé sur l'unité du peuple algérien. Ils ont titillé la fibre identitaire nationale. Pour résumer, le contenu tente insidieusement de distinguer la région de Kabylie des autres régions du pays. La méthode est aussi vieille que lamentable de la part d'un organe médiatique qui emploie des apprentis-sorciers dans le but, désespéré, de semer le doute et la zizanie parmi des citoyens d'un même et unique peuple. Il est clair que les mauvais élèves de l'école de l'OAS n'apprennent pas les leçons de l'histoire. C'est une vieille méthode qui a déjà échoué à l'ancienne puissance coloniale dans sa politique de « diviser pour mieux régner ». L'Algérie française est morte et enterrée il y a bien longtemps. Kamel Daoud et compagnie qui ont joué avec le feu doivent le savoir. Ils doivent savoir qu'aucune propagande médiatique ne peut réussir à manipuler le peuple algérien. Un peuple qui, malgré les douleurs et les crises qu'il peut traverser, reste uni et sait ce qui est bon et ce qui ne l'est pas pour son pays. D'ailleurs, le contenu médiatique proposé par Le Point est tellement d'une indigence informationnelle crierie que leurs auteurs ont été tournés en dérision sur les réseaux sociaux. Le dossier signé par Daoud et ses « acolytes » ne trompe ni n'impressionne plus personne. Qui plus est, le travail est biaisé et truffé de mensonges. Encore une fois, que les stipendiés qui ont écrit sous la dictée de leurs maîtres sachent que cette démarche est vaine comme le monde. D'ailleurs, Le Point n'a fait que changer d'angle d'attaque au sujet d'une « question » déjà traitée, il y a une dizaine de jours, par son confrère Le Monde. Le quotidien français a, lui, avait signé un rare panégyrique à l'égard d'une organisation terroriste, le MAK à savoir. Ce qui est encore plus grave et dangereux, mais pas moins sournois comme objectif recherché. Force est de constater que les deux publications françaises participent d'une même démarche. Celle de flatter et de distinguer une région de l'Algérie au détriment même des autres régions. Ceux qui tirent les ficelles derrière le rideau ont feint d'oublier que l'Algérie abrite sous le même toit un seul et unique peuple qui s'appelle les Algériens. La France, ou du moins les milieux politiques et médiatiques qui servent sa politique hostile et alimentent son escalade à l'égard de l'Algérie, a décidément tout essayé, en vain, pour atteindre la stabilité de notre pays. Mais, il ne faut pas trop en vouloir à cette France qui ne supporte pas l'idée de voir une « ancienne colonie » jouir pleinement de sa souveraineté et qui s'est tournée résolument vers le développement.

Farid Guellil

FEUX DE FORÊTS

Appel à faire preuve de vigilance et de conscience

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a appelé les citoyens à faire preuve de conscience et à suivre les consignes de prévention des feux de forêts et de récoltes.

Dans un communiqué, le ministère a souligné «l'importance de faire preuve de conscience, de suivre les consignes de prévention et de collaborer avec les autorités compétentes», signalant «immédiatement toute urgence via les numéros 10-21 et 10-70». À noter que ces consignes de prévention interviennent dans un contexte marqué par «une hausse des températures, ce qui augmente le risque d'incendies, considérés comme véritable menace pour les vies, les biens et les ressources naturelles et agricoles».

LA DGF PRÉSENTE SON BILAN

S'exprimant à l'APS, le Directeur général des Forêts (DGF), Djamel Touahria, a indiqué que ses services avaient enregistré, «depuis début mai, 390 incendies au niveau national, lesquels ont été totalement circonscrits. Ces incendies ont touché 1789 hectares, principalement des terrains appartenant à des particuliers». Précisant qu'«un chiffre en baisse par rapport à la même période de 2024, lors de laquelle 1950 hectares ravagés par les feux ont été recensés, mais il est impératif que les citoyens redoublent de vigilance, pour éviter le pire et des drames». Pour M. Touahria, ce bilan est «très positif comparativement aux pays du bassin méditerranéen, à l'instar de l'Espagne, de la France, de la Turquie et de la Syrie qui ont enregistré d'importants dégâts suite aux incendies». À noter que «l'extinction totale et rapide des incendies recensés a été possible grâce aux moyens humains et matériels mobilisés à cet effet, dont les drones», a souligné le directeur général qui a salué, par là même, «la contribution des établissements d'en-



PH : DR

seignement supérieur et des start-up au développement de systèmes innovants d'alerte précoce aux incendies, dont le système conçu au Centre de développement des technologies avancées (CDTA) à Médéa, comprenant un appareil émetteur à impulsions lumineuses qui scanne l'horizon via un système rotatif, permettant de détecter à distance la fumée d'un potentiel foyer d'incendie».

À cela s'ajoute un système développé par une start-up constitué de caméras de surveillance, à même de fournir toutes les données nécessaires dès le départ de feu et permettre sa géolocalisation. Dans le cadre de la campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêts, 6000 agents ont été mobilisés, outre la fourniture de véhicules d'intervention rapide, l'ouverture de pistes et de tranchées pare-feu (des tours de contrôle) et la réalisation de plusieurs bassins d'eau au niveau des forêts, permettant ainsi une intervention immédiate afin d'éteindre les incendies et de juguler leurs effets.

« PLUS DE 25 200 HECTARES DE SURFACES BOISÉES »

Concernant l'opération de réhabilitation et d'extension du Barrage Vert, le directeur général a révélé que la surface boisée avait dépassé les 25.200 hectares, sur une superficie programmée à l'horizon 2030 estimée à 400.000 hectares. Outre le reboisement, l'opération comprend d'autres programmes consistant à lutter contre l'ensablement par la plantation, à travers des techniques modernes, à fixer les dunes de sable et à créer des pépinières dans les wilayas concernées. Un programme spécial a été mis en place pour étendre les superficies consacrées au chêne-liège et les protéger en vue d'augmenter le volume de production et de restituer à l'Algérie sa place de leader dans cette filière au niveau de la région de la Méditerranée. Il est prévu également de consacrer des superficies de 2.000 hectares à la plantation de caroubiers et d'autres espèces, dans le cadre de la sylviculture industrielle, y compris l'industrie du bois.

L. Zeggane

UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION LANCÉE AU PROFIT DES ENFANTS DES COLONIES DE VACANCES

L'AGIRE œuvre pour économiser l'eau

Lancée depuis le début de la saison estivale sous le slogan « Sifna Lemma wa amane » (Notre été, convivialité et sérénité), l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE), à travers ses agences de bassin hydrographique (ABH), a mené une vaste campagne nationale de sensibilisation à l'économie de l'eau au profit des enfants des colonies de vacances, touchant 5.013 participants répartis sur 26 centres à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué l'Agence. En effet, l'initiative vise à «inculquer dès le jeune âge les valeurs de préservation, de responsabilité et de solidarité autour de la gestion de cette ressource vitale, dans un contexte marqué par la rarefaction des ressources hydriques et la récurrence des épisodes de sécheresse», a précisé la source. Ajoutant que, «cette campagne, qui s'est déroulée tout au long de la saison estivale, a été déployée dans plusieurs régions du pays, notamment à Oran, Skikda, Annaba, Alger, Boumerdès, Tipasa, Béjaïa, Tizi-Ouzou et Chlef». Elle a ciblé aussi bien les enfants des wilayas côtières que ceux issus du Grand Sud, des Hauts Plateaux et de la commu-

nauté algérienne à l'étranger. À Oran, l'Agence de Bassin Hydrographique Oranie-Chott-Chergui (ABH/OCC) a donné le coup d'envoi officiel de ses actions au camp d'El Amria (Ain Témouchent), avant de les étendre à dix centres d'accueil profitant à environ 1.200 enfants. Ces activités comprenaient des ateliers de dessin, des concours éducatifs, des jeux ludiques et des présentations simplifiées sur le cycle de l'eau et les gestes de préservation. À l'Est du pays, l'Agence de Bassin Hydrographique Constantinois-Seybousse-Mellegue (ABH/CSM) a animé plusieurs sessions à Skikda, Jijel et Annaba, touchant plus de 1.000 enfants, dont des groupes venus de wilayas de l'intérieur et du Sud, ainsi que des enfants sahraouis. Ces interventions ont coïncidé, dans certains cas, avec des événements marquants comme la Journée mondiale de prévention de la noyade, donnant lieu à des actions de sensibilisation aux bonnes pratiques de baignade. Dans la région centre, l'Agence de Bassin hydrographique algérois-Hodna-Soummam (ABH/AHS) a organisé, quant à elle, des programmes éducatifs sur les plages et dans les camps de

vacances d'Alger, Boumerdès, Tipaza et Béjaïa. Plus de 1.000 enfants, dont certains issus de wilayas du Sud comme In Salah, Illizi ou Tamanrasset, ont participé à des animations interactives, à des jeux-questionnaires et à des sorties pédagogiques. Dans les camps de vacances de la côte chélifienne, la campagne a inclus la création de «groupes de protecteurs de l'eau», un projet visant à former 300 enfants ambassadeurs de l'économie d'eau dans leurs familles et écoles. Selon l'AGIRE, «les activités de cette campagne ont combiné approches pédagogiques et ludiques pour ancrer durable-

ment les bons réflexes de consommation rationnelle de l'eau, à travers des outils variés : supports visuels, ateliers pratiques, compétitions, visites d'installations hydrauliques et espaces de dialogue». Elle a souligné que, «ces acquis constituent une base solide pour poursuivre et renforcer ce type d'initiatives à l'avenir», ajoutant que cette démarche s'inscrit pleinement dans les objectifs nationaux de développement durable et de gestion intégrée des ressources hydriques, a conclu le communiqué de l'Agence.

L. Z.

LA CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION SUR LES ACCIDENTS DE LA ROUTE SE POURSUIT

« Conduisez avec prudence pour des vacances sans danger »

Lancée au début de la saison estivale sous le slogan « Conduite prudente, vacances sans danger », la campagne initiée par la Gendarmerie nationale (GN), en coordination avec divers partenaires et acteurs dans ce domaine, en vue d'inculquer chez les conducteurs la culture de la prudence et de la bonne conduite routière, se poursuit à travers les différentes wilayas du pays.

Dans une déclaration à l'APS, le sergent-chef Abdelhamid Amrani, chargé de communication au Centre d'information et de coordination routière du Commandement de la Gendarmerie nationale a indiqué qu'«outre les mesures prises et les moyens mobilisés pour faire face à ce phénomène, le Commandement de la GN a programmé, durant la saison estivale, diverses activités de sensibilisation en vue de prévenir les accidents de la route, à l'instar de la campagne nationale de sensibilisation, qui s'étale du 20 juin au dimanche 31 août en cours».

Selon le même responsable, «tous les moyens humains et techniques ont été mobilisés par le Commandement de la GN, pour assurer la réussite de cette campagne et juguler ce phénomène qui fauche quotidiennement des vies humaines et cause des pertes matérielles». Cette campagne est organisée par les unités de base de la Gendarmerie nationale, en coordination avec différents partenaires et acteurs dans le domaine de la sécurité routière, à l'instar de la Sûreté nationale, de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) et de la Protection civile, ainsi que les directions des transports de wilayas, les Scouts musulmans algériens (SMA), les différentes associations et les médias.

À noter qu'«elle cible les conducteurs de différents types de véhicules, notamment les transports en commun, les véhicules de transport de marchandises, les motos et les voitures de tourisme, a déclaré le même responsable», précisant qu'«elle tend à sensibiliser aux dangers des accidents de la route et à leurs effets sur la vie des citoyens et sur la société». La campagne focalise sur les conséquences liées à l'excès de vitesse, aux dépassements dangereux et à l'utilisation de moyens de distraction au volant comme le téléphone portable, ainsi que sur la conduite sous l'emprise de drogues ou de psychotropes. Par ailleurs, les services de la Gendarmerie nationale ont recensé, dans leurs zones de compétence, depuis le début de la saison estivale, 438 morts et 2.245 blessés dans 1.254 accidents de la route, le facteur humain étant la principale cause de ces accidents.

L. Z.

HADJ 2026

Les inscriptions pour les agences de voyages lancées

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé, mercredi, l'ouverture des inscriptions pour les agences de tourisme et de voyages souhaitant participer à l'organisation du hadj pour la saison 1447h/2026. À partir de ce jeudi, les opérateurs intéressés pourront s'inscrire et retirer le cahier des charges exclusivement via le portail électronique algérien du hadj (<https://bawabetelhadj.dz>) ou sur le site officiel de l'ONPO (<https://onpo.dz>), précise un communiqué de l'Office. Le dossier de candidature devra être déposé en main propre au siège de l'ONPO, accompagné du paiement d'un montant de 5.000 DA. La date limite de dépôt est fixée au 24 août 2025 à midi. Cette procédure marque le coup d'envoi officiel des préparatifs pour la prochaine saison du hadj, une opération nécessitant, selon l'ONPO, une organisation rigoureuse afin de garantir des conditions optimales pour les pèlerins algériens.

M. Seghilani

FACTIONS PALESTINIENNES

Unies contre le projet de colonisation E1

Les factions palestiniennes de résistance ont unanimement condamné l'annonce faite par le ministre sioniste des Finances, Bezalel Smotrich, concernant la mise en œuvre du projet de colonisation dit « E1 ».

Le plan prévoit la construction de plus de 3 400 nouvelles unités coloniales dans la colonie de Maâlé Adoumim, à El-Qods occupée. Un projet jugé dangereux, visant à isoler la ville de son environnement palestinien, à fragmenter la Cisjordanie occupée et à accélérer l'annexion et le déplacement forcé des populations. Face à cette escalade, les factions appellent à l'unité nationale et à l'intensification de la résistance.

La résistance palestinienne dénonce une étape stratégique dans le projet colonial israélien. Pour le Hamas, l'initiative de Smotrich vise à couper le lien géographique vital entre Ramallah et Bethléem, tout en encerclant El-Qods de blocs de colonies, privant ainsi toute perspective d'un État palestinien viable. Dans un communiqué, le mouvement dénonce « le visage colonial et extrémiste de l'entité sioniste » et son mépris flagrant pour le droit international et les résolutions de l'ONU criminalisant la colonisation. Le Hamas affirme que la détermination du peuple palestinien fera échouer ces projets et que « l'imposition de faits accomplis ne confèrera aucune légitimité à l'occupation ». Il appelle la communauté internationale à des sanctions concrètes contre l'occupant et exhorte toutes les forces palestiniennes à



se rallier à l'option de la résistance. De son côté, le mouvement Fatah qualifie le projet E1 de « défi criant » aux lois et aux résolutions internationales, y voyant une confirmation du cap fascisant du gouvernement israélien. Dans sa déclaration, Fatah avertit que ces plans s'inscrivent dans une stratégie visant à déraciner la présence palestinienne, à institutionnaliser un système d'apartheid et à annihiler toute chance d'une solution politique fondée sur deux États. Le mouvement attribue à Israël la responsabilité de toute détérioration future et exhorte l'ONU et l'Union européenne à prendre des mesures coercitives contre l'occupation, affirmant que le peuple palestinien poursuivra son combat légitime par tous les moyens disponibles. La position de la mouvance de la résistance armée est partagée par la Hizb al-Mujahidin, qui voit dans ce projet une extension des ambitions sionistes de créer une « Grande Israël ». Selon elle, les propos de Smotrich, combinés aux violences quotidiennes des colons en Cisjordanie

occupée, confirment une volonté de déportation et d'imposition de la souveraineté israélienne sur tout le territoire. Le mouvement rejette catégoriquement toute illusion liée au processus de négociation ou à la coordination sécuritaire, estimant que ces voies ne font que faciliter la perte de terres et de droits. La solution, affirme-t-il, réside dans l'unité autour de la résistance et dans une confrontation directe avec l'occupation et ses colons. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) adopte un ton tout aussi alarmant, décrivant le plan E1 comme un projet de judaïsation à grande échelle destiné à expulser les Palestiniens et à installer un million de nouveaux colons, dans le cadre d'une colonisation de remplacement guidée par une idéologie religieuse extrémiste. Le FPLP prévient que ce projet transformera la Cisjordanie en un archipel de ghettos encerclés par des colonies et des installations militaires, plaçant les Palestiniens sous une pression constante – militaire, économique et politique – pour

les pousser à l'exil ou à la soumission. Le mouvement relie également cette offensive à l'idée, exprimée par Smotrich, de réimplanter des colonies dans la bande de Gaza, estimant qu'il s'agit là d'une extension de la guerre d'extermination menée contre le peuple palestinien. Il appelle à un accord national urgent pour une stratégie globale de résistance et à la mobilisation des États arabes et des peuples libres dans le monde. L'annonce de Smotrich, faite lors d'une conférence de presse, ne laisse aucune ambiguïté : « Nous entermerons définitivement l'idée d'un État palestinien », a-t-il déclaré, précisant que d'ici septembre, « l'Europe n'aura plus personne à reconnaître ». Selon ses propres mots, chaque maison construite en Cisjordanie est « une déclaration de souveraineté ». Le projet, gelé depuis 2012 en raison de pressions internationales, prévoit désormais de relier directement Maâlé Adoumim à El-Qods occupée, doublant la superficie de la colonie. Smotrich a, par ailleurs, revendiqué une coordination totale avec le Premier ministre Netanyahu et avec « nos amis aux États-Unis ». Cette expansion coloniale s'inscrit dans un cadre législatif israélien plus large. Le 23 juillet dernier, la Knesset a adopté un projet de loi affirmant que la Cisjordanie et la vallée du Jourdain font partie intégrante du « foyer historique du peuple juif ». Le texte appelle à prendre des « mesures stratégiques » pour affirmer cette souveraineté de facto. Le gouvernement a déjà validé, fin mai, la création de 22 nouvelles colonies en Cisjordanie, y compris le retour sur des sites précédemment évacués comme Homesh et Sanour.

M. Seghilani

LE SG DE L'ONU AVERTIT SUR UNE MENACE MAJEURE POUR LA PAIX ET MET EN GARDE L'ENTITÉ SIONISTE CONTRE UN TEL PROJET « Colonisation en zone E1 de la Cisjordanie »

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé un appel ferme à l'entité sioniste pour qu'elle renonce immédiatement à son projet de construction de nouvelles colonies dans la zone E1 de la Cisjordanie occupée. Ce secteur, situé à l'est d'El-Qods, revêt une importance stratégique capitale, tant pour l'occupation que pour la continuité territoriale palestinienne. Lors d'un point de presse tenu jeudi, son porte-parole Stéphane Dujarric a rappelé la position constante des Nations unies : « Les colonies en Cisjordanie, y compris à El-Qods, sont établies et maintenues en violation du droit international ». Selon lui, l'expansion coloniale n'est pas seulement illégale : elle « renforce l'occupation, attise les tensions et érode systématiquement la viabilité d'un État palestinien dans le cadre d'une solution à deux États ». Le projet en zone E1, dénoncé depuis des années par les défenseurs des droits humains, vise à relier la colonie illégale de Maale Adumim à El-Qods, créant ainsi un corridor qui couperait la Cisjordanie en deux. Un tel aménagement isolerait le nord du sud, fragmentant davantage le territoire palestinien et rendant quasi impossible la création d'un État palestinien viable et contigu. Les conséquences seraient lourdes : entrave à la liberté de circulation, asphyxie économique de certaines régions, et renforcement de l'architecture de l'occupation par un maillage de routes, check-points et zones militaires interdisant l'accès aux Palestiniens.

UNE CONDAMNATION INTERNATIONALE GRANDISSANTE

Cet appel du chef de l'ONU s'inscrit dans un contexte de vives critiques internationales. Ces dernières semaines, plusieurs pays, dont la Jordanie, l'Égypte, la Norvège et le Royaume-Uni, ont dénoncé ce plan, le qualifiant de « violation flagrante du droit international » et d'« obstacle majeur à la paix ». Les organisations de la société civile, quant à elles, parlent d'une « annexion de facto » déguisée en projet d'urbanisation.

L'ONU rappelle que la colonisation est strictement interdite par la Quatrième Convention de Genève, qui proscrit le transfert de la population civile de la puissance occupante vers le territoire occupé. Malgré ces obligations légales, l'entité sioniste poursuit son expansion coloniale à un rythme accéléré depuis le 7 octobre 2023, profitant du chaos engendré par la guerre contre Gaza pour imposer de nouveaux faits accomplis sur le terrain.

UN APPEL À LA RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE

Pour Antonio Guterres, il est urgent que la communauté internationale agisse de manière concertée pour stopper cette dynamique destructrice.

« La paix ne pourra se construire sur des murs et des colonies, mais sur la justice et l'égalité », a souligné son porte-parole. Ce nouvel épisode rappelle que, tant que l'expansion coloniale continuera sans entrave et sans sanctions, la solution à deux États restera un mirage, et la population palestinienne continuera de vivre sous un régime d'occupation et d'oppression.

M. S.

LES FORCES ET FACTIONS PALESTINIENNES L'EXIGENT À PARTIR DU CAIRE « Fin immédiate de l'agression et du blocus de Ghaza »

Les forces et factions palestiniennes, réunies au Caire, ont affirmé d'une seule voix que la priorité absolue aujourd'hui est l'arrêt immédiat et complet de l'agression israélienne contre Ghaza et la levée du blocus qui étrangle plus de deux millions de personnes depuis plus de 17 ans. Elles ont exigé que l'aide humanitaire et de secours, vitale pour une population au bord de la famine, entre sans délai, en toute sécurité et sans obstacles imposés par l'occupant.

Cette déclaration est intervenue au terme de discussions intenses dans la capitale égyptienne, où les représentants palestiniens ont réitéré leur disposition à interagir positivement avec toute initiative qui garantirait les droits nationaux : fin des massacres, retrait de l'armée d'occupation et fin du siège. Les participants ont mis en garde contre l'accélération du projet de colonisation et de judaïsation en Cisjordanie occupée, dénonçant une stratégie israélienne visant à effacer toute présence palestinienne sur la terre. Ils ont appelé à une véritable unité nationale, sans calculs politiques, afin de résister aux plans de domination et d'annexion qui frappent aussi bien Ghaza que la Cisjordanie occupée. Tout en saluant les efforts des médiateurs et les mobilisations internationales en faveur d'un cessez-le-feu, les forces palestiniennes ont exhorté les pays arabes, les alliés à travers le monde, les Nations unies et les organisations de défense des droits humains à prendre enfin leurs responsabilités historiques et juridiques face à un peuple victime d'un génocide à ciel ouvert. Elles ont

demandé que des pressions réelles, concrètes et continues soient exercées sur Israël afin de mettre un terme à ses crimes et de le traduire en justice pour ses violations flagrantes du droit international.

MALGRÉ LE SIÈGE, GHAZA CONTINUE DE RÉSISTER ET DE FAIRE RECULER L'OCCUPATION

Face à cette machine de guerre, la résistance palestinienne poursuit ses opérations contre les forces d'occupation. Les Brigades Ezzedine al-Qassam, bras armé de la résistance, ont mené une série d'attaques dans le secteur sud du quartier de Zaytoun à Ghaza. Un char Merkava a été détruit à l'arme antichar « Yassin 105 », une unité israélienne a été piégée dans un guet-apens complexe, une maison où s'étaient retranchés des soldats a été frappée au projectile « TBG » et un sniper positionné à l'intérieur a été pris pour cible. Des explosifs ont été déclenchés dans deux véhicules blindés de transport de troupes, un transport blindé « Namer » a été visé, et deux autres habitations abritant des soldats ont été bombardées, causant morts et blessés dans les rangs ennemis. Plus tôt, les combattants avaient déjà détruit un char Merkava 4 et un bulldozer blindé de type D9 au sud de Zaytoun. Ces actions ne sont pas isolées. Les Brigades El-Qods, aile militaire du Jihad islamique, en coordination avec les Brigades Abou Ali Moustapha, ont bombardé des regroupements de soldats et de blindés à l'est de Ghaza à l'aide de mortiers. Avec la participation d'El-Qassam, un site mili-

taire au nord de Khan Younès a été visé par des tirs de mortier lourd. Près du rond-point Abou Hmeid, deux chars Merkava ont été frappés par une charge latérale et des roquettes « Yassin 105 ». Les Brigades al-Nasser Salah Eddine ont également ciblé les forces ennemies au nord de Khan Younès avec des mortiers de 60 mm. Pendant que les bombes continuent de pleuvoir et que les chars écrasent tout sur leur passage, Israël maintient un blocus criminel qui prive délibérément la population de nourriture, d'eau et de médicaments, dans le but avoué d'affamer et de briser la résistance. Le système de santé est en ruine, les hôpitaux sont transformés en morgues et les survivants errent dans des ruines, sous la menace permanente des drones et des frappes aériennes. Pour les forces palestiniennes, il est clair qu'aucune négociation sérieuse ne peut aboutir tant que l'occupant poursuit son génocide et son blocus. Elles affirment que seule une pression internationale réelle, combinée à la capacité de riposte sur le terrain, pourra contraindre Israël à cesser son agression.

Les appels timides au cessez-le-feu ne suffisent plus : le peuple palestinien, livré à la famine et aux bombes, exige des actes. Chaque jour qui passe sans action concrète de la communauté internationale est un jour de plus où le sang coule à Ghaza, où l'injustice se renforce et où l'impunité de l'occupant se consolide. Le temps n'est plus aux déclarations : il est à l'arrêt immédiat du massacre et à la levée définitive du siège.

M. S.

UNE "CELLULE DE LÉGITIMATION" SIONISTE IMPLIQUÉE DANS LA GUERRE MÉDIATIQUE CONTRE LES JOURNALISTES DE GHAZA

Propagande puis assassinats ciblés

Une enquête menée par la revue "+972" et le site "Local Call" a mis au jour l'existence d'une unité secrète des renseignements militaires sionistes, baptisée « Cellule de légitimation ». Sa mission : collecter et manipuler des informations en provenance de Ghaza afin de redorer l'image de l'entité sioniste sur la scène internationale et de justifier l'assassinat de journalistes palestiniens.



PH: DR

Selon trois sources issues du renseignement, cette cellule a été créée après le 7 octobre 2023 avec pour objectif affiché de « ternir l'image de la résistance palestinienne ». Mais sa mission ne se limitait pas à la propagande contre le mouvement : elle visait également à identifier des journalistes de Ghaza susceptibles d'être présentés comme des agents secrets de la résistance, afin d'atténuer l'indignation internationale suscitée par leur mort. Le dernier exemple en date concerne Anas Al-Sharif, tué lors d'un bombardement sioniste la semaine dernière. L'un des anciens membres du renseignement, cité par l'enquête, précise que la démarche n'avait rien à voir avec la sécurité « Si les médias internationaux affirment que l'entité sioniste a tué des journalistes innocents, on se met immédiatement à chercher un seul journaliste qui ne soit pas totalement "innocent",

comme si cela rendait acceptables la mort des vingt autres ». D'après un autre témoin, les orientations de cette cellule étaient dictées directement par la direction politique sioniste, qui fixait les priorités de collecte de renseignements. Les informations recueillies étaient ensuite transmises régulièrement aux États-Unis par des canaux directs. Deux sources affirment que cette unité n'a pas hésité à falsifier des données pour faire passer un journaliste pour un membre de la branche armée de la résistance palestinienne, avant qu'il ne soit prouvé que cela était faux.

LE CAS D'ANAS AL-SHARIF ILLUSTRE CETTE MANIPULATION

L'armée sioniste a diffusé des documents non vérifiés affirmant qu'il avait appartenu à la résistance entre 2013 et 2017. Même si cette information était exac-

te, elle ne prouverait pas sa participation à la guerre actuelle. Dans un autre cas, celui du journaliste Ismaïl Al-Ghoul, tué en juillet 2024, l'armée a prétendu qu'il appartenait au mouvement armé sur la base d'un document de 2021 évoquant une prétendue nomination militaire... en 2007, alors qu'il n'avait que dix ans. Pour les enquêteurs, l'objectif stratégique de ces campagnes est clair : prolonger la guerre en consolidant la « légitimité internationale » des opérations militaires sionistes et en assurant la poursuite du soutien américain, notamment en matière d'armement. Tel-Aviv considère cette guerre de l'information comme un front aussi crucial que le champ de bataille. Après la publication du rapport, des sources sécuritaires officielles ont confirmé que la finalité de cette cellule était bien de « salir la réputation » des journalistes couvrant la guerre sur les chaînes internatio-

nales. Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste a intensifié ses attaques contre les professionnels des médias à Ghaza. Selon les données recueillies, plus de 238 journalistes et travailleurs de l'information y ont été tués, tandis que des centaines d'autres ont été blessés, arrêtés ou portés disparus. Certaines estimations portent même ce chiffre à 270, soit le bilan le plus lourd jamais enregistré par le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) depuis le début de ses statistiques en 1992. Cette politique, dénoncée par les ONG et les associations de défense des droits humains, illustre la volonté de l'entité sioniste de réduire au silence toute couverture indépendante de la guerre, en s'attaquant non seulement aux reporters locaux, mais aussi à la crédibilité de ceux qui survivent pour témoigner. Dans ce contexte, la manipulation de renseignements à des fins de propagande représente un double danger : elle contribue à criminaliser les victimes et à justifier, a posteriori, leur élimination. Face à ces révélations, les appels à une enquête internationale indépendante se multiplient, afin d'établir les responsabilités et de mettre fin à l'impunité. Mais jusqu'à présent, aucune instance internationale n'a ouvert de procédure contraignante, et les autorités sionistes n'ont pas fait l'objet de sanctions directes pour ces pratiques. Au-delà du scandale que suscite ce rapport, il rappelle que la guerre menée contre Ghaza se joue autant sur le terrain militaire que dans l'arène médiatique. Dans les rues détruites comme sur les écrans du monde, la bataille pour la vérité devient un enjeu vital — pour les journalistes, mais aussi pour le droit des peuples à savoir ce qui se passe réellement derrière le rideau de la propagande.

M. Seghilani

SYNDICATS, RESPONSABLES POLITIQUES ET CITOYENS EXIGENT JUSTICE

Indignation mondiale après l'assassinat de six journalistes à Ghaza

Les appels à la justice se multiplient en Europe, dans le monde arabe et au-delà, après l'assassinat de six journalistes à Ghaza par les forces d'occupation sionistes.

Des syndicats, responsables politiques et organisations de défense des droits de la presse exhortent leurs gouvernements à prendre des mesures urgentes pour stopper les massacres et garantir la protection des professionnels des médias, alors que les manifestations de solidarité se succèdent dans de nombreuses villes. L'Union européenne des journalistes a fermement dénoncé l'assassinat de six journalistes, dont Anas Al-Sharif et Mohammed Qreika, tués dans une frappe sioniste visant une tente près de l'hôpital Al-Chifa à Ghaza. Ces victimes faisaient partie des rares reporters encore présents sur place, malgré les bombardements incessants.

Le ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prévot, a condamné le blocus médiatique imposé par l'entité sioniste, appelant à une enquête indépendante sur l'ensemble des attaques contre les journalistes. Il a souligné que la mort de ces six reporters était particulièrement inquiétante, car elle prive Ghaza de voix essentielles pour témoigner. De son côté, le député irlandais Ruairí Ó Murchú a déclaré que le ciblage délibéré des journalistes par l'entité sioniste devait être qualifié de crime de guerre et considéré comme partie intégrante d'un génocide. Il a fustigé l'inaction

des gouvernements occidentaux et exigé qu'ils tiennent l'occupation pour responsable.

POURSUITES DEVANT LA CPI

La Fondation Hind Rajab a saisi la Cour pénale internationale contre les auteurs de l'assassinat d'Anas Al-Sharif et de ses collègues. Sa plainte vise six hauts responsables militaires sionistes, dont le chef d'état-major Eyal Zamir, les accusant de planifier et d'exécuter cette attaque. La Fondation désigne également le Premier ministre Benjamin Netanyahu, déjà sous le coup d'un mandat d'arrêt international, comme instigateur politique de la stratégie visant à éliminer les journalistes dans le cadre de la guerre contre Ghaza. Malgré les preuves accablantes et l'aveu initial de l'attaque, l'entité sioniste persiste dans son silence officiel, ignorant les condamnations internationales.

MOBILISATIONS EN EUROPE ET DANS LE MONDE ARABE

Face à cette situation, un vaste mouvement de solidarité s'est exprimé dans les rues de plusieurs capitales et grandes villes. À Genève, devant le siège des Nations unies, des manifestants ont brandi les portraits d'Anas Al-Sharif et de Mohammed Qreika, lisant publiquement le testament d'Anas. À Paris, les participants à une veillée ont exigé une enquête internationale urgente et indépendante, ainsi que la traduction devant la CPI des responsables sionistes impliqués dans ces

crimes. À Tirana, en Albanie, les manifestants ont dénoncé la complicité de leur gouvernement et demandé la rupture des relations diplomatiques avec l'entité sioniste.

En Grande-Bretagne, le National Union of Journalists a organisé un hommage devant la résidence du Premier ministre Keir Starmer, appelant à sanctionner l'occupation pour ses violations des lois internationales protégeant la presse.

À Barcelone, plus de 120 organisations syndicales et médiatiques ont publié un communiqué accusant l'entité sioniste de mener une « guerre de propagande » contre la presse par l'assassinat systématique de ses acteurs, exigeant l'ouverture de Ghaza aux médias, l'arrêt des ventes d'armes et la suspension des relations tant que le blocus et la guerre se poursuivent.

SOLIDARITÉ ET APPEL À LA JUSTICE

En Mauritanie, la capitale Nouakchott a vu les journalistes se rassembler devant le siège de leur syndicat, brandissant les portraits des reporters tués et dénonçant la volonté d'étouffer la vérité. Au Yémen, des milliers de manifestants se sont réunis à Taïz pour dénoncer la guerre, le siège et l'assassinat de journalistes, scandant des slogans de soutien à Ghaza et à ElQods. Au Maroc, à Oujda, une manifestation massive a dénoncé le génocide en cours et rendu hommage aux journalistes assassinés, portant à bout

de bras les images d'Anas Al-Sharif et de Mohammed Qreika.

JOHN SIMPSON VISÉ APRÈS AVOIR DÉNONCÉ

Le journaliste vétérinaire de la BBC, John Simpson, fait face à une vive controverse après avoir relayé sur la plateforme X des données académiques affirmant que le nombre de journalistes tués par l'entité sioniste lors de sa guerre contre Ghaza depuis octobre 2023 dépasse celui enregistré durant les deux guerres mondiales, la guerre du Vietnam, les conflits en ex-Yougoslavie et en Afghanistan réunis. Selon l'étude publiée en avril par le Watson Institute for International and Public Affairs de l'Université Brown, au moins 232 reporters ont perdu la vie à Ghaza en moins de deux ans, contre 285 durant la guerre en Irak, 76 en Afghanistan entre 2001 et 2014, 29 en Ukraine depuis 2014 et 67 dans les deux guerres mondiales.

Intitulée "Cemeteries of News: How Risks to War Reporters Threaten the World", cette recherche de 36 pages qualifie Ghaza de "pire conflit de l'histoire pour les journalistes", dénonçant l'interdiction imposée par l'occupation sioniste aux correspondants étrangers d'entrer sur le territoire et le ciblage délibéré des journalistes palestiniens. Le Times, qui a révélé l'affaire, souligne que ces chiffres sont contestés et que l'entité sioniste met en doute le nombre total et même le statut professionnel des victimes. Parmi les critiques, Charles

Moore, président du conseil d'administration du magazine conservateur The Spectator, a accusé le journaliste d'Al Jazeera Anas Al-Sharif, récemment tué, d'être un "djihadiste" et non un reporter. L'armée d'occupation avait elle-même affirmé qu'il "se faisait passer pour un journaliste". Cette polémique intervient alors que l'Union européenne vient de condamner l'assassinat de six journalistes à Ghaza.

Pour de nombreuses organisations, cette vague de meurtres représente un assaut direct contre la liberté de la presse. Qu'ils soient contestés ou non, ces chiffres rappellent que la guerre menée contre Ghaza redéfinit tragiquement les dangers du métier de journaliste.

DÉFENDRE LA VÉRITÉ ET COMBATTRE L'IMPUNITÉ

Ces rassemblements, des rues de Barcelone aux places de Nouakchott, montrent une indignation mondiale face à l'impunité persistante. Les manifestants exigent que la communauté internationale cesse de fermer les yeux et agisse concrètement pour protéger les journalistes, mettre fin au blocus de Ghaza et traduire les responsables devant la justice internationale.

À travers leurs pancartes et leurs chants, un message clair se dégage : la vérité sur Ghaza ne sera pas réduite au silence, et ceux qui tentent de l'étouffer devront répondre de leurs crimes.

M. S.

GHAZA

Les forces d'occupation sionistes poursuivent le génocide

Au moins 11 Palestiniens ont été tués hier lors de nouvelles frappes sionistes sur plusieurs zones de la bande de Ghaza, déjà ravagée par 22 mois de guerre. Les attaques, dénoncées par des ONG comme faisant partie d'un génocide soutenu par Washington, ont visé des civils dans le nord et le centre du territoire.



Parmi les victimes, deux Palestiniens ont été abattus alors qu'ils attendaient l'arrivée de l'aide humanitaire près de l'axe de Netzarim, symbole des tirs ciblés contre des populations désarmées. Neuf autres personnes ont perdu la vie dans la nuit et à l'aube, notamment dans les quartiers de Zeitoun et de Rimal, où les bombardements se sont accompagnés d'un lourd bilan de blessés. Dans le centre de l'enclave, trois civils ont été tués par une frappe près de Kisufim et un autre à l'est de Deir al-Balah. À Khan Younès, sept corps ont été acheminés à l'hôpital Nasser, dont trois victimes de frappes au centre-ville. Dans le même temps, des dizaines de blessés ont afflué après avoir été pris pour cible alors qu'ils tentaient d'accéder à l'aide alimentaire près de Rafah. Le ministère de l'Intérieur de Ghaza accuse Israël d'«entretenir le chaos et d'organiser la famine», évoquant des pillages systématiques de convois humanitaires par des groupes

armés bénéficiant de la protection de l'occupation. Ces cargaisons, détournées puis revendues à prix exorbitants, n'atteignent presque jamais les familles qui en ont désespérément besoin. La veille, 54 Palestiniens avaient déjà péri en 24 heures, confirmant la spirale meurtrière qui frappe Ghaza. Le ministère de la Santé parle désormais de 1 881 « martyrs du pain » – des civils tués en tentant d'obtenir de la nourriture – et de plus de 13 800 blessés dans les mêmes circonstances. La famine, utilisée comme arme de guerre, a causé la mort de 239 personnes, dont 106 enfants. Les bilans sont vertigineux : 61 776 martyrs et 154 906 blessés depuis le 7 octobre 2023, avec plus de 11 000 disparus. Les équipes de secours, ciblées ou empêchées d'agir, laissent derrière elles des corps coincés sous les décombres. L'UNRWA alerte aussi sur la détresse extrême des personnes handicapées, privées d'ac-

cès aux services vitaux. Depuis le 2 mars 2025, l'enclave vit sous un blocus total qui interdit l'entrée des vivres, de l'eau et des médicaments.

Les organisations humanitaires parlent d'un « effondrement complet » : hôpitaux débordés, rues jonchées de gravats, quartiers entiers rasés. Malgré les appels répétés des instances internationales et les décisions de la Cour internationale de justice, Israël poursuit sa politique de destruction, de siège et de famine planifiée. La communauté internationale, bien que consciente de l'ampleur du désastre, reste incapable d'imposer un cessez-le-feu ou un accès sécurisé à l'aide humanitaire. Pendant ce temps, les habitants de Ghaza continuent de mourir, soit sous les bombes, soit sous les effets du blocus, dans un silence coupable qui scelle l'une des pires catastrophes humanitaires de notre époque.

« L'HORREUR DÉPASSE LES LOIS ET LA MORALE »

La situation humanitaire à Ghaza, où l'entité sioniste mène une agression d'une brutalité extrême, « dépasse toutes les limites légales et morales », a dénoncé Mirjana Spoljaric Egger, présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Interrogée par la Radio télévision suisse (RTS), elle a exprimé sa profonde inquiétude face à « l'interprétation extrêmement permissive » du droit international humanitaire par les États. « Ce qui se passe à Ghaza remet en cause l'humanité entière », a-t-elle affirmé, rappelant que le CICR, présent sur le terrain avec quelque 350 employés, a signalé, à de nombreuses reprises, des violations flagrantes du droit international depuis le début de l'agression en octobre 2023. L'ancienne diplomate a également condamné l'instrumentalisation de l'action humanitaire à des fins politiques et militaires. Pour contrer cette tendance « dangereuse », le CICR a lancé, à l'automne dernier, une initiative mondiale visant à mobiliser les États et à réaffirmer le respect du droit humanitaire. Elle a rappelé à ces derniers leur responsabilité dans l'application des Conventions de Genève, ratifiées par plus de 200 pays. Ces règles fondamentales, qui ont fêté leur 76^e anniversaire cette semaine, n'ont que rarement été autant bafouées dans l'histoire. Selon Mme Spoljaric, la récente annonce d'un plan d'occupation totale de Ghaza, par l'entité sioniste, illustre une nouvelle fois le mépris de ces engagements internationaux.

M. Seghilani

AL-HOUTHI :

« Pas de trêve avant la levée du siège de Ghaza »

Une nouvelle série d'attaques yéménites contre des cibles israéliennes et maritimes, a été annoncée par les forces armées du Yémen jeudi, présentées comme des opérations de soutien à la Palestine face à l'agression contre Ghaza. Dans un discours télévisé diffusé par la chaîne al-Masirah, Le chef du mouvement yéménite Ansar Allah, Abdel Malik al-Houthi, a affirmé que ses forces avaient, au cours de la semaine écoulée, mené une opération contre un navire en violation du blocus, dans l'extrême nord de la mer Rouge. Parallèlement, des frappes ont visé plusieurs villes israéliennes, dont Yafa (Tel Aviv), Haïfa, Asqalan (Ashkelon), Beer al-Sabe' (Beer Sheva), le Néguev et Oum al-Rachrach (Eilat).

Selon al-Houthi, « le positionnement officiel, populaire et militaire du Yémen constitue un modèle d'engagement national », réaffirmant que les opérations d'appui, tant sur mer que sur terre, se poursuivent et demeurent « efficaces et dissuasives ». Dans le même temps, Ansar Allah a revendiqué une attaque « d'envergure » contre l'aéroport de Lod (Ben Gourion) à Yafa, présentée comme une riposte aux « crimes de génocide et à la famine organisée » imposés par Israël à la population de Ghaza. Le porte-parole militaire du mouvement, le général Yahya Saare', a précisé qu'un missile balistique hypersonique de type Palestine 2 avait été utilisé. L'opération, affirme-t-il, a atteint sa cible, provoquant un mouvement de panique parmi les habitants et la suspension des activités de l'aéroport. Les médias palestiniens ont rapporté de fortes explosions dans le centre de la Palestine occupée, tandis que l'armée israélienne a confirmé avoir intercepté un projectile tiré depuis le Yémen. Des données de navigation indiquent que les vols au départ ou à destination de Ben Gourion ont été temporairement

suspendus. Mardi déjà, Ansar Allah avait annoncé quatre frappes de drones visant des infrastructures israéliennes à Haïfa, dans le Néguev, à Eilat et à Beer Sheva. Depuis octobre 2023, le mouvement mène régulièrement des attaques par drones et missiles contre Israël, et depuis novembre 2023, il cible également les navires liés à l'État hébreu, ou soupçonnés d'ignorer l'interdiction d'accoster dans les ports palestiniens. Ces opérations sont justifiées par les Houthis comme un acte de solidarité avec Ghaza, assiégée et bombardée par Israël avec le soutien des États-Unis. En représailles, l'armée israélienne a conduit plusieurs frappes aériennes contre des infrastructures énergétiques et des sites stratégiques situés dans des zones contrôlées par Ansar Allah au Yémen, causant de lourdes pertes humaines et matérielles. Au plan diplomatique, tant la République du Yémen reconnue par la communauté internationale que les autorités houthis de Sanaa ont dénoncé les propos récents du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu sur la vision d'« Israël grande ». Pour le ministère des Affaires étrangères yéménite, ces déclarations constituent « une violation flagrante du droit international et un défi à la volonté de la communauté internationale », illustrant « l'idéologie expansionniste et raciste » de l'occupation. La position d'Ansar Allah rejoint cette condamnation. Dans un communiqué, le gouvernement de Sanaa estime que « ces propos révèlent une volonté constante d'avalier la totalité de la Palestine et d'autres territoires arabes », et promet que « le Yémen fera barrage à ce projet absurde ». Dans son allocution, Abdel Malik al-Houthi a prévenu que ce plan représente « une insulte à la nation arabe », d'autant plus dangereuse que « l'ennemi tente de l'imposer à une région fragmentée et soumise ». Il

a dénoncé l'attitude de certains États arabes qui, selon lui, collaborent économiquement avec Israël, tout en fustigeant le choix de Beyrouth d'adopter la « feuille de route américaine », qualifié de « trahison ». Le dirigeant yéménite a également mis en garde contre les campagnes visant à désarmer certains pays arabes, y voyant une tentative de « servir le projet sioniste ». Sur le plan régional, il a pointé les violations israéliennes continues en Syrie, malgré l'évacuation des forces armées du sud du pays, évoquant patrouilles, checkpoints et perquisitions dans les villages. Revenant sur la situation à Ghaza et en Cisjordanie occupée, al-Houthi a avancé un bilan hebdomadaire de plus de 3 500 victimes, majoritairement des enfants, des femmes et des déplacés, sous des bombardements menés en coordination avec les États-Unis. Il a accusé l'occupation de pratiquer le déplacement forcé, d'intensifier la colonisation, de hisser le drapeau israélien sur l'esplanade des mosquées et de cibler intentionnellement des zones désignées comme « sûres » pour les civils, tout en bloquant l'acheminement de l'aide humanitaire. Il a dénoncé particulièrement l'assassinat de six journalistes palestiniens dans leur tente cette semaine, qualifiant cette attaque de tentative d'effacer les preuves des crimes commis. Selon lui, ces actes illustrent « une culture criminelle profondément ancrée » dans la direction sioniste. Le chef d'Ansar Allah a conclu en appelant à renforcer la sacralité d'ElQods et de la mosquée Al-Aqsa dans la conscience collective de la nation, affirmant que renoncer à ces symboles reviendrait à « trahir l'identité et les principes de l'Oumma ». Il a promis la poursuite des opérations jusqu'à l'arrêt complet de l'agression contre Ghaza et la levée du blocus.

M. S.

YÉMEN

Marées humaines en soutien à Ghaza

Des dizaines de milliers de Yéménites ont envahi les rues ce vendredi dans les provinces de Saâda, Raymah et Ma'rib, brandissant haut le slogan : « Avec Ghaza, jihad et constance pour faire face à l'une des pires exterminations et aux plus perfides des complots ». Ces manifestations massives, organisées pour réaffirmer le soutien indéfectible du Yémen au peuple palestinien et à sa résistance, ont constitué un message clair : aucune menace, aucun blocus, aucune pression politique ne viendront briser cet engagement.

Les participants ont scandé des slogans réaffirmant le rejet catégorique de toute forme d'agression et de normalisation avec l'entité sioniste, tout en martelant leur disposition totale à affronter tous les défis et manœuvres hostiles. Les drapeaux palestiniens flottaient au-dessus d'une marée humaine compacte, ponctuée d'affiches dénonçant le génocide en cours à Ghaza et les complicités internationales. L'ampleur de la mobilisation ne s'est pas limitée à ces trois provinces. Dans l'après-midi, la capitale Sanâa devait accueillir un grand rassemblement sur la place des Septante, en parallèle de plus de 500 manifestations prévues dans les villes et districts des gouvernorats d'Al-Hudaydah, Hajjah, Ibb, Amran, Taïz, Al-Mahwit, Al-Bayda, Dhamar et Al-Jawf, ainsi que dans certaines zones des provinces d'Al-Dhalea et Lahj. Partout, le même mot d'ordre : soutenir la Palestine, dénoncer l'occupation et refuser l'oubli. Dans un discours prononcé la veille, le dirigeant du mouvement Ansar Allah, Abdel-Malik Al-Houthi, avait fustigé la soumission de certaines capitales arabes aux injonctions américaines et israéliennes, y voyant une faiblesse dangereuse et une menace directe pour leurs peuples. Il a dénoncé, avec une virulence particulière, la décision du gouvernement libanais d'adopter la « feuille de route » américaine, qualifiant ce geste de trahison et d'abandon de la souveraineté nationale. Évoquant le massacre en cours à Ghaza et les répercussions régionales et internationales, Abdel-Malik Al-Houthi a également condamné les déclarations du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu sur le projet d'« Israël grande » (Greater Israel), les interprétant comme un affront à la nation arabe toute entière et une menace explicite à sa sécurité et à son avenir. À travers ces manifestations, le Yémen envoie un message sans équivoque : face au génocide et aux manœuvres de l'occupation, la solidarité avec Ghaza n'est ni une posture politique ni une réaction passagère, mais un engagement de principe inscrit au cœur de la conscience collective.

M. S.

POUR FAIRE AVANCER LES POURPARLERS DE PAIX EN RDC

Les blocs régionaux africains fusionnent leurs initiatives

Le président kenyan William Ruto et le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa ont annoncé leur décision de « fusionner deux initiatives » pour faire avancer les efforts de paix dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Ruto et Mnangagwa, co-présidant un sommet conjoint extraordinaire virtuel de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ont approuvé, mercredi, la fusion de leurs processus de paix respectifs de Nairobi et de Luanda en un cadre de médiation unique dirigé par l'Afrique et soutenu par l'Union africaine pour améliorer la coordination. « Ils ont également approuvé des documents opérationnels clés



et un plan de mobilisation des ressources pour soutenir l'initiative », a déclaré la présidence kenyane dans un communiqué publié jeudi. Lors du sommet, Ruto a préconisé une approche unie menée par l'Afrique. La qualifiant de « chemin le plus sûr » vers une paix durable dans l'est de la

RDC, a-t-il déclaré. Le sommet conjoint a approuvé la nomination de l'ancien président botswanais Mokgweetsi Masisi pour rejoindre le groupe de cinq facilitateurs mandaté pour diriger un dialogue inclusif sur l'est de la RDC. Les quatre autres membres du panel sont les anciens prési-

dents Olusegun Obasanjo du Nigeria, Uhuru Kenyatta du Kenya, Catherine Samba-Panza de la République centrafricaine et Sahle-Work Zewde de l'Éthiopie. Le sommet a salué les progrès réalisés dans les initiatives diplomatiques américaines et qataries et a félicité le président rwandais Paul Kagame et le président de la RDC Félix Tshisekedi pour avoir adopté le dialogue. L'initiative EAC-SADC, un processus mené par l'Afrique, vise à rétablir la paix en RDC et complète la médiation américaine et qatarie en cours, indique le communiqué. L'est de la RDC souffre de décennies de conflit, intensifié par la résurgence du groupe rebelle du Mouvement du 23 mars (M23) depuis fin 2021. Selon les Nations Unies, plus de 27,8 millions de personnes en RDC sont confrontées à l'insécurité alimentaire, avec plus de 7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont beaucoup à plusieurs reprises.

R. I.

POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À DES SOINS DE SANTÉ DE QUALITÉ POUR TOUS

Le vice-président zambien appelle « au renforcement » des systèmes de santé régionaux

Le vice-président zambien Mutale Nalumango a appelé jeudi à une collaboration et un engagement renforcés des pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) pour promouvoir des stratégies qui améliorent l'accès à des soins de santé de qualité pour tous. S'exprimant à l'ouverture de la deuxième réunion des ministres de la Santé du COMESA, Nalumango a souligné la nécessité pour les systèmes de santé régionaux d'être mieux préparés à répondre de manière décisive aux menaces futures. Elle a noté que la pandémie de COVID-19 a non seulement perturbé les chaînes d'approvisionnement médicales, mais a également révélé des lacunes critiques dans la préparation aux situations d'urgence et la résilience des systèmes de santé dans toute la région, exhortant les pays à intensifier

la fabrication pharmaceutique locale, à renforcer la surveillance des maladies et les systèmes d'alerte précoce, et à garantir des chaînes d'approvisionnement résilientes pendant les crises. « Ce moment est aussi un appel à investir dans des politiques fondées sur des données probantes, ancrées dans la recherche et l'innovation. Réaffirmons que la science et la solidarité doivent toujours guider notre marche en avant », a-t-elle déclaré. Nalumango a cité l'épidémie actuelle de mpox et l'augmentation des urgences sanitaires liées au climat comme rappels que la sécurité sanitaire est directement liée à la sécurité économique.

Elle a appelé les ministres à adopter des résolutions fortes et à renouveler des engagements pratiques, ajoutant que la santé est le fondement du développement de tout pays. La secrétaire

générale du COMESA, Chileshe Kapwepwe, a fait écho aux remarques de Nalumango, affirmant que la santé est au cœur du programme régional de l'organisation. Elle a déclaré que le COMESA a créé un bureau de santé pour coordonner les initiatives régionales en matière de santé, mobiliser des ressources et renforcer les capacités des États membres à répondre aux défis actuels et futurs en collaboration avec les partenaires techniques et de développement.

« Des systèmes de santé solides ne sont pas facultatifs ; ils constituent des leviers économiques et nécessitent des investissements accrus. Investir dans la santé n'est pas un coût ; c'est un investissement stratégique dans la stabilité, la productivité et la prospérité régionales », a déclaré Kapwepwe.

R. I.

NAMIBIE

Fin des épidémies de choléra et de paludisme

La Namibie a officiellement déclaré la fin d'une épidémie de choléra dans le district d'Opuwo de la région de Kunene et d'une épidémie de paludisme généralisée dans la partie nord du pays. La ministre de la Santé et des Services sociaux, Esperance Luvindao, a fait cette annonce mercredi soir, citant les efforts de confinement réussis et un retour aux schémas épidémiologiques d'avant l'épidémie. « En juin 2025, la Namibie a déclaré une épidémie de choléra dans le district d'Opuwo, dans la région de Kunene, à la suite de cas confirmés », a-t-elle déclaré, ajoutant qu'un total de 18 cas suspects ont été signalés, dont neuf confirmés. Luvindao a déclaré

qu'une action rapide a été prise, dirigée par le ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Croix-Rouge et d'autres partenaires. « Grâce à une détection rapide des cas, un traitement rapide, une communication intensifiée sur les risques, un engagement communautaire, des interventions en matière d'eau et d'assainissement et une collaboration transfrontalière, nous avons pu stopper la transmission », a-t-elle déclaré. Le ministre a déclaré qu'aucun nouveau cas de choléra n'a été signalé depuis plus de 28 jours, la période de surveillance requise avant de déclarer

la fin de l'épidémie. Une épidémie de paludisme, apparue le 23 décembre 2024, a entraîné une augmentation inhabituelle du nombre de cas, notamment dans le nord

de la Namibie. Au 1er août, l'épidémie avait fait 95 412 cas et 154 décès dans tout le pays.

R. I.

CAMEROUN

11 personnes enlevées par Boko Haram dans l'Extrême-Nord

Onze personnes ont été enlevées par des hommes armés du groupe terroriste Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, a fait savoir jeudi un conseiller municipal de la commune de Waza, cité par des médias. "Il s'agit de 11 passagers d'un bus assurant la liaison Kousseri-Maroua sur la route nationale N1. L'incident est survenu, mercredi entre les localités de Zigague et Salé peu après le départ du véhicule", a précisé la même source. Les ravisseurs, visiblement informés des déplacements

du bus, ont relâché peu après les femmes parmi les otages mais ont conservé 11 hommes, dont la localisation reste inconnue. Le chauffeur, épargné, s'est vu confisquer ses documents personnels et son téléphone pris par les ravisseurs, selon le conseiller municipal. Ces dernières années, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, près de la frontière avec le Nigeria, la situation sécuritaire est précaire avec des attaques et des enlèvements fréquents perpétrés par Boko Haram.

R. I.

AFRIQUE DU SUD

La justice annule un projet du géant français TotalEnergie

Un tribunal sud-africain a annulé l'autorisation accordée au groupe pétrolier français TotalEnergies pour un projet de forage en Afrique du Sud, près du Cap. Les médias locaux et étrangers rapportant cette décision à l'encontre de TotalEnergies, ont rappelé que le groupe français « est l'exploitant d'un bloc d'environ 10 000 km², détenu conjointement avec la compagnie pétrolière publique sud-africaine PetroSA et la société britannique Shell ». Le feu vert avait été délivré à TotalEnergie en 2023 et provoqué un tollé parmi les associations de défense de l'environnement et l'annonce par le tribunal sud-africain de l'annulation de l'autorisation tombe à pic.

R. I.

LUTTE ARMÉE DE LIBÉRATION SAHRAOUIE

Les bases de l'armée d'occupation marocaine ciblées à Guelta

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé les bases des soldats de l'occupation marocaine dans le secteur de Guelta, leur infligeant des pertes humaines et matérielles, indique un communiqué du ministère sahraoui de la Défense. Des détachements avancés de l'Armée sahraouie ont ciblé, jeudi, par d'intenses bombardements, les bases de l'armée d'occupation marocaine dans la région d'Achrak Laghrab dans le secteur de Guelta, précise le communiqué militaire rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les positions des forces d'occupation marocaines qui "subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte", conclut le communiqué.

R. I.

ZAMBIE

Hausse de près de 18% de la production de cuivre

La Zambie a enregistré une production totale de 439.644 tonnes de cuivre au premier semestre 2025, contre 373.263,9 tonnes au cours de la même période l'année précédente, selon des chiffres publiés jeudi par le ministère des Mines et du Développement minéral. Ces chiffres représentent une augmentation de 17,78% de la production de cuivre en glissement annuel. Le ministre des Mines et du Développement minéral, Paul Kabuswe, a attribué cette progression à une hausse de la production des principales compagnies minières, Konkola Copper Mines, Mopani Copper Mines, Kansanshi et Chibuluma Mines. Selon M. Kabuswe, cette hausse de la production démontre que les politiques gouvernementales actuelles répondent aux attentes du secteur minier. Les deux premiers trimestres de 2025 ont continué d'afficher des résultats forts et positifs dans le secteur minier, secteur qui joue un rôle moteur central dans la transformation et la diversification de l'économie zambienne, a-t-il ajouté.

R. I.

ORAN. ENVIRONNEMENT

Deux nouveaux centres pour déchets inertes à Aïn El-Beïda et Hassi Benokba

L'Entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique EPIC CET Oran s'est dotée de deux nouveaux centres destinés aux déchets inertes, le premier, mis en service, est situé dans la commune d'Aïn El-Beïda, tandis que le second situé à Hassi Benokba sera inauguré dans les prochaines semaines, et ce dans le cadre de ses efforts visant à renforcer les infrastructures environnementales et améliorer la gestion des déchets dans la wilaya d'Oran, a indiqué le directeur de l'entreprise, M. Rachid Hamenache.



Ph: DG

Ce dernier a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces nouvelles installations visent à accroître les capacités de traitement des déchets inertes issus des travaux publics et des résidus de construction, notamment après la saturation de l'ancien centre de Sidi Chahmi. Le centre d'Aïn El-Beïda prendra en charge la partie ouest de la wilaya, en complément du centre de Messerghine, entré en service en février dernier. Pour sa part, le centre de Hassi Benokba couvrira la partie est d'Oran, une zone qui connaît une expansion urbaine croissante. Le même responsable a souligné que le choix des emplacements de

ces deux centres s'est fait suite à des études techniques et environnementales précises. Il s'agit de deux anciennes carrières qui ont été réaménagées pour accueillir ces centres, tirant parti des excavations profondes laissées par leur exploitation passée. Cette approche constitue, selon lui, une solution à la fois pratique et écologique, combinant l'élimination sécurisée des déchets solides et le remblaiement des cavités. Concernant les capacités des centres, M. Hamenache a indiqué que le centre de Messerghine reçoit environ 500 camions par jour, soit l'équivalent de 2.000 à 3.000 tonnes de déchets inertes. Le centre

d'Aïn El-Beïda traite quant à lui entre 800 à 1.000 tonnes par jour, notant qu'il est prévu que le centre de Hassi Benokba dépasse ces volumes, puisqu'il couvrira l'ensemble de la zone est de la wilaya. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la politique nationale de promotion de l'économie verte et de gestion durable des déchets, à travers la mise en place d'installations modernes conformes aux normes environnementales et sanitaires, contribuant ainsi à la réduction de la pollution et à la préservation du cadre urbain, a conclu le même responsable.

R. R.

TIMIMOUN. RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

Derbal insiste sur le raccordement des ksour

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis l'accent, mercredi dans la wilaya de Timimoun, sur le raccordement de l'ensemble des ksour au réseau d'assainissement. S'exprimant en marge de la mise en service du réseau d'assainissement et la station de relevage des eaux usées des ksour de la commune de Tinerkouk (70 km Nord de Timimoun), au terme de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a souligné l'importance de généraliser le raccordement des ksour aux réseaux d'assainissement, dans un souci d'amélioration du cadre de vie du citoyen.

Les projets prioritaires du secteur, notamment ceux concernant les réseaux d'assainissement, seront pris en charge via le Fonds national de l'eau (FNE), en vue de permettre leur prompt prise en charge, a ajouté M. Derbal en appelant les responsables locaux du secteur à entamer d'ores et déjà la préparation leurs cahiers de charges.

Concernant l'approvisionnement en eau potable, le ministre a indiqué que la wilaya ne souffre pas d'un déficit en eau, mais enregistre quelques "points noirs" au niveau de trois de ses communes "qu'il

appartient d'éliminer dans les meilleurs délais". Il a mis également en avant la nécessité de transférer la gestion de l'eau potable des communes à l'Algérienne des eaux (ADE) et des réseaux d'assainissement à l'Office national d'assainissement (ONA), en les dotant des équipements nécessaires. Le ministre de l'Hydraulique a assuré, par ailleurs, de l'accompagnement du son secteur aux agriculteurs en ce qui concerne le projet de réhabilitation et de revivification du système hydraulique des foggaras, "un legs ancestral qu'il appartient de sauvegarder".

EL MENIAA. FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 1.520 nouveaux postes pour la session d'octobre

Pas moins de 1.525 postes de formation professionnelle sont offerts pour la prochaine rentrée (session d'octobre) dans la wilaya d'El-Meniaa, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). Ces places pédagogiques englobent la formation diplômante avec 705 places et la formation qualifiante avec 820 places dont les catégories spéciales (490 places), les bénéficiaires de l'allocation chômage (225) et la formation de la femme au foyer (30), a indiqué le chargé du bureau d'orientation, des examens et des concours à la DFEP, Noureddine Badda. Ces postes de formation sont répartis entre 67 spécialités, dont six introduites pour la première fois au niveau des Centres de formation professionnelle et d'apprentissage d'El-Meniaa, à l'instar des activités de plâtrage et de Placoplatre, de chauffage central, de gestion et d'économie de l'eau, d'usinage et de garde d'enfants, a-t-il précisé.

BLIDA. EAU POTABLE

De nouvelles installations pour renforcer les capacités de stockage

De nombreux nouveaux projets sont actuellement en cours de réalisation dans le secteur des ressources en eau et de l'hydraulique à Blida, en vue de renforcer les capacités de stockage de l'eau potable de la wilaya, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale du secteur. "Dans le cadre des mesures visant à améliorer l'alimentation en eau potable des citoyens, la wilaya a bénéficié de plusieurs projets portant sur la réalisation de six (6) réservoirs d'eau d'une capacité globale de 8 000 M3, actuellement en cours de réalisation dans les régions accusant un manque d'infrastructures de stockage", a indiqué le directeur local du secteur, Abdelkrim Allouche. Il a notamment fait part de la réalisation en cours d'un réservoir de 5

000 M3 dans la cité Sefsaf, située sur les hauteurs de Meftah (Extrême-est), et qui compte des milliers d'unités de logements. Un 2ème réservoir de 1 000 M3 est en réalisation à Bahli, dans la commune de Soumaâ, en plus de quatre (4) autres d'une capacité de 500 M3 chacun, à Djebabra, Cherifia (Soumaâ), Bouarfa et Bensalah (Oued El Alleug). Ces nouvelles installations s'ajouteront à d'autres mises en service cette année au profit du nouveau pôle urbain de Sidi Serhane (hauteurs de la nouvelle ville de Bouinane), soit quatre (4) réservoirs d'une capacité de 1 000 à 5000 M3, portant ainsi les capacités de stockage de la wilaya à 237 réservoirs pour un volume globale de 875.243 M3 d'eau. Le même responsable a cité parmi les nouveaux projets actuellement

en réalisation, et devant contribuer à améliorer l'approvisionnement en eau, une station de traitement monobloc destinée aux communes d'El Affroun et d'Oued Djer, dont la réception est prévue avant la fin de l'année en cours. A noter que la wilaya de Blida, dont la population dépasse 1,6 million d'habitants, a bénéficié de plusieurs nouveaux projets visant à mobiliser des volumes supplémentaires d'eau et à accroître ses capacités de stockage. L'objectif est de faire face au déficit en eau, dû notamment aux changements climatiques affectant les réserves d'eau souterraine, lesquelles assurent près de 70 % des besoins de la wilaya en eau potable et en eau d'irrigation des surfaces agricoles.

TIZI-OUZOU. SONELGAZ Près de 600.000 détecteurs de monoxyde de carbone installés

Un total de 599.298 détecteurs de monoxyde de carbone (CO) ont été installés dans les foyers de la wilaya de Tizi-Ouzou depuis le début de l'opération le 29 mars 2023, a indiqué, mercredi, la direction de distribution de l'Electricité et du Gaz dans un communiqué. L'opération, qui vise à prévenir les intoxications au monoxyde de carbone, a bénéficié à 299.649 foyers, soit deux appareils par foyer, atteignant un taux d'avancement de 66,27%, a-t-on précisé de même source. La direction de distribution fait toutefois état de deux "contraintes majeures" à l'avancement de l'opération. Il s'agit, d'une part, de l'absence de 142.842 abonnés lors du passage des équipes techniques et, d'autre part, du refus de 2.322 abonnés de faire poser les appareils. La direction a également réitéré l'importance de ces détecteurs pour prévenir les accidents domestiques liés à l'intoxication au CO et a invité les citoyens absents lors du passage des équipes à se rendre dans les agences commerciales pour convenir d'un rendez-vous. Un appel a également été lancé aux citoyens ayant refusé l'installation, les exhortant à accepter ces appareils fiables et testés en usine, dont le but est de protéger des vies.

SOUK-AHRAS. ÉDUCATION Réception de nouvelles infrastructures scolaires à la prochaine rentrée

De nouvelles infrastructures scolaires des trois paliers de l'enseignement ainsi que des structures annexes seront réceptionnées lors de la prochaine rentrée scolaire 2025/2026 dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local des équipements publics. Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed Boumehras a précisé que ces structures en cours de réalisation dans les communes de Souk Ahras, Bir Bouhouch, Merahna et M'daourouch sont trois groupes scolaires, deux CEM et un lycée. Selon le même responsable, la prochaine rentrée verra également la réception de 24 classes d'extension réalisées dans des établissements des trois paliers de plusieurs communes de sorte à améliorer nettement les conditions de scolarité et à réduire le taux d'occupation des classes. Vingt et un (21) établissements scolaires répartis sur plusieurs communes de la wilaya ont fait l'objet de travaux de réhabilitation dans le cadre de l'amélioration des structures de base et la mise en place d'un environnement d'apprentissage propice conformément aux exigences de la qualité d'enseignement, a ajouté M. Boumehras qui a précisé qu'il s'agit de 14 CEM, 5 lycées et 2 écoles primaires. La nouvelle année scolaire verra aussi la réception de cinq cantines scolaires équipées dans les deux communes de Souk Ahras et Bir Bouhouch de sorte à assurer des repas sains et équilibrés aux élèves.

RÉCHAUFFEMENT DE L'EAU DE MER ET BAISSSE DES NIVEAUX D'OXYGÈNE

Des conséquences néfastes sur la pêche et les écosystèmes marins

Le ministère égyptien de l'Agriculture, représenté par l'Autorité de protection des lacs et de développement des ressources halieutiques, a publié récemment un communiqué expliquant les raisons scientifiques de la mortalité des poissons dans les fermes piscicoles du lac Manzala.

Les fermes piscicoles du lac Manzala, dans le gouvernorat de Dakahlia, au nord de l'Égypte, ont connu une mortalité massive de poissons ces dernières semaines, suscitant une vive controverse parmi les citoyens et les pêcheurs de la région et déclenchant une vague de spéculations. Les pêcheurs ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'impact de cette mortalité sur les prix du poisson et le marché du travail local. L'Autorité de protection des lacs et de développement des ressources halieutiques a expliqué que la mortalité des poissons est un phénomène naturel, compte tenu du changement climatique et des températures records enregistrées dans le monde entier. Les poissons sont des animaux à sang froid



directement affectés par la hausse des températures. Le ministère égyptien de l'Agriculture a déclaré que les espèces marines élevées en Égypte, telles que la dorade, le bar et la lotte, sont classées comme poissons tempérés, vivant dans une plage de températures comprise entre 20 et 24 °C. Le ministère a expliqué que toute augmentation ou diminution de la température de l'eau a un impact négatif sur les taux de croissance, leur capacité à s'adapter aux changements des caractéristiques de l'eau et leur résistance aux maladies. L'agence a indiqué que la région a récemment connu d'importantes hausses de température, exposant les piscicultures à d'intenses vagues de chaleur. Cela a entraîné une augmentation de la température de l'eau au-delà de la plage de températures recommandée pour les poissons, provoquant stress et, à terme, mortalité des poissons. L'agence a expliqué que la hausse des températures entraîne un manque d'oxygène dû à une diminution du pourcentage d'oxygène dissous dans l'eau et à une augmentation des niveaux d'ammoniac, ce qui affecte la santé des poissons. De plus, les changements dans la qualité et les caractéristiques de l'eau augmentent le stress des poissons dans les fermes aquacoles, car leur densité de stockage par unité de volume d'eau est bien supérieure à celle des milieux naturels où vivent ces espèces. Le lac Manzala, situé entre les gouvernorats de Dakhleya, Damiette et Port-Saïd, est l'un des plus grands lacs naturels d'Égypte et une source majeure de pêche, contribuant à environ 15

à 20 % de la production halieutique du pays. Depuis 2017, le lac fait l'objet d'un projet national de développement des lacs naturels, qui comprend la suppression des empiètements et l'amélioration de la qualité de l'eau. Cela a conduit à l'émergence de nouvelles espèces de poissons et à une augmentation de la production. Cependant, le lac est confronté à des défis constants tels que la pollution, le changement climatique et la hausse des coûts d'exploitation. Selon certaines études, le changement climatique mondial, notamment les vagues de chaleur et la modification de la qualité de l'eau, a eu un impact significatif sur la pêche en général, dont égyptienne, qui dépend de neuf lacs naturels, dont Manzala, ainsi que des fermes aquacoles. Le réchauffement des températures de l'eau et la baisse des niveaux d'oxygène peuvent avoir des conséquences néfastes sur la production. Ainsi, le bar est élevé à 26, 28 et 30 degrés Celsius. Des recherches ont visé à recueillir des données solides sur la manière dont les effets du changement climatique, tels que la température, la disponibilité de l'oxygène et l'acidification, influent sur la physiologie et la qualité du poisson ; elles ont également visé à modéliser la qualité du poisson en fonction de différents scénarios climatiques, et enfin, développer des outils pour aider les agriculteurs à prendre des décisions. À 33-34°C, il y a un effondrement psychologique presque complet où les poissons ne sont plus capables de grandir ni de consommer quoi que ce soit.

INFO

MADAGASCAR

Sécurité climatique et construction de la paix

Madagascar a reçu un financement de 3,5 millions de dollars du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix pour mettre en œuvre un projet pilote visant à réduire les tensions et conflits liés aux impacts du changement climatique dans le sud de l'île, a annoncé jeudi le ministère de l'Environnement et du Développement durable. Il s'agit du premier projet au monde à intégrer la sécurité climatique à la construction de la paix, souligne le ministère. Ce projet concerne les régions d'Atsimo Andrefana et d'Androy, deux zones du sud du pays particulièrement touchées par les effets du dérèglement climatique. En effet, Madagascar a connu, en deux décennies, 45 cyclones, 18 inondations et 7 épisodes de sécheresse, plaçant le Grand Sud en première ligne des urgences environnementales et humanitaires, ajoute le ministère. Dans ces régions, la rareté des ressources naturelles, notamment l'eau, les terres cultivables et les pâturages, accentue la pauvreté et alimente près de 62% des conflits. Le projet entend répondre à cette réalité par la mise en place de mécanismes de gestion équitable des ressources, de prévention des violences et de renforcement de la cohésion sociale. Au total, le projet prévoit d'atteindre 435.000 personnes, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes, souvent en première ligne des vulnérabilités mais aussi des acteurs clés de la paix.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La pollution plastique désigne l'accumulation de déchets plastiques dans l'environnement, causant des dommages considérables à la faune, à la flore et à la santé humaine.

INFO

Chine

Renforcement de la protection écologique

La Chine a achevé l'enregistrement des droits de propriété de ses cinq premiers parcs nationaux, a récemment annoncé le ministère des Ressources naturelles. Ces cinq parcs nationaux, à savoir le Parc national de Sanjiangyuan, le Parc national du panda géant, le Parc national du tigre et du léopard du nord-est de la Chine, le Parc national de la forêt tropicale humide de Hainan et le Parc national de Wuyishan, ont désormais leur propriété sur divers actifs naturels officiellement établie et déclarée par le biais d'un enregistrement légal. Cette démarche juridique constitue une étape importante dans le renforcement de la protection écologique, en clarifiant la gestion et la responsabilité des ressources naturelles sur ces territoires protégés. Le Parc national du tigre et du léopard du nord-est de la Chine, d'une superficie de 14.100 km², est le seul dont la propriété est exercée directement par le gouvernement central, avec le ministère des Ressources naturelles (y compris l'Administration nationale des forêts et des prairies) assumant les responsabilités en tant que propriétaire. Les quatre autres parcs nationaux sont quant à eux administrés par les autorités locales concernées. Cette réforme s'accompagne de mesures visant à concilier la protection environnementale et le développement local. Dans le Parc national de la forêt tropicale humide de Hainan, d'une superficie de 4.268 km², des mécanismes d'échange de terres ont été mis en place pour reloger les populations locales. Dans le Parc national du panda géant, des coopératives villageoises permettent aux habitants de tirer des revenus durables de la gestion forestière, tout en préservant l'écosystème.

Pollution marine Un arsenal nucléaire britannique déverse de l'eau radioactive en mer

Des fuites d'eau radioactive causées par des conduites vétustes à la base nucléaire de Coulport se sont produites entre 2010 et 2022, entraînant des rejets de tritium dans le Loch Long. Restées secrètes pendant des années, ces révélations soulignent les graves manquements de maintenance et la gestion opaque du ministère britannique de la Défense. De l'eau radioactive provenant de la base militaire de Coulport, qui abrite l'arsenal nucléaire du Royaume-Uni, a été déversée dans le Loch Long en Écosse occidentale, après plusieurs ruptures de canalisations vétustes, selon le Guardian qui cite les documents officiels divulgués. D'après l'Agence écossaise de protection de l'environnement (Sepa), la Royal Navy n'a pas correctement entretenu un réseau de 1 500 conduites d'eau, dont près de la moitié auraient dépassé leur durée de vie estimée. Lire aussi Sommet Poutine-Trump : rencontre prévue le 15 août en Alaska La base de Coulport, hautement sécurisée et tenue secrète, stocke les ogives nucléaires destinées aux sous-marins Trident établis à proximité. Les rapports de Sepa indiquent que des défaillances de maintenance ont conduit à des fuites contenant de faibles niveaux de tritium – un élément radioactif utilisé dans les têtes nucléaires – notamment en 2010 et à plusieurs reprises en 2019, 2021 et 2022. Un incident majeur en août 2019 a provoqué l'inondation d'une zone de traitement des armes nucléaires. L'eau contaminée s'est écoulée par un drain ouvert jusqu'au Loch Long. Bien que la radioactivité ait été jugée trop faible pour représenter un danger immédiat pour la santé humaine, Sepa a dénoncé la mauvaise gestion des équipements et la production évitable de déchets radioactifs. Après inspection, le ministère de la Défense s'est engagé en mars 2020 à mettre en œuvre 23 mesures correctives. Cependant, deux nouvelles ruptures se sont produites en 2021, retardant encore cette mise en conformité. Sepa a constaté une lenteur préoccupante dans l'application des engagements, soulignant des failles persistantes dans la gestion des infrastructures de la base navale. Ces fuites, longtemps tenues secrètes par le ministère britannique de la Défense pour des raisons invoquées de «sécurité nationale», n'ont été rendues publiques qu'après une bataille juridique de six ans. En juin 2025, le commissaire écossais à l'information David Hamilton a ordonné leur publication, estimant que l'enjeu principal était la protection de réputation et non la prétendue sécurité nationale. Ces révélations suscitent aujourd'hui l'indignation d'experts qui dénoncent la gravité des pollutions et le manque de transparence des autorités. Les rejets d'eau radioactive peuvent contaminer l'eau de mer, les sédiments et les organismes marins, affectant la faune et la flore. La consommation de poissons et de fruits de mer contaminés peut entraîner une exposition aux radionucléides pour les populations humaines.

Repéré pour vous

La pollution plastique est un problème mondial. Environ 7 des 9,2 milliards de tonnes de plastique produites entre 1950 et 2017 sont devenues des déchets, qui ont été mis en décharge ou jeté

SPORTS

SELON L'ENTOURAGE DU COACH ESPAGNOL

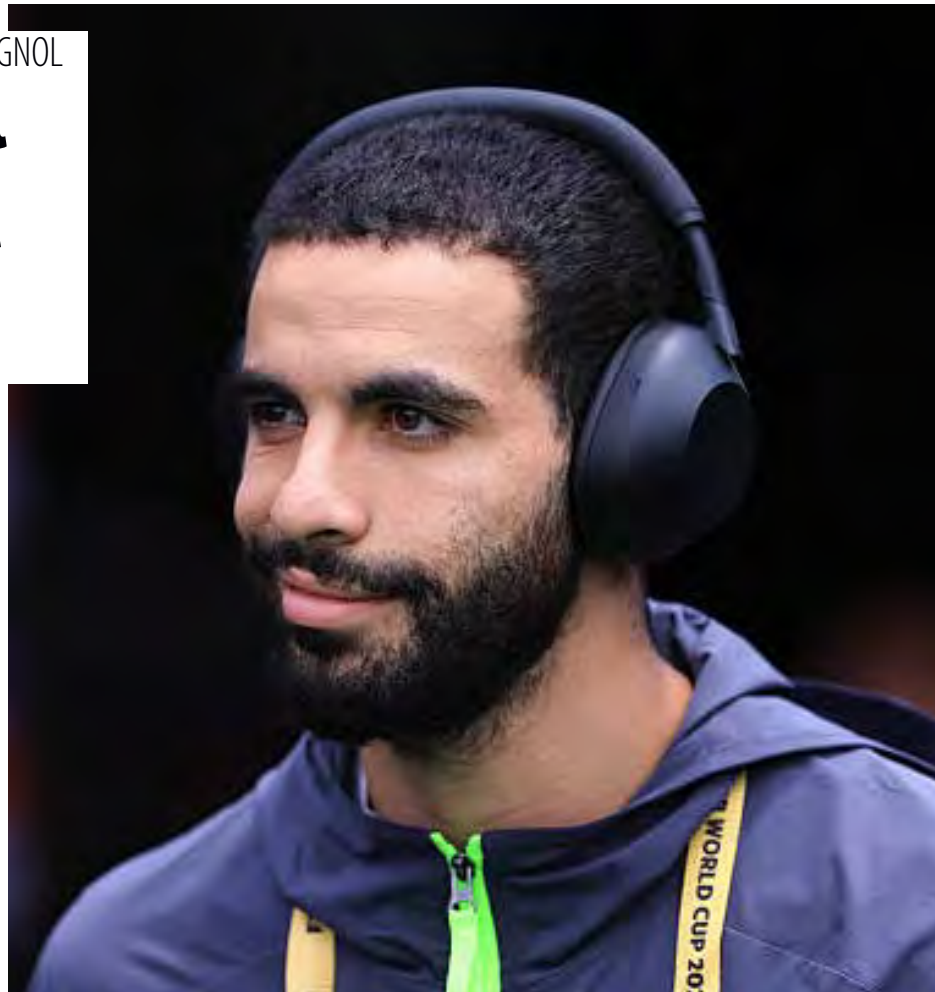
Aït-Nouri a déjà séduit Guardiola

Le transfert du latéral gauche algérien, Rayan Aït-Nouri (24 ans), vers le club anglais de Manchester City en provenance de Wolverhampton, pour un montant avoisinant les 35 millions d'euros durant ce mercato estival, a suscité un grand enthousiasme chez les supporters algériens de football.

Cela s'explique notamment par la bonne impression laissée par le joueur dès ses débuts sous les couleurs des Citizens, que ce soit lors des matchs de préparation ou pendant la dernière Coupe du monde des clubs. Il s'est, en effet, vite adapté au style de jeu de l'équipe, avec des performances qui ont attiré l'attention des supporters et des observateurs.

Selon le journaliste espagnol Guillem Balagué, proche du coach de City, lors d'un podcast diffusé par la BBC ce mercredi, Pep Guardiola, est séduit par la capacité d'Aït-Nouri à pénétrer dans l'axe et par son style de jeu créatif, rappelant celui d'un meneur de jeu classique — des qualités rares chez les latéraux modernes.

Le joueur algérien, qui a signé un contrat avec les Citizens jusqu'à l'été 2030, s'est rapidement intégré à la philosophie de Guardiola. Il a été titularisé lors de plusieurs matchs de pré-saison, notamment lors de la victoire 3-0 contre Palerme, où le coach catalan a qualifié cette préparation d'« extrêmement productive » et s'est dit satisfait du niveau affiché par Aït-Nouri, ainsi que par ses deux nouveaux coéquipiers : le Néerlandais Tijjani Reijnders (27 ans) et le Français Rayan Cherki (21 ans).



Ph: M.

La saison dernière, Aït-Nouri s'est imposé comme l'un des meilleurs joueurs de Premier League à son poste, en terminant en tête des défenseurs ayant le plus contribué aux buts en championnat anglais. Cela a fait grimper sa valeur sur le marché des transferts et suscité l'intérêt de plusieurs grands clubs, avant que Manchester City ne conclue l'affaire. Ses prestations convaincantes font que les supporters des Citizens le voient comme un vrai atout pour l'équipe, notamment grâce à sa capacité à allier tâches défensives et offensives, et à proposer des solutions créatives sur le flanc gauche.

Ce transfert revêt également une grande importance pour l'équipe nationale algérienne. Beaucoup estiment en effet que l'arrivée d'Aït-Nouri dans un environnement hautement professionnel, sous la direction de Guardiola, pourrait avoir un impact positif sur ses performances avec les Fennecs.

Le sélectionneur bosnien Vladimir Petković compte d'ailleurs sur la forme de ses

joueurs évoluant en Europe avant les éliminatoires africains pour la Coupe du monde 2026, qui reprendront en septembre avec les matchs contre le Botswana et la Guinée. Il y a aussi la Coupe d'Afrique des Nations 2025, prévue au Maroc, où Aït-Nouri est attendu comme un élément clé dans le dispositif tactique des Verts.

Le premier match officiel de Rayan Aït-Nouri en Premier League sous les couleurs de Manchester City aura un cachet particulier : il affrontera, aujourd'hui, son ancien club, Wolverhampton. Une rencontre chargée en émotions pour l'ancien joueur d'Angers, mais qui pourrait également marquer le début d'un nouveau chapitre dans sa carrière. Beaucoup s'attendent à ce que cette saison soit décisive pour lui, tant sur le plan national qu'international, et qu'il confirme être un transfert gagnant pour le club anglais ainsi qu'un renfort de poids pour la sélection algérienne.

Hakim S.

EN MARGE DU CHAN-2025 :

Bougherra envoie un message fort aux talents africains

Le sélectionneur Madjid Bougherra a profité du déroulement du championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux, qui se poursuit en Ouganda, Tanzanie et Kenya, pour envoyer, en tant qu'ancien joueur professionnel en Europe, un message fort aux talents du continent :

« Je dis aux joueurs africains : croyez en vous ! Vous avez du talent. Travaillez dur et sachez que les clubs vous observent. Continuez à vous battre et croyez en vos rêves. Pour moi, le talent africain nourrit aujourd'hui les écoles de football en Europe.

Il a, par ailleurs, réaffirmé que l'équipe nationale algérienne, qui a affronté hier la Guinée pour le compte de 4e journée de la phase des poules, participe à cette compétition avec l'ambition de remporter le trophée des joueurs locaux (CHAN), un titre que l'Algérie n'a encore jamais

décroché.

Dans un entretien accordé au site officiel de la Confédération africaine de football (CAF), Bougherra a commenté ses ambitions annoncées avant le tournoi : « Si un entraîneur dit qu'il participe à une compétition juste pour participer, ce serait étrange. »

Le technicien algérien a ajouté : « Chaque entraîneur doit aborder chaque match dans n'importe quelle compétition avec l'objectif de gagner. Dire "nous allons gagner le titre" et dire "nous allons essayer de gagner le titre" sont deux choses différentes. Nous allons essayer de gagner. Ce ne sera pas facile : il y a de bonnes équipes et la compétition deviendra plus difficile au fil des matchs. »

L'ancien capitaine des Verts a également affirmé : « Nous jouerons chaque match



comme une finale, avec l'objectif de le remporter. Si nous gagnons tous nos matchs, nous serons évidemment champions. Notre objectif est clair : remporter le titre. Et si nous y parvenons, ce serait formidable. »

L'entraîneur de la sélection locale s'est montré satisfait des conditions d'accueil en Ouganda où ses capés ont disputé leurs trois premières rencontres avant de se rendre au Kenya pour jouer face au Niger

lors de leur dernier match de la phase des groupes : « L'environnement et l'ambiance sont différents, nous jouons à l'extérieur. C'est ma première expérience d'un tournoi continental à l'étranger avec l'équipe. L'ambiance est excellente, la compétition est belle. Franchement, vive l'Afrique ! »

Concernant le niveau de la compétition, qui regroupe uniquement des joueurs évoluant dans les championnats locaux, il a déclaré : « Le niveau des championnats africains s'est amélioré au cours des cinq dernières années. Beaucoup de joueurs locaux jouent aujourd'hui avec leurs équipes nationales A. Plusieurs fédérations africaines ont compris que les académies sont à la base du projet footballistique, et cela se reflète dans cette compétition. »

H. S.

APRÈS PLUSIEURS EXPÉRIENCES DE GESTIONNAIRE

Yazid Mansouri nouveau directeur sportif de l'ES Tunis

L'ES Tunis a annoncé la nomination de l'ancien international algérien Yazid Mansouri au poste de directeur sportif du club.

Cette décision intervient alors que le club cherche à renforcer son effectif en prévision des compétitions nationales et continentales, notamment après la levée récente de l'interdiction de recrutement. Agé de 47 ans, Yazid Mansouri est l'un des joueurs les plus marquants de l'histoire de la sélection algérienne, ayant porté le brassard de capitaine à 42 reprises, ce qui fait de lui le joueur ayant le plus souvent été capitaine des "Fennecs".

Il a commencé sa carrière professionnelle dans des clubs français comme Lorient et Le Havre, avant de tenter l'aventure anglaise avec Coventry City, puis de revenir en France avant d'avoir une dernière expérience l'ayant mené au championnat algérien sous le maillot du CS Constantine (2012-2013).

Après avoir pris sa retraite en 2013, il a entamé une carrière en tant que directeur sportif et



superviseur général des recrutements, occupant des postes dans de grands clubs et fédérations de football, parmi lesquels : Responsable du recrutement à l'AC Monza (Serie A italienne) 2022 – 2025, à l'Olympiakos (Grèce) et Nottingham Forest (Angleterre) 2018 – 2022.

Il a aussi occupé le poste de superviseur général du recrutement et recruteur de talents au Stade Rennais (France) 2017 – 2018. En Algérie, il a été élu membre du bureau fédéral et superviseur général des sélections nationales algériennes de football auprès de la FAF (2014 – 2017). Cette nomination s'inscrit dans le cadre des efforts du club tunisien pour reconstruire l'équipe, après une saison marquée par des défis tels que les sanctions de la FIFA, récemment levées suite au règlement du fair-play sportif. Le club, l'un des géants du football tunisien et africain, a investi plus de 1,2 million de dinars tunisiens dans de nouveaux recrutements en juillet 2025, notamment avec l'arrivée de trois nou-

veaux joueurs pour renforcer ses lignes.

Avec Mansouri en tant que directeur sportif, on s'attend à ce qu'il mette l'accent sur les stratégies de recrutement et de développement, en mettant à profit son expérience internationale pour aider le club à viser les titres, y compris la Coupe du Monde des Clubs 2025.

Le rôle de Mansouri sera crucial dans la définition de la politique du club, surtout durant ce mercato estival. L'Espérance fait face à une rude concurrence de clubs comme l'Étoile du Sahel et le Club Africain, et mise sur l'expérience de Mansouri pour renforcer la stabilité administrative.

Certains observateurs considèrent cette nomination comme une volonté d'introduire des compétences internationales dans le football tunisien. Mansouri réussira-t-il à mener le club vers de nouveaux succès ? La réponse viendra dans les mois à venir, dans un monde du football en perpétuelle évolution.

Hakim S.

De joueur à dirigeant confirmé

Figure respectée du football algérien et international, Yazid Mansouri prend les rênes de la direction sportive de l'Espérance Sportive de Tunis. À travers ce choix, le club tunisien affirme sa volonté d'allier expérience, réseau et vision pour consolider sa place de leader sur la scène africaine. L'Espérance Sportive de Tunis a officialisé, jeudi, la nomination de Yazid Mansouri au poste de directeur sportif. Agé de 47 ans, l'ancien capitaine de l'équipe nationale algérienne devient un acteur clé du projet de restructuration engagé par les Sang et Or. Avec ses 70 sélections en équipe d'Algérie et une carrière solide en Ligue 1 française comme en Angleterre, Mansouri apporte un bagage considérable, forgé autant sur les pelouses que dans les coulisses du football. Capitaine exemplaire, il a participé à de nombreuses campagnes avec les Verts, dont la Coupe du Monde 2010 en Afrique du Sud. Sa vision du jeu, son professionnalisme et sa capacité à fédérer ont marqué ses années de joueur. S'il n'a pas foulé les terrains lors du Mondial, son influence au sein du groupe restait incontestable. Après avoir raccroché les crampons, Mansouri s'est tourné vers le management sportif avec réussite. Il a occupé le poste de directeur sportif à l'AC Monza (Italie), à l'Olympiakos (Grèce) et au Stade Rennais (France). En Angleterre, il a officié comme responsable du recrutement à Nottingham

Forest, acquérant une connaissance fine du marché international. En Algérie, il a été manager général de la sélection nationale et membre du Bureau Fédéral sous la présidence de Mohamed Raouaoua, participant à l'élaboration de stratégies de développement à long terme.

Pour l'ES Tunis, son arrivée symbolise un tournant. Le club mise sur un profil capable d'apporter une vision globale, de moderniser la politique sportive et d'optimiser les processus de recrutement. L'objectif est clair : maintenir l'hégémonie nationale tout en franchissant un cap supplémentaire sur la scène continentale.

Cette nomination intervient à un moment stratégique, alors que l'Espérance prépare de nouvelles campagnes en

championnat et en Ligue des champions africaine. Le réseau de Mansouri, conjugué à son expertise, pourrait ouvrir au club de nouvelles perspectives, tant pour attirer des talents que pour renforcer la formation locale. Les supporters espèrent que cette nouvelle ère verra l'ES Tunis confirmer son statut de référence en Tunisie, tout en visant la conquête de trophées africains prestigieux. Le défi est de taille, mais l'ancien milieu de terrain sait mieux que quiconque que les grandes ambitions se construisent dans la durée et avec une organisation solide.

Avec Yazid Mansouri aux commandes sportives, l'Espérance joue une carte maîtresse : l'avenir dira si ce pari se transformera en victoire durable.

Mohamed Amine Toumiat

SAISON 2025-26

Fin des licences physiques des joueur avant les rencontres

La Fédération algérienne de football (FAF), a décidé de renoncer à l'utilisation des licences physiques des joueurs pour la saison sportive 2025/2026, selon une correspondance datée du 13 août 2025, adressée aux présidents des Ligues nationales, régionales et de wilaya. Dorénavant, le contrôle des joueurs avant chaque match se fera via le système (feuille de match électronique), en utilisant un ordinateur ou un Smartphone. Chaque club est tenu, avant chaque rencontre, d'apporter une copie couleur conforme du dossier de licences de ses joueurs issue du système FAF-CONNECT, en prévision de tout incident éventuel, précise la correspondance de la FAF, publiée sur le site de la LNFA. Les clubs doivent également téléverser sur la plateforme, le contrat d'assurance ainsi que la liste nominative des joueurs (visée par la société d'assurance) comme condition préalable à l'homologation administrative dans le système, explique la même source.

FC LUGANO

Ahmed Kendouci affiche ses ambitions

Le milieu de terrain international algérien Ahmed Kendouci, a exprimé ses ambitions tant avec son nouveau club du FC Lugano, qu'avec la sélection nationale, dans un entretien accordé au site officiel du club pensionnaire de la division 1 suisse de football. "J'ai eu droit à un accueil chaleureux au FC Lugano, et les joueurs m'ont tous aidé à m'intégrer rapidement au sein du club", a-t-il indiqué. Kendouci s'est engagé cet été pour un contrat de trois saisons avec le FC Lugano, en provenance de Ceramica Cleopatra (Egypte). Evoquant son style de jeu, l'ancien sociétaire d'Al-Ahly du Caire a affirmé : "J'aime beaucoup toucher le ballon et je préfère évoluer au milieu de terrain, où je peux me déplacer, et assurer la transition entre la défense et l'attaque". L'enfant de Ghriss (Mascara) avait rejoint Ceramica Cleopatra d'abord en prêt, pour la saison 2023-2024, avant que les dirigeants de ce club ne décident de racheter définitivement son contrat de l'autre club égyptien d'Al-Ahly SC, en janvier dernier, pour signer jusqu'en juin 2027. "Mon ambition est de remporter des titres et de réussir avec le FC Lugano, mais aussi de participer avec l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2025 et à la Coupe du monde 2026", a-t-il conclu. Victime d'une fracture tibia-péroné, le 12 avril dernier, Kendouci travaillait en solo, avant d'intégrer le groupe dans les prochaines semaines. Il emboîte ainsi le pas à son coéquipier en équipe nationale, l'attaquant Mohamed Amine Amoura, qui avait porté le maillot du FC Lugano pendant deux saisons (2021-2023), remportant la Coupe de Suisse en 2022, avant de rejoindre le club belge de l'Union Saint-Gilloise.

DANS LE VISEUR DU BENFICA

Wolfsburg fixe le prix de départ de Amoura

Benfica Lisbonne, pensionnaire de la division 1 portugaise de football, devra déboursier 30 millions d'euros, assortis de 7 millions d'euros supplémentaires en variables, pour s'attacher les services de l'attaquant international algérien de VfL Wolfsburg Mohamed Amine Amoura, a indiqué le journal sportif portugais Record, jeudi. Selon la même source, le club lisboète, vice-champion du Portugal, est prêt à réaliser le plus important investissement de son histoire pour enrôler Amoura (25 ans). Auteur d'une saison 2024-2025 remarquable, Amoura a inscrit 10 buts et délivré 9 passes décisives en 31 matches de Bundesliga, soit une implication directe sur 19 buts (0,69 par match). Lié à Wolfsburg jusqu'en 2029, le buteur algérien est désormais considéré comme l'un des piliers du projet de reconstruction du club allemand, qui a terminé à la 11e place du championnat. Les dirigeants misent sur l'international algérien pour relancer les ambitions européennes du club dans les prochaines semaines, à moins que Benfica ne décide de payer la somme réclamée par Wolfsburg.

JS KABYLIE

Zinnbauer tire la sonnette d'alarme et réclame du renfort offensif

Au terme de la troisième rencontre amicale de la JS Kabylie en Turquie, soldée par une défaite face au modeste FC Emirates (D2 émiratie), l'entraîneur Josef Zinnbauer a livré une analyse lucide et sans détour sur l'état actuel de son équipe.

Entre absences importantes, problèmes organisationnels et carences offensives, le technicien allemand dresse un constat préoccupant à une semaine du début de saison, tout en appelant la direction à agir rapidement.

Durant ce stage estival à Istanbul, Zinnbauer a dû composer avec un effectif fortement amoindri. Quatre internationaux sont absents car retenus avec la sélection A' au CHAN (Mahious, Akhrib, Nechat et Boudjemaa). À cela s'ajoute la blessure de Madani, un élément clé selon l'entraîneur, qui n'a toujours pas entamé la préparation et pourrait manquer le début du championnat.

« Nous avons été privés de 50 % de notre effectif durant ce stage. Ce n'est pas l'idéal pour bâtir une équipe compétitive », regrette Zinnbauer. Le rendement offensif de la JSK inquiète : seulement deux buts marqués en trois matchs, tous inscrits par de jeunes joueurs. L'absence de Berkane, parti cet été et auteur de 15 buts la saison dernière, laisse un vide énorme que l'équipe n'a pas encore comblé. « Il faut absolument renforcer l'attaque. J'ai besoin de deux ailiers et d'un attaquant de pointe. Sans renforts, on ne peut pas viser de grands objectifs », alerte le coach. Il a par ailleurs reconnu que certains jeunes ont montré de belles choses, mais qu'ils ne peuvent à ce stade porter l'équipe sur leurs épaules. Quant aux nouvelles recrues (Bada, Mouali, Bellaouel, Cherir, Benattia), elles affichent un potentiel intéressant, mais manquent encore de rythme et de repères collectifs. Sur le plan logistique, Zinnbauer a pointé certaines insuffisances lors du stage en Turquie, notamment des déplacements fatigants et des retards avant les matchs. « Aujourd'hui, on a dû



attendre 30 minutes l'adversaire pour commencer le match. Ce genre de détail impacte le sérieux de la préparation », déplore-t-il. Autre sujet sensible : l'interdiction de recrutement imposée par la FIFA à la JSK. Sur ce point, l'entraîneur botte en touche et préfère ne pas s'avancer : « Je suis entraîneur, ce n'est pas à moi de gérer ça. Mais évidemment, cela m'inquiète. Tous les coaches souhaitent disposer de leur effectif au complet, surtout en phase de préparation. »

Des joueurs à l'essai (Beneddine, Bahloul) ont été écartés, tandis qu'un autre, à savoir Aouamri, est encore en période d'évaluation. Zinnbauer refuse de s'exprimer tant qu'aucune signature officielle n'est actée. Interrogé sur les objectifs de la saison, notamment le titre en championnat, le technicien reste mesuré : « J'aimerais parler de

titre, je suis ambitieux, mais ce n'est pas réaliste pour le moment. On ne peut pas viser le sommet sans effectif complet ni préparation optimale. » En Ligue des champions, la JSK affrontera Bibiani Gold Stars (Ghana) lors du tour préliminaire. Là encore, Zinnbauer préfère rester prudent : « Je connais un peu l'adversaire, mais je ne sais même pas quels joueurs seront disponibles à ce moment-là. » En conclusion, le message de Zinnbauer à sa direction est sans ambiguïté : pour bâtir une équipe compétitive et éviter une saison difficile, la JSK doit impérativement résoudre ses problèmes administratifs, accélérer le recrutement et renforcer un secteur offensif dépeuplé. Les dirigeants l'entendront-ils de cette oreille ?

Hakim S.

Le contrat de Matallah résilié à l'amiable

La JS Kabylie a annoncé mercredi sur ses réseaux sociaux, la résiliation à l'amiable du contrat du milieu défensif Sid Ahmed Matallah. Le joueur de 29 ans a été prêt durant le dernier mercato d'hiver jusqu'à la fin de la saison 2024-2025 à la JS Saoura. Il avait rejoint les "Canaris" en janvier 2023 pour un contrat de trois saisons, en provenance du MC El-Bayadh. Le vice-champion d'Algérie continue de dégraisser son effectif, en libérant certains joueurs qui n'entrent plus dans les plans de l'entraîneur allemand, Josef Zinnbauer. Outre Matallah, le club s'est également passé des services de l'attaquant Massinissa Nezla, transféré au MB Rouissat, et du défenseur Abdelhamid Driss.

UN NOUVEL ATOUT OFFENSIF POUR LE DOYEN

Mailula tout proche

Le Mouloudia d'Alger est sur le point d'officialiser l'arrivée de Cassius Mailula, attaquant sud-africain du Toronto FC. Un renfort attendu qui pourrait rejoindre directement le stage d'Annaba, offrant au MCA une option offensive supplémentaire avant le début de saison.

Le mercato du Mouloudia d'Alger est sur le point de s'enrichir d'un nouveau visage. Cassius Mailula, attaquant sud-africain de 23 ans évoluant au Toronto FC, n'attend plus que la signature officielle de son club pour endosser la tunique vert et rouge. Sauf contretemps de dernière minute, le prêt d'une saison est déjà validé par toutes les parties concernées, et le joueur a donné son accord depuis plusieurs semaines. Ces derniers jours, la direction mouloudéenne a transmis au club canadien la lettre de prêt. La dernière étape repose sur la réception du document signé par Toronto, attendu dans les toutes prochaines heures. La confiance règne au sein de la

direction, qui souhaite clore ce dossier avant la fin du stage d'Annaba. Particularité notable, Mailula ne passera pas par Alger à son arrivée. Le MCA prévoit de l'envoyer directement à Annaba, où le groupe de Fadlu Mokwena effectue son ultime préparation avant le coup d'envoi de la saison. L'objectif est clair : intégrer rapidement l'attaquant aux séances collectives afin qu'il assimile les principes de jeu et trouve ses repères au sein de l'effectif. Rapide, technique et capable d'évoluer sur plusieurs

postes offensifs, Mailula est considéré comme un profil polyvalent. Sa capacité à percuter et à créer des décalages devrait offrir au Doyen de nouvelles solutions, tant dans les phases de transition rapide que dans la finition. Son arrivée porterait à quatre le nombre de joueurs étrangers dans l'effectif, renforçant ainsi la profondeur du groupe pour les échéances nationales et continentales. La signature officielle attendue ne serait qu'une formalité administrative, mais elle symbolise aussi

la volonté du MCA de s'appuyer sur des joueurs capables de faire la différence dans les matchs serrés. L'intégration de Mailula, connu pour son sens du but et sa mobilité, pourrait constituer un atout majeur pour débiter la saison sur une dynamique positive.

Si tout se déroule comme prévu, le public mouloudéen pourrait bientôt découvrir un nouvel atout offensif... et peut-être l'une des révélations de la saison.

M. A. T.

WA MOSTAGANEM

Larbi Belhadjar Mokhtar nouveau président

Larbi Belhadjar Mokhtar a été désigné, jeudi, président du club sportif amateur (CSA) du WA Mostaganem au cours d'une assemblée générale extraordinaire, a annoncé cette formation de l'Ouest du pays. Le nouveau président, un ex-membre du comité exécutif du WAM, assurera ses fonctions jusqu'à la fin de l'actuel mandat olympique, précise-t-on de même source. La nomination de Larbi Belhadjar intervient dans un contexte particulier que connaît le club après la démission, il y a quelques semaines, de son ex-président. Cette situation a causé un retard dans le lancement de la préparation d'intersaison de l'équipe première du WAM, pensionnaire de la Ligue 2 de football. Ce n'est d'ailleurs que mardi passé qu'un nouvel entraîneur a été engagé, à savoir Abdelhakem Benslimane, et ce, avant trois semaines du coup d'envoi du championnat.

USM ALGER

Benchikha rejoint l'équipe à Tabarka

Le nouvel entraîneur de l'USM Alger, Abdelhak Benchikha, a rejoint jeudi après-midi sa nouvelle équipe, en stage d'intersaison depuis quelques jours à Tabarka (Tunisie), a indiqué le club de la Ligue 1 Mobilis de football, dans un communiqué. L'ancien sélectionneur national était accompagné du directeur général sportif, Saïd Allik, précise la même source. Il s'agit d'un retour à la maison pour Benchikha (63 ans), puisqu'il avait dirigé les "Rouge et Noir" entre 2022 et 2023, un premier passage réussi, marqué par deux titres continentaux en 2023 : la Coupe de la Confédération, suivie de la Supercoupe, remportée aux dépens du club égyptien d'Al-Ahly SC (1-0). Benchikha qui s'est engagé pour une saison avec le club de Soustara.

VICTOIRE EN AMICAL FACE AU MB ROUISSAT

Par ailleurs, le club de Soustara s'est imposé face au nouveau promu, le MB Rouissat 1-0 (mi-temps : 0-0), en match amical disputé jeudi à Tabarka (Tunisie), en vue de la prochaine saison 2025-2026 de la Ligue 1 Mobilis de football. L'unique but de la partie a été marqué par Ahmed Khaldi (66e), sur une passe décisive de Houssam-Eddine Ghacha. Lors des deux premiers tests, les "Rouge et Noir" ont disposé des deux clubs tunisiens : le SC Ben Arous (1-0) et le CA Bizertin (1-0). Cette rencontre face au MBR a été suivie par le nouvel entraîneur Abdelhak Benchikha. De son côté, le MBR, dirigé sur le banc par Abdelkader Amrani, concède son premier revers durant ce stage, après trois succès obtenus devant les Tunisiens du CS Hammam-Lif (2-0), de la JS Kairouanaise (7-0), et de Sfax Railways Sports (4-0). Lors de la 1re journée du nouvel exercice, prévue les 21, 22, et 23 août, l'USMA entamera la saison en déplacement face à la JS Kabylie, alors que le MBR fera ses grands débuts parmi l'élite à Béchar face à la JS Saoura. Le détenteur de la Coupe d'Algérie 2025, est l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine. Exemptée du 1er tour préliminaire, l'USMA affrontera au 2e tour préliminaire le vainqueur de la double confrontation entre les Sénégalais de Génération Foot et les Ivoiriens d'Amadou Diallo (aller en déplacement : 17-19 octobre, retour à Alger : 24-26 octobre). En Ligue 1 Mobilis, l'USMA entamera la nouvelle saison 2025-26, en déplacement face à la JS Kabylie (21-23 août).

USM HARRACH

Zakaria Messibah nouvelle recrue

Le milieu de terrain Zakaria Messibah s'est engagé avec l'USM Harrach, en provenance du CS Constantine, a indiqué le club de la Ligue 2 amateur de football (Gr. Centre-Ouest) sur ses réseaux sociaux. Agé de 29 ans, la nouvelle recrue harrachienne, formé à l'académie de Paradou AC où il a fait ses premiers pas dans le football professionnel et accumulé plus de 120 matchs en Ligue 1 Mobilis. Il a ensuite rejoint le CS Constantine pour trois saisons (2021-2024), puis le NC Magra en 2024, pour une année, avant de retourner au CS Constantine en janvier 2025. Conduit par l'entraîneur Azzedine Ait Djoudi, le club algérois qui ambitionne de retrouver l'élite nationale poursuit sa préparation d'inter-saison dans la ville tunisienne d'Ain Draham. Le club algérois avait également engagé le défenseur central chevronné, Nacereddine Khoulal (ex-US Biskra), le milieu de terrain Abdelkrim Zouari (ex-RC Kouba), l'ailier gauche Zakaria Hadj-Khelouf (ex-HB Chelghoum Laïd), le gardien Issam Tabarout (ex-IB Khemis El Khechna), Fouad Lachhab (ex-O Akbou), Lemnouar Amara (ex-US Chaouia) et Bilel Amiri (ex-MSP Batna).

M. A. T.

REAL MADRID

Xabi Alonso ne lâche pas Mbappé et Vinicius Jr

Depuis plusieurs semaines Xabi Alonso ne lâche pas Vinicius Jr et Kylian Mbappé concernant le pressing et le travail sans ballon. Le coach espagnol n'hésite pas à les cibler lors des causeries ou depuis son banc.

Dès son arrivée au Real Madrid, la presse espagnole a été unanime : le grand défi de Xabi Alonso sera de réussir à faire jouer Kylian Mbappé et Vinicius Jr sans déséquilibrer l'équipe. C'est évidemment la tâche la plus compliquée à mener. La saison dernière, sous les ordres de Carlo Ancelotti, le Français et le Brésilien avaient semblé incompatibles. D'une part, car les deux joueurs aiment plutôt évoluer à gauche de l'attaque, mais aussi et surtout parce qu'ils ne sont pas réputés pour être les plus assidus dans les efforts au pressing et dans le jeu sans ballon.

Pour Xabi Alonso, le travail est donc colossal et il a rapidement pu observer que la mission n'était pas simple lors du Mondial des clubs. Après avoir mis petit à petit sa tactique en place pendant le début de la compétition avec Gonzalo Garcia à la pointe de l'attaque (puisque Mbappé était indisponible), l'ancien coach du Bayer Leverkusen pensait avoir trouvé un équilibre dans son système. Mais ce système a volé en éclats face au PSG lors de la première titularisation du



duo Mbappé - Vinicius Jr. Le Français contribuait nettement moins que Gonzalo Garcia et cela s'est vu.

XABI ALONSO MET LA PRESSION SUR SES STARS

Pendant la période des vacances, Xabi Alonso s'est largement penché sur le sujet. La presse espagnole révélait notamment qu'il avait visionné tous les matches où les deux joueurs avaient été alignés et qu'il avait estimé que sa réussite passerait forcément par le fait de les faire collaborer sans créer de déséquilibre. Ce jeudi matin, El Desmarque révèle que Xabi Alonso a décidé de se focaliser uniquement sur les deux joueurs pendant les rencontres. Il n'hésite pas à les recadrer depuis son banc et profite de chaque arrêt de jeu pour leur donner des consignes. Déjà aperçu de

nombreuses fois à l'entraînement en train de prendre individuellement les deux attaquants, Xabi Alonso a récidivé lors du match amical face au WSG Tirol. Et il n'hésite pas à lever la voix. Dans ce match, alors qu'il estimait que Mbappé et Vinicius se relâchaient complètement au pressing, il a exhorté le Brésilien en le tirant par le bras. Même son de cloche lors de la pause fraîcheur avec Mbappé. Selon le média espagnol, cela semble porter ses fruits, même au sein du vestiaire, qui estime que personne n'a de passe-droit. Sous Carlo Ancelotti, même s'il insistait sur le pressing, le coach italien n'avait pas réussi à faire réagir son duo de stars et le vestiaire avait aussi estimé qu'il était inutile de leur répéter la même chose. Avec Xabi Alonso, cela semble différent. Reste à savoir si cela va durer. Réponse en Liga face à Osasuna.

PSG

Gianluigi Donnarumma proche de Manchester City

L'avenir de Gianluigi Donnarumma fait énormément parler ces derniers jours. Annoncé proche de Manchester City, avant que son agent et la presse anglaise ne calment le jeu, l'Italien voit finalement les choses évoluer en coulisses.

Les histoires d'amour de Gianluigi Donnarumma finissent toujours mal, en général. En 2021, le portier italien a quitté l'AC Milan à la fin de son contrat. Le tout dans une ambiance extrêmement pesante. Quatre ans plus tard, Gigio a annoncé son départ du Paris Saint-Germain, quelques semaines seulement après avoir remporté la Ligue des Champions. Le clan Donnarumma n'a pas accepté la proposition de prolongation des dirigeants franciliens, qui ont ensuite accéléré pour recruter

Lucas Chevalier. Déçu selon ses proches, le natif de Castellammare di Stabia a publié un long message d'adieu mardi.

«Aux supporters spéciaux de Paris, dès mon premier jour ici, j'ai tout donné — sur le terrain comme en dehors — pour gagner ma place et défendre le but du Paris Saint-Germain. Malheureusement, quelqu'un a décidé que je ne pouvais plus faire partie du groupe ni contribuer aux succès de l'équipe. Je suis déçu et attristé. J'espère avoir l'occasion de regarder une dernière fois les supporters du Parc des Princes dans les yeux et de vous dire au revoir comme il se doit. Si cela ne se produit pas, je veux que vous sachiez que votre soutien et votre affection comptent énormément pour moi et que je ne les oublierai jamais.»

UN DOSSIER BRÛLANT

Il a ajouté : «je garderai toujours en moi le souvenir de toutes les émotions, des nuits magiques, et de vous, qui m'avez fait sentir chez moi. À mes coéquipiers — ma deuxième famille — merci pour chaque bataille, chaque éclat de rire, chaque moment partagé. Vous serez toujours mes frères. Jouer pour ce club et vivre dans cette ville a été un immense honneur. Merci, Paris.» Dans la foulée, plusieurs médias ont annoncé que le gardien, nommé pour le Ballon d'Or 2025 et le Trophée Yachine, était tout proche de Manchester City. Certains parlaient même d'accord. Son agent, Vincenzo Raiola, a calmé le jeu.

« Pour l'instant, nous n'avons conclu aucun accord avec qui que ce soit, il n'y a aucune négociation en cours. Il y a des possibilités en Premier League, mais j'espère que le PSG ne fera pas le malin. Quoi qu'il en soit, il fallait clarifier la situation avec les supporters. » Dans la foulée, le Manchester Evening News a enfoncé le clou en assurant que les Skyblues ont pour priorité de conserver Ederson, plutôt que de recruter Donnarumma, qui est perçu comme une option de repli en cas de départ du Brésilien. Voilà où nous en étions dans ce dossier. Ce vendredi, de nouvelles informations fraîches ont été dévoilées.

TOUT S'ACCÉLÈRE EN COULISSES

En Turquie tout d'abord, FotoMaç annonce qu'Ederson est toujours dans le viseur de Galatasaray. Tout comme Donnarumma d'ailleurs comme expliqué sur notre site. Mais la publication turque assure ce vendredi que le champion de Süper Lig accélère pour s'offrir le portier de Manchester City, qui a déjà accepté un contrat de trois ans et un salaire annuel de 7 M€. Les Skyblues, qui sont visiblement au courant, auraient demandé un peu de temps à Galatasaray pour trouver un autre spécialiste du poste. FotoMaç ajoute que l'opération rapportera 10 M€ à City.

Une information confirmée par Fanatik, qui précise que des dirigeants turcs vont se rendre en Angleterre pour accélérer les choses. Tout cela fait donc les affaires de Donnarumma, qui n'est donc pas si éloigné de City que ça. Le MEN confirme qu'un intérêt est bien là. De son côté, le Corriere dello Sport indique ce vendredi que les pensionnaires de l'Etihad Stadium aimeraient faire baisser le prix de son transfert à 30 M€, quand Paris en demande 50. La publication italienne persiste et assure que le portier de la Nazionale a déjà trouvé un accord avec les Mancunien, qui lui offrent un salaire de 12 M€. Le feuilleton continue...

PARME

Giovanni Leoni rejoint Liverpool

Le défenseur central italien de 18 ans, Giovanni Leoni, va rejoindre la formation anglaise de Liverpool en provenance de Parme (Italie), a annoncé jeudi l'entraîneur des Reds Arne Slot. "Les clubs ont conclu un accord mais il (Leoni) n'a pas encore signé", a déclaré Slot en conférence de presse à la veille de la réception de Bournemouth vendredi lors de la première journée de Premier League. Selon la presse britannique, le montant du transfert du jeune défenseur, qui a disputé ses 17 premiers matches de Serie A avec Parme la saison dernière, s'élèverait à 26 millions de livres (30 millions d'euros). Liverpool, champion d'Angleterre en titre, est très actif sur le marché des transferts cet été. Le club du nord de l'Angleterre a déjà dépensé 260 millions de livres (301 millions d'euros) pour recruter notamment les attaquants allemands Florian Wirtz et français Hugo Ekitiké, les défenseurs latéraux néerlandais Jeremie Frimpong et hongrois Milos Kerkez. Avec l'arrivée de Leoni, les Reds renforcent leur défense centrale affaiblie par le départ de Jarell Quansah au Bayer Leverkusen et la blessure de Joe Gomez, qui a manqué la plupart des matches de pré-saison. Ibrahim Konaté, qui n'a plus qu'un an de contrat, aurait lui été approché par le Real Madrid. Outre Giovanni Leoni, Liverpool s'intéresse selon la presse, pour renforcer encore plus ce secteur de jeu, au capitaine de Crystal Palace, Marc Guehi.

CHELSEA

Christopher Nkunku vers le Bayern

Le Bayern Munich a décidé d'avancer sur la piste Christopher Nkunku, après le départ de Kingsley Coman.

Un Français peut en cacher un autre. Hier, plusieurs médias allemands, dont Bild et Sky Germany, annoncent que le Bayern Munich a décidé d'avancer sur la piste menant à Christopher Nkunku. Un joueur qui avait tapé dans l'œil de la direction bavaroise lors de son passage réussi au RB Leipzig. Ensuite, l'ancien joueur du PSG a signé en faveur de Chelsea. Dans la capitale anglaise, il a connu des hauts mais surtout beaucoup de bas, lui qui a été un habitué de l'infirmerie.

Cet été, l'international tricolore a fait part de ses envies d'ailleurs à sa direction, qui a ouvert la porte à son départ. The Athletic évoquait même un prix de départ de 50 M€. Dans la foulée, des prétendants se sont manifestés sans forcément aller plus loin, à l'image de Manchester United. L'Inter, à qui il a été proposé, Liverpool, Leipzig ou encore le FC Barcelone ont été liés à lui de près ou de loin. Mais personne ne s'est avancé.

CHELSEA ET LE BAYERN MUNICH DISCUTENT

Le Bayern Munich a aussi été cité parmi ses prétendants. Mais avec la signature de Luis Diaz pour 75 M€, beaucoup pensaient que la porte serait fermée pour Nkunku. Ce n'est pas le cas. Ce vendredi, Sky Germany explique que le Bayern Munich et Chelsea sont en contact direct. Ils ont entamé les discussions concernant le Français et un accord potentiel.

Les pensionnaires de Stamford Bridge font pression afin que les Allemands achètent le joueur de manière définitive. De son côté, le club munichois envisage plutôt un prêt. Aucun accord n'a encore été trouvé à l'heure actuelle, mais les champions d'Allemagne espèrent boucler le deal. Max Eberl est aux commandes. De son côté, Nkunku a envie de rejoindre le Rekordmeister, lui qui a apprécié sa première expérience en Allemagne du côté de Leipzig. Il s'agirait d'une belle porte de sortie pour lui.

FC BARCELONE

L'absence longue durée de Ter Stegen validée par la Liga

La Ligue espagnole de football a validé l'absence de longue durée du gardien du FC Barcelone Marc-André ter Stegen, a annoncé mercredi le club qui peut inscrire sa recrue Joan Garcia pour le remplacer sans enfreindre les règles du fair-play financier. "La commission médicale de la Liga a déterminé que la blessure de Marc-André ter Stegen répond aux critères à long terme établis par la réglementation en vigueur", a indiqué le FC Barcelone dans un communiqué. Le club "procédera à la formalisation immédiate de l'inscription du joueur Joan Garcia", recruté cet été, a-t-il ajouté.

INTOXICATION ALIMENTAIRE :

Un des problèmes le plus fréquent pendant l'été

Les intoxications alimentaires constituent l'un des problèmes de santé les plus fréquents durant la période estivale, en raison de la hausse des températures favorisant une prolifération rapide des bactéries dans les aliments, en l'absence de conditions de conservation et d'hygiène, d'où la nécessité de renforcer davantage la vigilance et le contrôle afin de préserver la santé publique.

En effet, on explique une intoxication alimentaire comme une infection digestive généralement liée à la consommation d'aliments contaminés par des bactéries (campylobacter, salmonelle, E. coli, listeria, etc...). Ces bactéries sont naturellement présentes dans certains des aliments, mais avec cette température élevée, elles ont tendance à augmenter et à se multiplier rapidement. Tout fois, l'intoxication alimentaire est aussi liée à la consommation d'aliments mal manipulés ou non suffisamment cuits. Dans le cadre d'une éventuelle intoxication, différentes symptômes apparaissent immédiatement. En effet, les troubles digestifs causés par l'intoxication alimentaire se manifestent par les symptômes survenant généralement durant les 24H qui suivent l'ingestion de l'aliment responsable. Les principaux symptômes sont : «nausées, vomissements, douleurs abdominales, diarrhée, maux de tête et fatigue, fièvre élevée (peu fréquente)». À savoir que, les personnes les plus à risque sont, « les personnes âgées, les jeunes enfants du fait que leur système immunitaire est fragile, les femmes enceintes, les personnes qui souffrent de maladies intestinales chroniques ou des maladies qui affaiblissent le système immunitaire, tout comme, les cancers, la maladie de Crohn, etc... ». Cependant, une personne adulte en bonne santé n'est pas à exclu-



re car l'intoxication alimentaire n'épargne personne surtout avec les nombreuses tentations de l'été (Fast Food, crudités, fruits de mer, etc...).

COMMENT PRÉVENIR UNE INTOXICATION ALIMENTAIRE ?

- avoir ce réflexe de se laver soigneusement les mains avec de l'eau et du savon, avant de préparer vos repas et avant de manger.
 - bien rincer les fruits et légumes avant de les manger.
 - entreposer et conserver vos aliments à des températures adéquates, tout en conservant convenablement les aliments crus, idéalement dans des boîtes avec couvercles ou les couvrir avec de la cellophane pour les protéger de l'air.
 - bien cuire les aliments (viande, poisson, poulet, œufs, légumes, etc...).
 - choisir des produits laitiers pasteurisés.
- Pour rappel, le ministère de la Santé a lancé récemment, un appel urgent aux citoyens pour le respect strict des mesures préventives et d'hygiène visant à prévenir les cas d'intoxication alimentaire, et ce, de l'achat des produits jusqu'à leur consom-

mation. Dans un communiqué, «le ministère insiste sur la nécessité d'une vigilance renforcée et d'un comportement responsable», soulignant que «la moindre négligence peut entraîner des intoxications graves». En effet, parmi les principales recommandations émises, le ministère appelle à la prudence dès l'acte d'achat, en évitant tout produit exposé à l'air libre ou au soleil, notamment le pain, l'eau minérale, les œufs, les boissons gazeuses et les produits laitiers. Il est également crucial de vérifier les dates de péremption, notamment pour les produits laitiers et les conserves. Les autorités sanitaires recommandent d'éviter l'achat de boîtes de conserve gonflées ou déformées, signes d'une altération du contenu. Concernant la conservation des denrées sensibles (viandes, poissons, œufs, produits laitiers, pâtisseries), celles-ci doivent impérativement être réfrigérées avant l'achat et placées rapidement au frais dès le retour à domicile. Le ministère déconseille formellement de recongeler un aliment après sa décongélation, et attire l'attention sur la qualité des pâtisseries, qui ne doivent pas être laissées à la chaleur avant d'être consommées. Autre recommandation : consommer immédiatement les plats froids après leur préparation, en évitant de les laisser à température ambiante plus d'une heure. Idéalement, ces plats doivent être préparés et consommés dans la même journée.

QUE FAIRE EN CAS D'INTOXICATION ?

Voici les bons gestes à suivre en cas d'intoxication :

- boire suffisamment d'eau minérale (riche en Sodium) pour éviter la déshydratation et compenser la perte en sels minéraux.
- éviter de manger des aliments trop gras, trop épicés ou riches en fibres.
- prendre un temps de repos.
- favoriser une alimentation plutôt liquide (soupe, purée, yaourt, etc...).
- en cas de diarrhée, favoriser une alimentation anti-diarrhéique en consommant du riz, des bananes, etc...
- Si les symptômes persistent au bout de deux jours ou si les vomissements sont de manière incontrôlable avec fièvre, il faut consulter un médecin en urgence. Les enfants et personnes âgées (les personnes à risque) doivent consulter immédiatement après l'apparition des premiers symptômes.

LA PCH RASSURE :

«Le taux de disponibilité des médicaments vitaux dépassait 93% au niveau national»

Suite aux informations récemment relayées sur certains réseaux sociaux concernant une prétendue pénurie de médicaments anticancéreux et de médicaments destinés aux hôpitaux, la Pharmacie centrale des hôpitaux(PCH) a publié un communiqué pour rassurer l'ensemble des patients ainsi que l'opinion publique nationale. Selon la source, «La (PCH) rassure tous les malades et l'opinion publique nationale que le taux de disponibilité de ces médicaments vitaux dépassait 93% au niveau national, tout en assurant l'approvisionnement continu et suffisant afin de couvrir les besoins de l'ensemble des établissements hospitaliers». D'après la Pharmacie centrale, «aucun cas de pénurie n'a été enregistré», soulignant qu'«au contraire, une plateforme électronique reliée aux hôpitaux permettant de connaître et d'évaluer le stock de médicaments existe au niveau de la PCH», d'autant plus qu'«elle œuvre de manière permanente, régulière et continue à fournir ces médicaments à tous les malades, à travers une coordination rigoureuse avec l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement afin de garantir l'accès au traitement pour chaque patient en temps voulu et sans interruption».

84 MILLIARDS DA CONSACRÉ À L'ACQUISITION DE MÉDICAMENTS

Dans le cadre de cet engagement, a ajouté la même source, «la PCH a consacré le plus grand budget de son histoire à l'acquisition de médicaments, particulièrement des anticancéreux, soit un montant de 84 milliards DA, sans oublier le montant restant de son budget destiné à la couverture de tous les besoins médicaux des hôpitaux, conformément aux directives du ministère de la Santé, et ce dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action pour le malade (PAM)». A noter qu'«une grande partie de ce budget record est dédiée à l'acquisition de médicaments innovants et de qualité supérieure, permettant aux patients de bénéficier de protocoles thérapeutiques internationaux de pointe, afin d'améliorer la prise en charge sanitaire et d'être au diapason des normes médicales internationales», précise la même source. La PCH a, en outre, relevé que «certains médicaments, locaux ou importés, pouvant enregistrer une pénurie au cours de cette année, font l'objet d'un suivi et de mesures pratiques pour assurer des substituts, quelle que soit leur nature, en fonction des besoins des hôpitaux», soulignant qu'elle «veille à s'acquitter de son rôle conformément aux lois et règlements en vigueur», a conclu le communiqué.

BON À SAVOIR :

10 aliments qui ont le plus d'impact sur l'immunité

L'ail : l'ail est réputé pour ses propriétés antibactériennes et antivirales, renforçant ainsi les défenses naturelles.

Le gingembre : ce rhizome est un stimulant immunitaire naturel, idéal pour prévenir les infections.

Les oranges : les agrumes sont riches en vitamine C et incontournables pour booster l'immunité.

Les épinards : pleins de vitamines A, C et de fer, les épinards aident à maintenir un système immunitaire fort.

Les yaourts : les probiotiques présents dans les yaourts aident à équilibrer la flore intestinale, améliorant ainsi l'immunité.

Les noix : remplies de zinc, les noix sont excellentes pour renforcer les défenses.

Le brocoli : riche en antioxydants et en vitamine C, le brocoli booste les défenses immunitaires.

Le thé vert : les polyphénols du thé vert ont des effets antioxydants et anti-inflammatoires, soutenant ainsi l'immunité.

Les baies : les fraises, les myrtilles et les framboises sont chargées en antioxydants, idéales pour lutter contre les radicaux libres.

Le curcuma : la curcumine, composé actif du curcuma, a des propriétés anti-inflammatoires et antioxydantes bénéfiques pour l'immunité.

En incorporant ces aliments dans notre alimentation quotidienne, en quantité raisonnable, il est possible d'aider le corps à rester fort et résistant face aux agressions extérieures. Il est essentiel de varier l'alimentation pour bénéficier d'une large gamme de nutriments essentiels à une immunité optimale.

Ania N.

L. Zeggane

L. Z.

CHINE

Hausse de la production industrielle en juillet

La production industrielle à valeur ajoutée de la Chine a augmenté de 5,7% en glissement annuel en juillet, selon les données officielles publiées hier.

La croissance a ralenti par rapport à la hausse de 6,8% enregistrée en juin, selon les données publiées par le Bureau d'Etat des statistiques. Au cours des sept premiers mois de l'année, la production industrielle chinoise a augmenté de 6,3% en comparaison avec la même période l'année dernière. La produc-



tion industrielle mesure l'activité des grandes entreprises présentant chacune un chiffre d'affaires annuel issu de leurs activités principales d'au-

moins 20 millions de yuans (environ 2,8 millions de dollars). Une analyse détaillée des données montre que la valeur ajoutée du secteur manufac-

turier a augmenté de 6,2% en glissement annuel en juillet, tandis que celle du secteur minier a progressé de 5%. La valeur ajoutée du secteur de la production et de la fourniture d'électricité, de chauffage, de gaz et d'eau a augmenté de 3,3%.

La production de véhicules à énergie nouvelle et celles de circuits intégrés et de robots industriels ont respectivement bondi de 32,9%, 10,4% et 32,9% en glissement annuel entre janvier et juillet. Les données publiées vendredi montrent également que les ventes au détail de biens de consommation, un indicateur important de la vitalité de la consommation dans le pays, ont augmenté de 4,8% en glissement annuel au cours des sept premiers mois, tandis que les investissements en capital fixe ont progressé de 1,6%.

R. I.

PAKISTAN

30 morts en 24h dans des pluies liées à la mousson estivale

Des pluies torrentielles ont causé la mort de 30 personnes en 24 heures dans le nord du Pakistan, ont annoncé, hier, les autorités, portant à plus de 300 le nombre de morts, pour près de moitié des enfants, depuis le début de la mousson fin juin. Les victimes ont été "tuées dans l'effondrement de leur maison" ou "lorsque leurs véhicules ont été pris dans des glissements de terrain", a indiqué à des médias une porte-parole de l'Autorité de gestion des catastrophes. La majorité des décès ont été recensés dans la province montagneuse du Khyber-Pakhtunkhwa, frontalière de l'Afghanistan. Là, "dans le district de Bajaur, une averse torrentielle a emporté plusieurs maisons, piégeant plus de 20 personnes sous les décombres", a détaillé la porte-parole. Seize corps ont jusqu'ici été

retrouvés, ont indiqué des responsables. "Dans le district de Lower Dir, l'effondrement de toits a fait cinq morts (...) tandis qu'à Mansehra, un véhicule a plongé dans une gorge, tuant deux personnes", précisent encore les autorités. Sept autres personnes ont trouvé la mort au Cachemire, ajoutent-elles. Les pluies torrentielles qui frappent le Pakistan depuis le début d'une mousson estivale qualifiée d'"inhabituelle" par les autorités ont fait plus de 320 morts, pour près de moitié des enfants. En juillet, le Pendjab, où vivent près de la moitié des 255 millions de Pakistanais, a enregistré des précipitations de 73% supérieures à celles de l'année précédente. Durant ce seul mois, la province a recensé plus de morts que sur la totalité de la mousson précédente. Les autorités préviennent que les pluies vont encore

s'intensifier d'ici la fin de la mousson d'été, mi-septembre. La mousson apporte 70 à 80% des précipitations annuelles en Asie du Sud entre juin et septembre et est vitale pour la subsistance de millions d'agriculteurs dans une région qui compte environ deux milliards d'habitants. Mais elle peut aussi causer des inondations dévastatrices comme en 2022, lorsque des pluies torrentielles avaient affecté près d'un tiers du pays et plus de 33 millions de personnes. Quelque 1.700 personnes avaient alors été tuées et une importante part des récoltes avait été perdue. Le Pakistan est l'un des pays du monde les plus vulnérables aux effets du changement climatique et ses habitants subissent des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquemment.

R. I.

INDE

Au moins 56 morts dans des inondations au Cachemire

De violentes coulées de boue provoquées par des pluies torrentielles qui se sont abattues jeudi sur un village himalayen du Cachemire sous administration indienne ont fait au moins 56 morts, a annoncé à des médias un responsable local. Il s'agit de la deuxième catastrophe majeure causée par des inondations meurtrières en Inde en août. "La nouvelle est tragique", a déclaré le ministre en chef du Cachemire, Omar Abdullah, dans un communiqué, en évoquant un "nuage de pluie" intense qui a frappé le district de Kishtwar. Une foule s'est rassemblée à l'hôpital de Kishtwar tandis que des personnes transportaient certains

blessés sur des civières. "Cinquante-six corps sans vie ont été retrouvés", a dit à des médias Mohammad Irshad, un haut responsable de la gestion des catastrophes. Quelque 80 personnes sont encore portées disparues et 300 ont été secourues parmi lesquelles "50 sont gravement blessées", toutes transportés vers des hôpitaux à proximité, a-t-il précisé.

Un précédent bilan faisait état de 38 personnes décédées et 62 autres blessées. "Des chances existent de retrouver d'autres corps", a déclaré plus tôt Pankaj Kumar Sharma, commissaire de police du district de Kishtwar. Une vidéo postée sur les réseaux sociaux montrait des sauve-

teurs alignant les corps sans vie sur un sol boueux et les recouvrant de linéaux blancs près du site de la catastrophe. Les équipes de secours risquent d'avoir des difficultés à atteindre la zone. Les routes ont déjà été endommagées par plusieurs jours de violentes tempêtes. La zone se trouve à plus de 200 kilomètres par la route de la principale ville de la région, Srinagar.

"Toute l'aide nécessaire sera apportée aux personnes dans le besoin", a déclaré le Premier ministre indien, Narendra Modi. Le 5 août, des inondations ont balayé la ville himalayenne de Dharali, dans l'Etat indien de l'Uttarakhand, et l'ont recouverte de boue. Le

bilan de cette catastrophe s'élève probablement à plus de 70 morts, mais il n'a pas encore été confirmé. Les inondations et les glissements de terrain sont fréquents pendant la saison de la mousson, de juin à septembre, mais des experts affirment que le changement climatique, associé à un développement mal planifié, augmente leur fréquence et leur gravité.

L'Organisation météorologique mondiale a déclaré l'année dernière que les inondations et les sécheresses étaient un "signal d'alarme", car le changement climatique rend le cycle de l'eau sur la planète de plus en plus imprévisible.

R. I.

ELLE REMET EN QUESTION LE
CALENDRIER DES BAISSSES
DE TAUX DE LA FED

Une nette hausse des prix à la production aux Etats-Unis

Les Bourses mondiales ont évolué sans direction commune jeudi, les investisseurs évaluant une nette hausse des prix à la production aux Etats-Unis, qui vient remettre en question le calendrier des baisses de taux de la Réserve fédérale (Fed). En Europe, la Bourse de Paris a terminé en hausse de 0,84%, Francfort de 0,79%, Milan de 1,11% et Londres de 0,13%. A Wall Street, le Dow Jones (-0,02%) et l'indice Nasdaq (-0,03%) ont tous les deux terminé à l'équilibre.

L'indice élargi S&P 500 (+0,03%) était également quasiment stable mais a tout de même réussi à grappiller un record en clôture, à 6.468,54 points. Les prix à la production aux tats-Unis ont nettement plus augmenté qu'escompté au mois de juillet, avec une hausse marquée dans les services. Sur un mois, l'indice PPI a progressé de 0,9% après être resté stable en juin, une augmentation bien plus marquée que ne le préoyaient les analystes. Vers 20H30 GMT, face à la monnaie unique, le dollar montrait de 0,49% à 1,1648 dollar pour un euro.

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans se tendait nettement à 4,28% contre 4,23% à la clôture mercredi. Côté pétrole, le prix du baril de Brent de la mer du Nord a avancé de 1,84% à 66,84 dollars et le baril de West Texas Intermediaire a gagné 2,09% à 63,96 dollars. Le bitcoin a touché un nouveau record jeudi à 124.514,59 dollars, poussé par des achats institutionnels, une législation favorable aux Etats-Unis et la perspective d'une reprise des baisses de taux américains. Vers 20H35 GMT, il ne s'échangeait plus qu'à 118.185,88 dollars.

R. I.

LE PARLEMENT DOIT ENCORE
APPROUVER SA NOMINATION ET
SON PROGRAMME

Le président lituanien nomme Inga Ruginiene nouvelle Première ministre

Le président lituanien Gitanas Nausėda a nommé jeudi la députée social-démocrate Inga Ruginiene au poste de Première ministre, à la suite de la démission de l'ancien chef du gouvernement, visé par une enquête pour corruption. "Certains détails de la biographie de Mme Ruginiene méritent une attention particulière.

C'est pourquoi notre première réunion a duré deux heures, ce qui est assez inhabituel", a déclaré M. Nausėda à la chaîne publique lituanienne LRT après sa rencontre avec la candidate. Le Parlement doit encore approuver Mme Ruginiene ainsi que son programme et son nouveau cabinet, après la démission du gouvernement de coalition dirigé par Gintautas Paluckas la semaine dernière. Agée de 44 ans, Inga Ruginiene a précédemment occupé les postes de vice-présidente de la Confédération européenne des syndicats et de dirigeante de la Confédération des syndicats de Lituanie. Elle a été élue pour la première fois au Parlement l'an passé.

R. I.

UKRAINE

Les installations du complexe militaro-industriel détruites par les forces russes

Le ministère russe de la Défense a mené conjointement avec le FSB une opération contre des installations du complexe militaro-industriel ukrainien. Selon Moscou, « ces sites, soutenus par l'Allemagne et des experts étrangers, participaient au développement du système de missiles tactiques «Sapsan», capable de frapper le territoire de la Russie.



R. I.

«Conjointement avec le ministère russe de la Défense, le FSB russe a mené une opération spéciale visant à détruire des installations du complexe militaro-industriel ukrainien impliquées dans la construction d'un système de missiles tactiques», a fait savoir le FSB ce 14 août. Le FSB a établi que grâce au soutien financier de l'Allemagne et à l'assistance de spécialistes étrangers, des entreprises de défense situées dans les régions ukrainiennes de Dniepropetrovsk et de Soumy concevaient et fabriquaient des systèmes de missiles tactiques à moyenne portée «Sapsan», capables d'effectuer des frappes à l'intérieur de la Russie. Le FSB russe a reçu les coordonnées exactes des bâtiments et des installations des entreprises impliquées dans la fabrication des systèmes de missiles, ainsi que celles des systèmes de défense aérienne et de leur couverture, qui ont été détruits par des tirs

des forces armées russes. «Les actions coordonnées des forces de sécurité russes ont permis d'éliminer la menace de destruction de cibles situées en profondeur du territoire de la Fédération de Russie, de détruire la base technique de production de missiles balistiques à longue portée ukrainiens et d'empêcher à long terme la mise en œuvre du projet Sapsan par l'Ukraine», a souligné le Service fédéral de sécurité russe. Selon le FSB, les dommages causés au complexe militaro-industriel ukrainien par cette opération sont colossaux et dépassent ceux subis par la Russie lors de l'opération «Paoutina» («Toile d'araignée») menée par Kiev en juin dernier. Pour rappel, des drones ukrainiens avaient frappé le 1er juin des sites de déploiement des bombardiers stratégiques

russes. Pour la première fois, la Sibérie avait été touchée. Des drones FPV avaient attaqué des installations militaires dans les régions de Mourmansk, Irkoutsk, Ivanovo, Riazan et le territoire du fleuve Amour. Aucune information n'avait été communiquée concernant d'éventuelles victimes parmi le personnel militaire et civil.

«KIEV EN PLEINE HYSTÉRIE, LA VEILLE DU SOMMET POUTINE-TRUMP»

La veille du sommet entre les présidents Vladimir Poutine et Donald Trump, d'Alaska, les villes de Belgorod et de Rostov-sur-le-Don ont été frappées, jeudi, par les forces ukrainienne faisant plus d'une quinzaine de blessés. Pour Moscou «On dirait que Kiev est en pleine hystérie à l'approche du sommet de l'Alaska (hier vendredi :NDLR)»,

a déclaré jeudi, sur sa chaîne Telegram, Rodion Mirochnik, ambassadeur russe itinérant pour les crimes du régime de Kiev. Le diplomate réagissait à une attaque de drone, signalée plus tôt dans la matinée par le gouverneur de la région de Belgorod, Viatcheslav Gladkov, qui a fait état de trois blessés, dont un grave. «Il ne s'agit pas d'une attaque menée par un pays civilisé, mais d'une attaque menée par un individu sans foi ni loi, habitué à combattre des civils», a ajouté Mirochnik. Moins d'une heure plus tard, Gladkov a diffusé un extrait d'une vidéo de surveillance où l'on voit une voiture, au milieu du trafic routier, exploser. «Le moment où un drone ukrainien a percuté une voiture dans le centre de Belgorod», a commenté le responsable russe. Ce dernier avait, entretemps, signalé une attaque de drone «pour la quatrième fois» contre le bâtiment du gouvernement régional. Dans la foulée, Gladkov a appelé les agences et organisations publiques à recourir au maximum au télétravail au cours des deux prochains jours. Il a par ailleurs annoncé la fermeture – pour raisons de sécurité – des parcs, places, plages et lieux fréquentés à Belgorod et dans sa région, également pour les deux prochains jours. En début d'après-midi, le gouverneur de Belgorod a signalé qu'une femme avait été blessée dans une autre attaque ukrainienne contre une habitation de Razoumnoe, une commune au sud-ouest de la capitale régionale.

R. I.

POUR LES ACTIFS GAZIERS DE JAFURAH

La saoudienne Aramco signe un contrat de location-bail de 11 milliards de dollars

L'entreprise saoudienne Aramco a annoncé jeudi la signature d'un accord de location-bail de 11 milliards de dollars américains pour ses actifs de traitement de gaz de Jafurah avec un consortium d'investisseurs internationaux, marquant un afflux majeur d'investissements directs étrangers dans le secteur énergétique du Royaume. L'accord est mené par des fonds gérés par Global Infrastructure Partners (GIP), une filiale de BlackRock, société mondiale de gestion d'investissements basée à New York, a révélé la société dans un

communiqué. Jafurah est le plus grand projet de développement gazier non associé d'Arabie saoudite. Il constitue un élément clé du plan d'Aramco visant à augmenter sa capacité de production de gaz de 60 % entre 2021 et 2030, afin de répondre à la demande croissante. Dans le cadre de la transaction, une filiale nouvellement créée, Jafurah Midstream Gas Company (JMGC), louera les droits de développement et d'utilisation de l'usine de gaz du champ de Jafurah et de l'installation de fractionnement de NGL de Riyas, et les louera à Aramco pendant 20 ans.

JMGC recevra un tarif payable par Aramco en échange de l'octroi à Aramco du droit exclusif de recevoir, de traiter et de traiter le gaz brut de Jafurah. Aramco détiendra une participation majoritaire de 51 % dans JMGC, les 49 % restants étant détenus par des investisseurs dirigés par GIP. La transaction, qui n'imposera «aucune restriction sur les volumes de production d'Aramco, devrait être conclue dès que possible», sous réserve, selon la même source, des conditions de clôture habituelles.

R. I.

L'AGENCE ITALIENNE POUR LE NUMÉRIQUE

«Piratage de dizaines de milliers de passeports dans des hôtels»

Des dizaines de milliers de scans de papiers d'identité de touristes ont été volés sur les serveurs d'hôtels italiens et mis en vente sur le dark web, a alerté l'Agence italienne pour le numérique (Agid). L'Agid «a détecté une activité de vente illégale de documents d'identité qui auraient été dérobés à des

hôtels opérant sur le territoire italien», a-t-elle annoncé dans un communiqué. «Il s'agit de dizaines de milliers de scans en haute résolution de passeports, cartes d'identité et autres documents d'identité utilisés par les clients lors des opérations de check-in», a précisé la même source. L'agence, dans plusieurs

communiqués successifs ces derniers jours, évoque près de 100.000 documents ainsi volés. L'auteur ayant mis en vente ces documents, connu sous le pseudonyme «mydocs», a déclaré les avoir obtenus «grâce à des accès non autorisés à des systèmes informatiques, entre juin et août 2025». Au total, dix hôtels instal-

lés sur le territoire italien sont concernés par ce piratage, mais «il n'est pas exclu que d'autres cas puissent émerger dans les jours à venir», avertissent les autorités. L'agence alerte également sur les «conséquences pour les victimes qui peuvent être graves, tant sur le plan économique que légal», rappelant que

ces données, une fois dérobées, «peuvent être utilisées à des fins frauduleuses: création de faux documents, ouverture de comptes bancaires, usurpation d'identité numérique». Les hôtels et plateformes de réservations d'hôtels sont régulièrement cibles de cyberattaques.

R. I.

L'USPO ANNONCE 90 % DES PHARMACIES FRANÇAISES EN GRÈVE AUJOURD'HUI

«La réduction des remises sur les médicaments génériques menace la survie des officines»

Les pharmacies françaises ferment leurs portes aujourd'hui, pour protester contre la réduction des remises sur les médicaments génériques.

Cette mesure, visant des économies de santé, «menace la survie des officines» affirment les syndicats, qui redoutent la fermeture d'un tiers du réseau. Aujourd'hui, «environ 90 % des pharmacies françaises baisseront le rideau, selon l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (Uspo). Cette grève massive, soutenue par la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF) et d'autres organisations, vise à dénoncer la baisse progressive des remises commerciales sur les médicaments génériques dans un contexte de crise pour les enseignes alors que la France est toujours sous la menace de pénuries.

«RISQUE DE FERMETURE DE 6 000 PHARMACIES, SOIT UN TIERS DU RÉSEAU»

Dès le 1er septembre, ces remises, plafonnées à 40 % jusqu'à présent, passeront à 30 %, puis à 20 % d'ici 2027. Cette réforme, inscrite dans un plan gouvernemental pour économiser 1,7 milliard d'euros sur la santé en 2025, dont 500 millions sur les médicaments, suscite une vive colère dans la profession. Les remises sur les génériques, vitales pour les marges des pharmaciens, permettent de compenser des charges croissantes et des difficultés de recrutement. Selon les syndicats, cette mesure pourrait entraîner la fermeture d'environ 6 000 pharmacies, soit un tiers du réseau national. En 2024, 260 officines ont déjà fermé, et 140 depuis janvier 2025.

«C'est un modèle de société que nous défendons, celui des pharmacies de proximité», insiste Philippe Besset, président de la FSPF, qui rejette un «modèle à l'américaine» de grandes chaînes et estime que de nombreuses mesures peuvent être prises pour faire des économies sans augmenter la franchise.

R. I.

**Recette
du jour****Loubia algerienne,
Haricots Blancs en
sauce**

Ingrédients pour 4 personnes:

- 125 g haricots blanc sec trempés la veille
- 3 tomates broyées en conserve pour moi
- 1 c-a-soupe sauce tomate
- 1 gousse d'ail
- 1 branche de céleri ainsi que les feuilles
- 1 carotte
- sel
- 1 c-a-soupe Paprika
- 1/2 c-a-café cumin
- 1/2 c-a-café curcuma
- 1/2 c-a-café gingembre

Garniture :

- Huile d'olive
- vinaigre

INSTRUCTIONS

1 Commencer par nettoyer les légumes (céleri et carotte) et les couper en mirepoix, émincer l'oignons et écraser l'ail.

2 Chauffer l'huile d'olive (2 c-a-s) dans la cocotte, et faire revenir l'oignons émincé, ajouter les haricots égouttés, les tomates mixées, la sauce tomate, les légumes (carotte, céleri, et l'ail), les épices (sel, poivre noir, cumin, gingembre, paprika et curcuma).

3 Mouiller avec un petit verre d'eau et laisser imprégner les épices 3 minutes.

Ne pas oublier d'ajouter les feuilles de céleri.

Ajouter l'eau suffisamment pour couvrir les haricots (il faut assez d'eau car les haricots absorbent). Laisser cuire à couvert (personnellement je laisse cuire 30 min après le sifflement en réduisant le feu si les haricots ne sont pas assez cuit je continue la cuisson avec un couvert sans fermer la cocotte et je surveille ma cuisson).

5 Servir la soupe aux haricots avec un filet d'huile d'olive arroser de vinaigre, et parsemer de cumin. (le vinaigre apporte un goût très agréable à la soupe).

Cuisson dans une marmite conventionnelle :

1 Mélanger tous les ingrédients dans une grande marmite à fond épais. Ajoutez ensuite 2 litres d'eau et portez à ébullition rapide.

2 Couvrez et laissez mijoter les haricots blancs à feu moyen pendant environ 1 1/2 heures, ou jusqu'à ce que les haricots soient tendres et que la sauce soit épaisse.

3 Remuez de temps en temps pendant la cuisson (ajoutez un peu d'eau au besoin).

Gâteau du Jour**Cake chocolat noir
aux épices et au miel****Ingrédients :**

- 175 g Chocolat noir
- 175 g Sucre
- 125 g Beurre
- 175 g Farine (+ 1 c. à soupe)
- 4 Oeuf
- 2 c. à café Levure
- 2 c. à soupe Miel toutes fleurs
- 125 g Gingembre confit
- 2 pincées Vanille en poudre
- 2 pincées Anis étoilé en poudre
- 2 pincées Quatre-épices
- 2 pincées Clou de girofle en poudre

RÉALISATION

1 Allumez le four sur th. 5 (150 °C). Beurrez un moule à cake de 24 cm.

2 Coupez le gingembre en petits dés. Mettez-les dans un bol avec 1 c à soupe de farine. Versez 175 g de farine, la levure et toutes les épices dans un saladier. Mélangez.

3 Cassez le chocolat en morceaux, faites-les fondre au bain-marie ou au micro-ondes. Lissez le mélange, incorporez le beurre en mélangeant puis le miel.

4 Cassez les œufs dans une terrine, versez le sucre, fouettez jusqu'à ce que le mélange blanchisse. Ajoutez le chocolat fondu et fouettez encore quelques secondes afin de bien l'incorporer.

5 Ajoutez le mélange farine-épices, puis les dés de gingembre. Mélangez délicatement et versez la pâte dans le moule.

6 Glissez au four et laissez cuire 40 à 45 min, jusqu'à ce que le cake soit gonflé et doré. Retirez du four, laissez reposer 10 min puis démoulez.

7 Laissez complètement refroidir avant de servir.

**Conseil du jour****COMMENT DIRE «NON»**

Adressez-vous individuellement à l'enfant

Soyez ferme mais non agressive

Adressez des instructions positives

Privilégiez le «stop» plutôt que le «non»

Formulez une consigne à la fois

Fixez les limites et les interdits

**Le saviez-vous ?**

manger des patates douces régulièrement...



La patate douce semblable au pancréas l'aide à réguler la glycémie. Riche en antioxydants elle protège des maladies dégénératives.

Bon à savoir !**COMMENT VÉRIFIER LA MATURITÉ DE TES AVOCATS ?**

- Pas assez mûr: mettre dans un saladier avec d'autres fruits.
- Mûr: non à consommer directement.
- Trop mûr: à utiliser dans une recette.

**Astuce du jour:**

Balai : l'astuce facile et parfaite pour l'utiliser comme des pros du ménage

pour mettre cette astuce en pratique, vous aurez besoin d'utiliser le scotch, de préférence du grand, à appliquer sur un bord du balai, qui vous permet d'atteindre certains espaces sous les meubles, les lits ou les canapés. Un adhésif double-face est sûrement plus

simple à utiliser, car il sera plus facile à fixer au balai, et il sera plus facile de le faire adhérer.

**CITATION
DU JOUR**

« Il faut se concentrer sur ce qu'il nous reste et non sur ce qu'on a perdu. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNB Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : L'Entreprise Nationale de communication,
d'Edition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

FESTIVAL CULTUREL NATIONAL DE MUSIQUE ACTUELLE À GUELMA

Tomber de rideau sur la 13^e édition

Le rideau est tombé, mercredi soir à Guelma, sur le 13^{ème} Festival culturel national de musique actuelle (10-13 août) à l'issue d'un concert de chants Aïssaoua animé par cheikh Kassimou et sa troupe.

Lors de cette soirée de clôture, pour la tenue de laquelle les organisateurs ont préféré la maison de la culture Abdelmadjid-Chaïfa au lieu du théâtre romain qui a avait accueilli jusque-là le festival, la troupe de cheikh Kassimou a interprété plusieurs morceaux puisés du patrimoine authentique du genre Aïssaoua que le public, constitué essentiellement de familles, a particulière-



Ph: DR

ment appréciés.

Cheikh Kassimou, l'une des figures artistiques les plus connues dans la wilaya de Guelma, et la troupe de musiciens l'accompagnant, ont réussi une

fusion originale entre le chant mystique, tout en louanges à Dieu et à son Prophète, et une instrumentation moderne qui a mis en valeur le morceau "Koumou Sabbihou Allah ya aâchiki-

ne Rassoul Allah" que l'assistance a écouté avec recueillement. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de clôture, le commissaire du festival, Karim Baali, se félicitant de la bonne organisation qui a permis aux familles de vivre d'agréables moments, a estimé que cette édition a été "une réussite sur les tous les plans au regard, en particulier, à l'affluence importante du public, aussi bien au théâtre romain qu'à la maison de la culture". M. Baali a ajouté que cet événement culturel national a offert l'occasion à des artistes connus d'être au contact de leurs fans, tout en permettant à de jeunes artistes de faire étalage de leur talent naissant.

Le festival de musique actuelle a été animé, durant 4 soirées, par 10 artistes et groupe musicaux de diverses régions du pays qui ont suscité un bel engouement du public.

CHLEF

Ouverture aujourd'hui de la semaine culturelle de la wilaya de Souk Ahras

La wilaya de Chlef accueillera, samedi prochain, la semaine culturelle de la wilaya de Souk Ahras, dans le cadre des échanges culturels inter-wilayas visant à valoriser le patrimoine local. a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction de la culture et des arts. Selon le directeur du secteur, Mahmoud Djamel Hasnaoui, cet événement, qui se poursuivra jusqu'au 21 août, s'inscrit dans le cadre des orientations du ministère de tutelle visant à animer la scène culturelle locale durant la saison estivale. Il s'agit de la troisième manifestation du genre organisée cet été au musée public national "Abdelmadjid Meziane" de Chlef,

après les semaines culturelles consacrées à M'sila et Naâma, qui ont rencontré un franc succès et attiré un large public curieux de découvrir le patrimoine et les traditions de ces wilayas. Le programme de la semaine culturelle de Souk Ahras prévoit des expositions d'artisanat dans le hall du musée, des spectacles folkloriques, des soirées musicales aux rythmes du chaâbi, du malouf et Aïssaouia, en plus de la projection d'un documentaire sur l'érudit Chihab Eddine Ettifachi et des déclamations de poèmes. En clôture, la délégation de Souk Ahras visitera plusieurs sites touristiques et historiques de Chlef. Par ailleurs, le secteur de la culture à

Chlef s'attelle à la préparation d'un riche programme pour promouvoir le patrimoine de Chlef, avec des déplacements prévus en septembre et octobre à M'sila, Naâma et Souk Ahras.

Toujours au titre de l'animation de la saison estivale, la bibliothèque publique de lecture de Chlef a récemment organisé un atelier de dessin et de lecture pour les enfants du camp estival de Ténès. Cette initiative a permis de mettre en lumière les talents artistiques des jeunes participants, de promouvoir la culture de la lecture et de stimuler leur esprit à travers des concours culturels et intellectuels.

SELON LA COUR SUPRÊME SUD-CORÉENNE

La chanson Baby Shark n'est pas un plagiat

Le compositeur américain Johnny Only accusait la start-up sud-coréenne SmartStudy d'avoir copié son titre de 2011. Une mélodie entêtante. En pleine polémique sur des accusations de plagiat, la Cour suprême sud-coréenne a décidé jeudi que le tube viral pour enfants Baby Shark n'était pas un plagiat. Elle a ainsi confirmé le jugement d'un tribunal de première instance qui avait débouté la plainte d'un compositeur américain. Avec ses paroles entraînantes « Baby Shark doo doo doo », la vidéo « Baby Shark Dance » est la plus regardée de la plateforme de vidéos YouTube, avec plus de 16 milliards de vues, soit environ le double de celles de Despacito (Luis Fonsi) ou de la chanson pour enfants Wheels on the Bus.

En 2019, le compositeur new-yorkais Johnny Only a intenté une poursuite à Séoul, en invoquant qu'à travers la chanson Baby Shark (2015), la startup éducative sud-coréenne SmartStudy avait copié un de ses titres sorti en 2011. Il a demandé une indemnisation de 30 millions de won

(environ 18.500 euros), accusant la startup d'avoir copié des éléments de son œuvre, notamment sa ligne de basse et son rythme. SmartStudy, désormais connue sous le nom de The Pinkfong Company, a rétorqué que sa version était une adaptation d'une chanson traditionnelle pour enfants d'Amérique du Nord non protégée par le droit d'auteur. Lors d'une interview avec la télé-

vision publique canadienne CBC en 2019, Johnny Only avait déclaré qu'il avait créé une version de Baby Shark adaptée aux tout-petits en 2011, à partir d'une chanson portée sur une attaque de requins sanglante. « J'étais le premier à faire ça (réécrire la chanson), vous savez? Et en gros, la version de Pinkfong fait la même chose, » a-t-il alors déclaré. Un tribunal de première instance

avait acquitté The Pinkfong Company en 2021. La décision avait été confirmée par une cour d'appel en 2023, ce qu'avait contesté Johnny Only. « Tous les appels ont été rejetés et les décisions du tribunal de première instance ont été confirmées, » indiquent les documents judiciaires consultés. Johnny Only et The Pinkfong Company n'ont pas immédiatement donné suite.

EXPOSITION UNIVERSELLE D'OSAKA

Des milliers de visiteurs bloqués toute la nuit

La ligne de métro, reliant le site de la manifestation à la ville, a été interrompue par une panne de courant contraignant des milliers de personnes à dormir sur des bancs ou dans des pavillons transformés en centre d'accueil.

Une trentaine de visiteurs de l'Exposition universelle d'Osaka ont été hospitalisés jeudi après une suspension des services du métro qui a contraint des dizaines de milliers de personnes à passer la nuit sur le site. Mercredi soir, la ligne du métro qui relie l'Expo à la ville d'Osaka a été interrompue par une coupure de courant, provoquant de longues files d'attente à la seule station qui dessert l'évènement, où des

milliers de personnes sont restées coincées pendant des heures. Beaucoup, y compris des familles avec des enfants, ont fini par passer la nuit à l'intérieur et à l'extérieur du site de l'Exposition, certains dormants sur des bancs ou dans des pavillons se transformant en centre d'accueil.

Le service de transport n'a pu être rétabli qu'au petit matin jeudi et 36 personnes ont été envoyées à l'hôpital pour des symptômes tels que des maux de tête et des étourdissements, selon les organisateurs de l'Exposition. Ces derniers se sont excusés pour « les énormes désagréments » causés, attribuant la panne à un court-circuit.

LITTÉRATURE ARABE

L'écrivain égyptien Sonallah Ibrahim est mort à l'âge de 88 ans

L'auteur de Zaat, décédé des suites d'une maladie, s'est imposé comme l'un des écrivains les plus critiques du monde arabe postcolonial. L'écrivain égyptien et figure de la littérature arabe Sonallah Ibrahim est décédé mercredi 13 août à l'âge de 88 ans, des suites d'une maladie, a annoncé le ministère égyptien de la Culture. « Nous avons perdu une figure littéraire exceptionnel », a réagi le ministre Ahmed Fouad Hano, rendant hommage à cet auteur qui « laisse derrière lui un patrimoine littéraire et humain intemporel ». Né au Caire en 1937, Sonallah Ibrahim s'est imposé comme l'un des écrivains les plus critiques du monde arabe postcolonial. Sa plume s'est dressée contre la répression, les soubresauts politiques, le néolibéralisme et l'hégémonie occidentale, notamment dans son pays natal. Son style épuré, presque documentaire, a franchi les frontières : nombre de ses romans ont été traduits en anglais et en français. Son œuvre la plus célèbre, Zaat (1992), brosse le portrait de l'Égypte contemporaine - de la chute de la monarchie en 1952 aux années néolibérales sous le président Hosni Moubarak - à travers le regard ordinaire d'une femme de la classe moyenne. Adapté à l'écran en 2013, le livre a trouvé un écho particulier auprès de la jeunesse égyptienne marquée par le Printemps arabe en 2011, qui a évincé le président Frondeur de longue date, Sonallah Ibrahim a connu l'emprisonnement en raison de ses convictions de gauche sous le régime de Gamal Abdel Nasser - cinq années de détention qui nourriront son premier roman, Cette odeur-là (1966), longtemps interdit. En 2003, il refuse un prestigieux prix littéraire offert par le gouvernement Moubarak, dénonçant un pouvoir qui, selon lui, « opprime son peuple, entretient la corruption et tolère la présence d'un ambassadeur israélien alors qu'Israël tue et viole », en référence aux abus présumés commis dans les Territoires palestiniens pendant la deuxième intifada (« soulèvement » en arabe).

Parmi ses écrits les plus marquants figurent également Le Comité (1981), satire kafkaïenne de la bureaucratie et de la surveillance, et Le Petit Voyeur (2007), récit semi-autobiographique de son enfance durant la Seconde Guerre mondiale.

DISTRACTIONS

« Il y avait tellement de monde à la station qu'on avait l'impression d'être dans un bain de vapeur », a déclaré une femme avec un jeune enfant à la chaîne de télévision locale MBS News mercredi soir. Le personnel a essayé de distraire les visiteurs en illuminant des objets et en diffusant de la musique. Pour certains visiteurs, ce ne fut finalement pas si terrible : « Nous avons fait une promenade nocturne et avons pu visiter tous les pavillons, alors que pendant la journée, nous perdions la moitié de notre temps à faire la queue », a déclaré une autre femme à MBS. « Donc au final, cette expérience reste tolérable », a-t-elle ajouté.

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

HORIZONTALEMENT
1 - Loqueteux - 2 - Fin de messe - Épluchées - 3 - Ça lui appartient - Nid de rapace - Partisans d'Himmler - 4 - Programme - Risque - 5 - Père d'Andromaque - Lettres d'espoir - 6 - De nom - Strontium - Pays - 7 - Préposition - Catégorique - Signe musical - 8 - Courageux - 9 - Agent de liaison - Câble - 10 - Coûteuse - 11 - Canari - Fin de journée - 12 - Menée en bateau - Comprimés.

VERTICALEMENT
1 - Qui occasionne beaucoup de dépenses - 2 - Échelonnement - Possédé - 3 - Divinité de la Terre - Fin de contrat - Stère - Monnaie scandinave - 4 - Plante odorante - Femme d'un raja - 5 - Mèche rebelle - Garniture - 6 - Empereur romain - Barre de fermeture - 7 - Archipel - Étendues - 8 - Laize - Direction - Touffues - 9 - Article - Agrémentées - 10 - Défrichés - Lentille.

Mots fléchés

Fanfaron		Affirmations		Amas		Lichens		Animateur	
Plaisantins		Fleuve africain		Un peu de tout		Durillon		Réceptacle de laboratoire	
Affligeante									
Jetée									
				Patrie de Zénon					Pays
				Arrache les poils					
Religieuses						Quart chaud			
Note						Fils de Noé			
		Deux de trop			Sbires d'Hitler			Bourde	
		Cri de Douleur			En vérité				
Originaires							Fleuve français		
Dépérissement							Touché		
Drame nippon	Prince troyen					Réfléchi			Sorti des urnes
	Terme de tennis					Cube			
		Outil de dessinateur		Brillait sur le Nil	Sévère				
					Suit le docteur				
Vieille note			Fait le hère				Pronom		
Sans chef									
						Défunt			

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Appareil servant à faire du beurre (7 lettres)

G	E	E	H	M	A	U	T	N	A	G	R	A	G	R	E	C	A
V	R	N	S	A	T	N	E	R	E	H	N	I	O	E	O	D	A
E	I	I	I	O	T	N	O	I	T	O	N	N	T	N	E	E	V
E	T	S	V	L	R	I	I	R	A	P	C	R	S	M	E	P	E
R	E	R	E	E	R	O	V	E	N	T	O	T	E	E	T	R	M
I	R	E	A	E	T	E	M	E	I	P	A	N	E	R	N	I	U
O	V	L	C	T	P	O	B	O	M	N	C	N	R	U	E	S	E
T	E	A	E	R	A	C	N	E	T	E	L	I	T	N	R	E	L
S	I	I	I	L	H	P	T	H	E	T	A	A	E	R	A	N	U
I	L	S	A	O	E	O	S	L	Q	D	N	S	R	U	T	O	E
H	E	I	R	N	P	M	N	I	A	U	N	A	U	O	O	L	L
S	R	A	D	E	A	N	E	O	O	M	E	O	G	T	U	E	A
E	L	U	N	C	A	E	F	N	M	N	E	N	B	I	Q	R	M
E	L	S	C	L	T	I	I	A	T	E	R	E	O	I	V	F	R
E	E	O	E	U	E	R	O	L	E	A	T	U	R	T	R	A	O
E	R	R	O	R	E	I	V	I	L	O	I	R	O	E	T	O	N
D	B	D	E	D	I	P	E	R	T	N	I	R	E	S	M	E	M
N	N	O	S	I	A	R	O	D	E	N	S	E	E	I	S	M	

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

AFFECTION - AMERTUME - BOÎTE - BOURRER - CARNE - CONSEILLER - COURTIER - DENSITE - DROMADAIRE - DOUTEUSE - EFFORT - EMPRISE - FORFAIT - FRENETIQUE - GRIMAUD - HÂTE - HARNOIS - INNEE - INTRUS - JOIE - JOVIAL - LOURDEUR - MALADE - MONARCHIE - NAUSE - ABONCE - NERVEUSE - NOUEUX - OSERAIE - OSIER - PRECIEUX - PRESSION - PRIME - QUENOTTE - QUIET - RECOURS - RETRAITEE - REVERS - ROUTE - SALUBRE - SENSATION - SEREIN - SERPE - TITRE - TOURNÉE - TOURTE - TRACTION - UNION - VISEE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS
HORIZONTALEMENT :
1. Repoussant - 2. Entrée - Lue - 3. ST - N.S - Réer - 4. Iéna - Réa - 5. Pré - Contra - 6. Il - Sa - Tons - 7. Snob - Cri - 8. Ces - Lierre - 9. Émeri - EE - 10. Nés - Co - See - 11. Cn - Note - On - 12. Étiement.

VERTICALEMENT :
1. Résipiscence - 2. Entérinement - 3. Pt - Ne - Oses - 4. Orna - Sb - Nô - 5. Ues - Ca - Licol - 6. Se - Ro - Ci - Ôté - 7. Rentrée - E.M - 8. Aléatoires - 9. Nue - Rn - Éon - 10 - Terrasse.

MOTS FLÉCHÉS
HORIZONTALEMENT :
Paillardes - EE - Aisé - Allant - Tp - Lattes - lu - Ne - Oisives - Rail - Rage - Ai - Ri - Elle - Épées - Les - Psi - Cor - Es - Génie - An - Crasses.

VERTICALEMENT :
Railleries - La - Pie - Aléatoire - Sc - Lentilles - Ca - Tés - Gaz - Râ - Sire - Ces - Édité - Vallons - Espièglerie - Ose - Usées - Es.

MOTS MASQUÉS
COMITIALE

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJDID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 16 AOÛT 2025 - PRIX : BOUSTENE- PS.AR. NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 16H30
QUARTÉ - QUINTÉ

Un 2 en 1 qui s'annonce difficile

Ce samedi, à l'hippodrome du Caroubier et dans le prix Boustene support des paris quarté-quinaté, une épreuve ouvert aux chevaux pur sang arabe n'ayant pas totalisé la somme de 346.000 DA en gains et places depuis le 1er janvier 2025, 12 concurrents seront comme à l'accoutumée de départ pour en découdre sur la distance rapide et difficile pour chaque cheval, car elle est ni courte ni longue de 1300m où chaque foulée devra être exploitée avec intelligence pour espérer figurer à l'arrivée. Vu la composante de cette épreuve, ça va nous donner du fil à retordre pour trouver les bons numéros. C'est une course qui s'annonce vive et disputée car l'ensemble des chevaux présents ont déjà été classés dans des courses identique à celle d'aujourd'hui dans les quatre coins de l'Algérie, une autre difficulté qui se pose, cette épreuve a réuni des coursiers de qualité de Tiaret, El-Eulma, Barika, Zemmouri et le champ de course organisateur. Et pour ces raisons nous vous conseillons de prendre en considération l'aptitude de chaque cheval et de chercher du côté des partenaires jockeys et entraîneurs, même les grandes écuries jouent un rôle crucial. Citons les écuries F. Metidji, AL. Feghouli de Taret, l'écurie écuries et Mekideche d'El-Eulma, Lahmici de Barika, L. Boudjemaa de Zemmouri et l'engagement de trois chevaux de la grande écurie Hamiane du Caroubier. Donc, nous serons gâtés ce jour par un beau spectacle hippique et un pari très difficile à décortiquer et c'est un rapport PMU qui rapporte gros.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. **FADHL EL MESK.** Personnellement, avec l'efficacité du crack jockey AB. Attallah, ce mâle alezan de 8 ans aura une grande chance d'avoir une belle place à l'arrivée.
2. **CHAWEL.** Capable du meilleur comme du pire, il mérite cependant d'être retenu

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
H. BOURENANE	1	FADHL EL MESK	AB. ATTALLAH	57	2	PROPRIÉTAIRE
A. HAMIANE	2	CHAWEL	T. ALI OUAR	57	7	S. HAMIANE
A. HAMIANE	3	GHATTAS (0)	C. BOUSSAA	57	10	S. HAMIANE
S. MEKIDECHE	4	FARIDIX	JJ.Y. MOUISSI	57	4	PROPRIÉTAIRE
R. DEHIMI	5	IRTIDJAL	O. CHEBBAH	56	5	PROPRIÉTAIRE
AL. FEGHOULI	6	HANIYA	S. BENYETTOU	55	6	AD. FEGHOULI
F. METIDJI	7	ICARDI	W. HAMOUL	55	1	H. DJELLOULI
L. BOUDJEMAA	8	AL MANSOURAH	AL. TIAR	55	8	N. TIAR
MZ. METIDJI	9	GO D'HEM	AP:AEK. DJELLOULI	55	12	D. DJELLOULI
ABS. LAHMICI	10	JOUMAN GHOZALLETTE	CH. ATTALLAH	54	11	PROPRIÉTAIRE
A. HAMIANE	11	BENHIDAR AL HOCEIN	AP:Y. CHELLAL	53,5	9	S. HAMIANE
ABS. LAHMICI	12	LAND PARK	A. YAHIAOUI	53	3	PROPRIÉTAIRE

en très bon rang dans vos choix car il reste sur de bons résultats.

3. **GHATTAS.** Par rapport à ses sorties, ce protégé de l'écurie A. Hamiane, toutes ses meilleures tentatives dans des parcours comme celui d'aujourd'hui.

4. **FARIDIX.** Très chouchouté par son entourage, ce pensionnaire de l'hippodrome d'El-Eulma ne fera pas le déplacement pour rien surtout qu'il est piloté par son jockey fétiche Mouissi.

5. **IRTIDJAL.** Rien que pour le choix de l'efficace jockey O. Chebbah, il devra faire l'objet de la plus grande attention.

6. **HANIYA.** Elle vient de bien se comporter lors de sa dernière sortie dans le même hippodrome, cette belle femelle grise de Tiaret visera encore cette fois une place sur le podium.

7. **ICARDI.** Toujours dans l'argent, ce jeune pensionnaire de l'écurie F. Metidji jouera les premiers rôles de cette valse hippique.

8. **AL MANSOURAH.** Elle vient de refaire surface, cette accrocheuse, après un repos de 4 mois, par une belle performance, 5e sur un parcours similaire à celui du jour.

9. **GO D'HEM.** Il est la star de cette épreuve.

10. **JOUMAN GHOZALLETTE.** Confiée en la circonstance au grand jockey Chawki Atallah, cette transfuge de Barika qui reste sur d'excellentes performances devrait logiquement terminer dans une belle place à

l'arrivée.

11. **BENHIDAR AL HOCEIN.** Vu le lot présent, ce cheval de 8 ans n'aura pas la tâche facile.

12. **LAND PARK.** Il faudra la surveiller de près, cette fois malgré ses derniers échecs, car elle a cotoyé des chevaux plus robustes et elle a l'avantage de retrouver le jeune A. yahiaoui.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

7. ICARDI - 9. GO D'HEM- 10. JOUMAN GHOZALET - 8. AL MANSOURAH - 1. FADHL EL MESK

LES CHANCES

6. HANIYA - 3. GHATTAS

Démantèlement d'un réseau spécialisé dans l'organisation de harga à Tipasa

Un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer, à partir des côtes de la wilaya de Tipasa, a été démantelé par les services de la sûreté de wilaya, a indiqué mercredi un communiqué de cette institution sécuritaire. La brigade de police judiciaire de la sûreté de daïra de Fouka a réussi, durant la semaine écoulée, à mettre fin aux activités d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de migrants, à travers l'organisation de traversées maritimes clandestines à partir des côtes de Tipasa, précise-t-on dans le communiqué. Les investigations menées par les services concernés ont permis de localiser et de repérer le lieu, où les suspects préparaient une traversée clandestine. Cinq (5) individus ont été arrêtés en flagrant délit, avec la saisie en leur possession de 600 litres de carburant et de huit (8) gilets de sauvetage, selon la même source. Les suspects ont été présentés à la justice pour "trafic de migrants et mise en danger de leur vie et de leur sécurité, tentative de sortie illégale du territoire national en contrepartie d'une somme d'argent, par un point de passage non contrôlé, dans le cadre d'un réseau criminel organisé".

13 personnes meurent après avoir bu de l'alcool de contrebande au Koweït

Treize personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été hospitalisées après avoir consommé de l'alcool frelaté, a annoncé mercredi le ministère de la Santé de cet État du Golfe, qui prohibe les boissons alcoolisées. "Les hôpitaux ont traité 63 cas d'intoxication alcoolique résultant de la consommation de boissons contaminées au méthanol depuis samedi dernier", a précisé le ministère dans un communiqué. L'importation d'alcool a été interdite par le gouvernement koweïtien en 1964, selon les médias d'État, et sa consommation a été criminalisée dans les années 1980. Ce rare épisode d'intoxications alcooliques a touché exclusivement des membres de la communauté expatriée asiatique du Koweït, provoquant 21 cas de cécité et de troubles visuels. Selon le ministère, 51 cas ont nécessité une dialyse d'urgence et 31 patients ont dû être placés sous respirateur. Une grande partie de la population koweïtienne est composée de travailleurs migrants originaires d'Asie du Sud, nombreux dans les secteurs de la construction, des services domestiques et du commerce de détail.

Oum El-Bouaghi : 15 ans de prison ferme pour les auteurs de l'agression contre un citoyen à Aïn Fakroun

Le tribunal d'Aïn Fakroun (Oum El-Bouaghi) a prononcé, jeudi, une peine de 15 ans d'emprisonnement, assortie d'une amende d'un million de dinars à l'encontre des deux individus accusés d'agression et de vol contre un citoyen à Aïn Fakroun, a appris l'APS du parquet général près la cour d'Oum El Bouaghi. Le ministère public avait requis une peine de 20 ans de prison, assortie d'une amende de 2 millions de dinars, a affirmé dans une déclaration à

l'APS, le procureur général adjoint, Larbi Belghit. S'agissant du 3ème prévenu dans cette affaire, un mineur, le dossier le concernant se trouve au niveau du juge des mineurs pour complément d'enquête, selon la même source. Les trois individus, âgés entre 17 et 19 ans, avaient été placés, mardi, en détention préventive pour violences suivies de vol sur un citoyen d'Aïn Fakroun après qu'une vidéo montrant l'agression a été diffusée sur les réseaux sociaux.



17 régions "en danger de famine" au Soudan

Dix-sept régions du Soudan, dont certaines parties du Darfour, les monts Nuba, Khar-toum et Gezira, ont été classées comme "en danger de famine", a déclaré mercredi un porte-parole de l'ONU. Il y a un an, en août 2024, une famine a été confirmée dans le camp de déplacés de Zamzam, dans l'État du Darfour Nord au Soudan, avant de s'étendre à d'autres zones du Darfour et du Kordofan, a indiqué Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général des Nations unies, lors d'un point de presse quotidien. Depuis, la situation, particulièrement à El Fasher, chef-lieu du Darfour Nord, n'a fait qu'empirer. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a appelé mercredi à un accès humanitaire à El Fasher, où la population affronte la famine et reste coupée de toute aide humanitaire, a précisé M. Dujarric. Certains habitants d'El-Fasher survivraient en se nourrissant de fourrage pour animaux et de déchets alimentaires, a-t-il ajouté. Le PAM continue de fournir une aide financière numérique à près de 250.000 personnes dans la ville, leur permettant d'acheter les denrées qui se raréfient sur les marchés. Cependant, face à l'aggravation des besoins, une réponse à grande échelle contre la faim est indispensable, a-t-il souligné. "Nous réitérons notre inquiétude face au conflit en cours et renouvelons nos appels à toutes les parties pour qu'elles mettent fin aux violences, privilégient le dialogue et placent l'intérêt de leur peuple au premier plan", a déclaré M. Dujarric. Le Soudan est en proie à un conflit entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) qui a éclaté en avril 2023. Les combats ont fait des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés et de réfugiés, aggravant la crise humanitaire dans ce pays du nord-est de l'Afrique.

Pas moins de 390 travailleurs humanitaires tués en 2024, le bilan pourrait être pire en 2025

Le système humanitaire est à bout de souffle, sous-financé, débordé et attaqué, déplore l'ONU, faisant état de pas moins de 390 travailleurs humanitaires tués dans le monde rien qu'en 2024. "L'année dernière, pas moins de 390 travailleurs humanitaires ont été tués dans le monde - un record", indique le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, dans un mes-

sage à l'approche de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, célébrée le 19 août de chaque année, soulignant que pour les plus de 300 millions de personnes prises au piège d'un conflit ou d'une catastrophe, "les humanitaires sont le dernier maillon de la chaîne de survie". Selon l'ONU, certaines des victimes ont été tuées dans l'exercice de leurs fonctions, d'autres chez elles, tandis que des centaines d'autres

ont été blessées, kidnappées ou détenues. "Et tout porte à croire que 2025 pourrait être pire". "Pourtant, le financement de cette chaîne se tarit", regrette M. Guterres, "et celles et ceux qui apportent l'aide humanitaire font l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes", alors que des lignes rouges "sont franchies en toute impunité". Pourtant, rappelle le chef de l'ONU, "le droit international est clair : les humanitaires doivent être respectés et protégés", soulignant qu'"ils ne doivent jamais être pris pour cible" et "les règles et des outils existent". Cependant, pour le SG de l'ONU, ce qui fait défaut, "c'est la volonté politique et le courage moral", précise-t-il encore, appelant à prendre des mesures

"concrètes" pour protéger chaque travailleur humanitaire et investir dans sa sécurité, pour mettre fin aux menaces qui coûtent des vies. Aussi, M. Guterres insiste à faire en sorte que les auteurs de ces crimes ne puissent se soustraire à leurs responsabilités et soient traduits en justice, appelant également à mettre fin aux flux d'armes à destination des parties qui enfreignent le droit international. Pour l'ONU, cette année, le message est clair : "Le système humanitaire est à bout de souffle, sous-financé, débordé et attaqué". Là où tombent les bombes et où surviennent les catastrophes, ce sont les travailleurs humanitaires qui tiennent bon, sauvant des vies, souvent au péril de la leur.

Le bitcoin bat un nouveau record et dépasse les 124 000 dollars

Le bitcoin a atteint un nouveau plus haut jeudi matin dans les premiers échanges asiatiques, dépassant pour la première fois le seuil des 124.000 dollars, porté par la hausse des actions américaines, l'intérêt des investisseurs institutionnels et une législation américaine favorable. La star des cryptomonnaies a battu son précédent record du 14 juillet dernier (123.205 dollars), dépassant même brièvement les 124.500 dollars avant de refluer. Vers 02H08 GMT le bitcoin s'échangeait pour quelque 123.600 dollars. Les actions américaines ont terminé en forte hausse mercredi à la Bourse de New York, l'indice S&P 500 atteignant un nouveau plus haut, tout comme le Nasdaq à forte coloration technologique, contribuant à la hausse de la cryptomonnaie. Le bitcoin affiche depuis plusieurs mois une nette progression, encouragée notamment par le climat législatif favorable mis en place par le président américain Donald Trump. "Le marché des cryptomonnaies bénéficie de fondamentaux très favorables", a récemment rappelé Samer Hasn, analyste marché chez XS.com. Sur le plan réglementaire, les dernières batailles juridiques majeures menées par l'autorité américaine de régulation du secteur sont désormais closes. Par ailleurs, "Donald Trump a pris des mesures pour mettre fin aux restrictions qui empêchaient auparavant les banques de faire affaire avec des entreprises signalées pour des risques liés à leur réputation, une catégorie dans laquelle les entreprises de cryptomonnaie étaient souvent injustement placées". Trump pourrait aussi être enclin à accélérer l'intégration des cryptomonnaies dans le système financier national et à lever des restrictions supplémentaires, compte tenu de son implication croissante et de celle de sa famille dans ce secteur, a encore estimé M. Hasn.

EXPRESS- HISTORIQUE

Une par une (4)



AUX POINGS

"Ce qui a été entrepris en 1991 était clair: accorder au peuple sahraoui le droit de décider de son propre destin. Ce référendum n'avait pas vocation à diviser un pays en deux, puisque le Maroc et le Sahara occidental ont toujours été deux pays distincts".

John Bolton, ancien diplomate et ex-conseiller à la sécurité nationale américaine





Dans la journée : Dégagé
Vent : 17 km/h
Humidité : 55 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 10 km/h
Humidité : 65 %

Dohr : 12h53
Assar : 16h37
Maghreb : 19h41
Icha : 21h07

Dimanche 23 safar
1447
Sobh : 04h32
Chourouk : 06h07

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Mobilisation des compétences nationales

Innovant dans ce domaine, le ministère de l'Industrie a lancé, mercredi 6 août, une campagne nationale de mobilisation des compétences algériennes dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange.

Placée sous le slogan : "Avec des compétences algériennes, nous construisons une véritable industrie mécanique", cette initiative, qui intervient dans le cadre de la concrétisation de la stratégie du président Abdelmadjid Tebboune, visant à développer une industrie mécanique nationale intégrée et pérenne, cette campagne se poursuivra jusqu'au 21 août 2025, vient de décider le ministère de l'Industrie. Il a fait savoir, par communiqué, que, suite au grand engouement suscité par la démarche, les compétences algériennes qualifiées, intéressées, peuvent encore soumettre leurs candidatures durant la période de prolongation via la plateforme numérique dédiée à l'opération : <https://www.industrie.gov.dz/plateforme-a>. Il s'agit de permettre à toutes les compétences algériennes (experts, ingénieurs et techniciens), à l'intérieur du pays et à l'étranger, de participer à ce projet stratégique, précise le ministère. Le but est de contribuer à la création

d'un conseil d'expertises nationales dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange, qui sera chargé d'élaborer le référentiel national en matière d'intégration industrielle, comme cadre de référence définissant les bases techniques et réglementaires pour un écosystème industriel performant et intégré.

Le ministère explique que sa démarche intervient en parachèvement du processus participatif lancé par le ministère à travers des rencontres de concertation avec différents acteurs du secteur de l'industrie automobile et des pièces de rechange, ayant abouti à la création de groupes de travail spécialisés et à l'élaboration de recommandations stratégiques définissant les bases techniques et réglementaires nécessaires au développement d'une industrie nationale concurrentielle et au renforcement de l'intégration industrielle. Il est attendu de ce conseil d'expertises qu'il contribue, sous l'égide du ministère de l'Industrie, à accompagner les industriels algériens pour réaliser de hauts niveaux d'intégration et veiller à la conformité des produits aux normes internationales, en vue de renforcer l'intégration de l'industrie algérienne dans les chaînes de valeur mondiales.

Il y a moins d'un mois, lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux, le président Tebboune avait évoqué le dossier de l'industrie automobile locale, et annoncé que "de grandes marques mondiales lanceront la production locale de leurs véhicules, avec des taux d'intégration élevés dès

le début". À la même occasion, il avait salué le progrès enregistré dans le domaine de l'industrie automobile, notamment pour ce qui est des taux d'intégration élevés ayant été réalisés par des Algériens, révélant que certains modèles de véhicules qui seront produits localement ont déjà été identifiés, et que leur taux d'intégration atteindra au moins 40%.

Sur le terrain, cette démarche se concrétise à travers des accords de partenariat comme celui signé, à la fin du mois dernier, par le PDG de "Cosider Alrem", Nadir Benmoussa, " avec le PDG de "Algeria Faw Trucks Industries" (société algéro-chinoise) Mohamed Nawfel Telaili, en présence du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal et du PDG du groupe Cosider, Hamid Khemliche. Dans le cadre de cet accord, a-t-on appris, un partenariat industriel sera mis en place pour produire une gamme de pièces de rechange destinées, dans un premier temps, au parc de camions détenu par "Cosider Alrem". Cette dernière deviendra ainsi le producteur exclusif de la société algéro-chinoise, avant de s'engager par la suite à satisfaire les besoins du marché national en différentes pièces de rechange. En fait, ce partenariat s'inscrit dans le cadre du soutien et du développement du système national de sous-traitance, afin de répondre aux besoins des constructeurs et de réaliser des taux d'intégration plus élevés dans le secteur de la construction automobile, en s'appuyant sur le transfert de technologie.

M'hamed Rebah

LA CHRONIQUE DU SAMEDI

Adresse fraternelle au romancier Rachid Boudjedra

Lors de votre entretien avec le journaliste H'mida Layachi sur AlWatan TV (initiative rare et précieuse à encourager tant les espaces consacrés à nos auteurs sont rares), vous avez évoqué avec déférence Kateb Yacine. Il convient cependant de nuancer l'observation formulée sur l'absence de personnages européens dans Nedjma. Ils n'occupent certes pas le centre du récit. Leur présence, sourde et pesante, est plus marquante qu'elle n'en paraît à première vue. Elle dit davantage qu'elle ne montre et éclaire les mécaniques d'oppression.

Publié en 1956, Nedjma est une dissection en pleine chair, une mise à nu des viscères purulents d'un système colonial au bord de l'effondrement. Sous l'allure fragmentaire, éclatée, presque hallucinée du récit, s'élève un monde clos, irrespirable, où chaque figure devient le masque d'une classe, l'écho d'une violence, le symptôme d'un mal historique. Fait inédit dans la littérature algérienne de l'époque, Nedjma est le premier roman où la figure de l'Européen est inscrite, dense et centrale, dans la trame narrative. Tandis que dans la littérature coloniale, l'Arabe n'est bien souvent qu'un fantôme errant, silhouette fugitive sans nom, tension muette, comme dans L'Étranger d'Albert Camus, Kateb inverse le regard et dévoile la mécanique coloniale dans son ossature la plus intime.

Ainsi se dessine une galerie saisissante d'Européens, englués dans l'appareil colonial. M. Ernest, contremaître brutal à la fausse bienveillance, et sa fille Suzy, incarnation d'un mépris de classe doublé d'un racisme larvé. M. Ricard, entrepreneur vorace, qui s'élève dans la hiérarchie par l'exploitation et qui marie sa fortune selon les lois cyniques de l'intérêt, scellant l'union de deux classes dominantes. Le préfet, le gendarme, M. Giovanni le maton et son fils Albert, le professeur M. Temple, le proviseur du collège, Monique, Mme F. épouse du garde champêtre, l'institutrice Mlle Dubac, autant de rouages d'un système sournois, discipliné, implacable. Même les personnages périphériques, la vieille propriétaire, la femme du notaire ou l'épicière juif bénéficient, dans une gradation nuancée, des privilèges du colonisateur. L'unique personnage sympathique est le marin breton, métropolitain rencontré à Marseille.

En face, les indigènes. Laminés par la misère, cassés, éparpillés, désœuvrés, ils errent entre chantier, bistrot et prison, victimes d'un monde clos. Les quatre personnages emblématiques, Lakhdar, Rachid, Mourad et Mustapha, incarnent une jeunesse mutilée, privée de repères, d'avenir et de patrie. L'école, qui aurait pu être refuge, est champ de bataille. On y nie les fêtes musulmanes, on y frappe au nom de la discipline. Et l'enfant humilié se redresse, balai à la main, pour assigner un coup sur le nez de l'institutrice. Le couteau,

d'abord outil de survie, devient arme et symbolise de cette bascule. Il fend le silence et grave sur les pupitres le mot sacré, Indépendance. Le couteau, fétiche obsédant, est là dès l'incipit. Il annonce la couleur du sang.

La violence s'infiltre partout, une éruption jamais calmée, tantôt contenue, tantôt explosive, qu'elle se manifeste dans le bruit du chantier, le cliquetis du mètre comme un fouet, dans l'école coloniale transformée en machine à humilier, dans l'intimité où les corps cherchent à frapper, posséder, se libérer, ou dans la rue avec ses affrontements et son sang versé. Face à l'effacement, les quatre compères utilisent leur propre chair comme dernier rempart. La brutalité fratricide, crue parfois, est l'analogie et le miroir des dissensions internes du mouvement national après les massacres du 8 mai 1945. Les conflits entre les personnages deviennent ainsi une métaphore sanglante des fractures de la lutte (phénomène analysé par Frantz Fanon) où l'agression envers le frère résulte directement d'une oppression prolongée.

La lutte dans Nedjma ne se réduit pas uniquement au face-à-face entre colon et colonisé, comme lorsque Mourad tue M. Ricard ou Rachid fracasse un automobiliste arrogant. Elle est aussi sociale. Lakhdar blesse M. Ernest, il attaque l'opresseur de classe autant que le colon. La domination coloniale se double d'une exploitation économique brutale. La réponse, fût-elle désordonnée, mêle insoumission nationale et instinct prolétarien. Kateb révèle que la résistance, qui n'est jamais univoque, jaillit de la plaie et surgit autant de la blessure identitaire que de l'injustice sociale.

Au centre de ce chaos, le personnage Nedjma, fille d'une mystérieuse Française, femme-étoile, énigmatique, insaisissable. Elle symbolise une Algérie confisquée, volée, désirée, convoitée mais jamais soumise. Sa beauté trouble autant qu'elle échappe. Elle est à la fois l'amante et le mythe. Femme fatale, mais surtout métaphore d'une nation dont on rêve la liberté.

Kateb dévoile dans une langue poétique la nature organique de la violence coloniale, qui se niche dans les mots, les gestes, les silences, les regards, les odeurs, jusqu'aux parfums des femmes européennes, métaphores entêtantes de leur richesse et de leur supériorité imposée.

Nedjma montre la pourriture et la fièvre et son envers les pulsions de vie, d'amour et de révolte. Les colons, même divisés par leurs origines ou leurs croyances, s'unissent dans le rejet du colonisé.

Les opprimés, eux, cherchent dans le sang, l'entraide ou le rêve, une issue, une dignité reconquise. Et s'ils échouent à saisir Nedjma, c'est que l'histoire les broie encore. Mais sous la cendre déjà couve l'incendie de la libération.

M. Yefsah

SOUS-RIRE

L'été continue ... avec un petit goût de compte à rebours



AU MOINS 18 MORTS ET 9 BLESSÉS DANS UN ACCIDENT DE BUS

Drame à Oued El Harrach

Au moins dix-huit personnes sont décédées et neuf autres ont été blessées, dont deux dans un état critique, suite à un accident de bus survenu, hier, après-midi, à Mohammadia dans la capitale Alger. Selon un communiqué de la Protection civile, l'accident est survenu lorsque le bus en question a dérapé au niveau du pont situé à Jolie Vue, avant de finir sa course dans l'Oued El Harrach. Selon la même source, les éléments de la Protection civile sont intervenus vers 17H45 pour secourir les blessés qui ont été acheminés à l'hôpital d'El Harrach alors que les dépouilles des personnes décédées l'ont été dirigées à la morgue du même établissement sanitaire.

R. S.